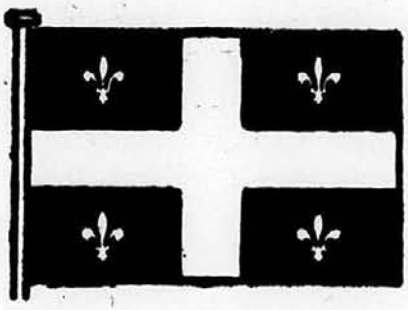

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 1 février 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 1st, 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Tsansmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
46755 - 52-0

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
46755 - 52-0

Lettres patentes

(P.G. 13949-57)

Alfred Roy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Alfred Roy, Fernand Roy, marchands, de Ste-Marguerite, et Jules Roy, cultivateur, de Ste-Claire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de "Alfred Roy Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

46975-o

Letters Patent

(A.G. 13949-57)

Alfred Roy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incorporating: Alfred Roy, Fernand Roy, merchants, of Ste-Marguerite, and Jules Roy, farmer, of Ste. Claire, for the following purposes:

To carry on as millers, under the name of "Alfred Roy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Marguerite, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

46975

(P.G. 14063-57)

Alice Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Ben Schecter, Morton Bell, avocats, et Margaret McMartin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains et construction, sous le nom de "Alice Investments Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2401 est, avenue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14087-57)

Allard 5-10-15c Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: J.-Lucien Allard, commerçant, de Ste-Foy, Léo Beaumont, gérant de magasin, de Lévis, et Jean-Paul Hardy, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants et trafiquants, marchands en gros et en détail de bimbeloterie, bibelots, articles de maison, vaisselle, ustensiles de cuisine, marchandises à la verge, marchandises sèches, tissus, papeterie, appareils électriques et autres marchandises semblables, sous le nom de "Allard 5-10-15c Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 13954-57)

Anodor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1957, constituant en corporation: Marcel Emond, Laurent Bouchard et Georges St-Pierre, tous industriels, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de métaux, de produits, articles et marchandises faits totalement ou partiellement de bois, de verre, de plastique ou de métal, sous le nom de "Anodor Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félix-de-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14063-57)

Alice Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Ben Schecter, Morton Bell, advocates, and Margaret McMartin, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Alice Investments Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2401 Laurier Avenue, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14087-57)

Allard 5-10-15c Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: J. Lucien Allard, tradesman, of Ste-Foy, Léo Beaumont, store manager, of Levis, and Jean-Paul Hardy, accountant of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, importers, exporters, dealers and tradesmen, wholesale and retail merchants in toy knick-knacks, trinkets, household articles, china, kitchen ustensiles, yard goods, dry merchandise, fabrics, stationery, electrical apparatus and other similar merchandise, under the name of "Allard 5-10-15c Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13954-57)

Anodor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December 1957, incorporating: Marcel Emond, Laurent Bouchard and Georges St-Pierre, all industrialists of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in metals, products articles and merchandise totally made of wood, glass, plastic or of metal, under the name of "Anodor Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Félix-de-Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13723-57)

Bijouterie Gauthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Adrien Gauthier, bijoutier, Rosaire Gauthier et Jean-Rock Gauthier, journaliers, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de "Bijouterie Gauthier Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 106, rue Du Roi, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 14000-57)

B & M Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Edwin J. Persons, entrepreneur, de Sweetsburg, Paul Tremblay, comptable et Claude Noiseux, avocat, tous deux de Cowansville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et garagistes; faire le commerce qui consiste à transporter des passagers et marchandises, sous le nom de "B & M Construction Ltd.", avec un capital total de $300,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sweetsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13950-57)

Burtmar Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1957, constituant en corporation: Irving L. Adessky, John L. Liberman et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires sous le nom de "Burtmar Clothes Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13955-57)

Buywell Car Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13723-57)

Bijouterie Gauthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incorporating: Adrien Gauthier, jeweller, Rosaire Gauthier and Jean Rock Gauthier, journeymen, all three of Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Bijouterie Gauthier Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each..

The head office of the company will be at 106 King Street, Asbestos, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14000-57)

B & M Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Edwin J. Persons, contractor, of Sweetsbourg, Paul Tremblay, accountant and Claude Noiseux, lawyer, both of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and garage keepers; to carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "B & M Construction Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 2,000 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sweetsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13950-57)

Burtmar Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1957, incorporating: Irving L. Adessky, John L. Liberman and Moses Moscovitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Burtmar Clothes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13955-57)

Buywell Car Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1957, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et John L. Liberman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, appareils mécaniques et électriques et aussi celui de garagistes, sous le nom de "Buywell Car Market Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1957, incorporatng: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and John L. Liberman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles, mechanical and electrical apparatus; to carry on business as garage keepers, under the name of "Buywell Car Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13810-57)

Champs Restaurant Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Guy Côté, restaurateur, de Verdun, Harry J. Erdrich, et Michael Rubinstein, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme restaurateurs et taverniers, sous le nom de "Champs Restaurant Incorporated", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(A.G. 13810-57)

Champs Restaurant Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Guy Côté, restaurateur, of Verdun, Harry J. Erdrich and Michael Rubinstein, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant and tavern keepers, under the name of "Champs Restaurant Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13945-57)

City Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "City Development Corp.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3682 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(A.G. 13945-57)

City Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "City Development Corp.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3682 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14025-57)

Colonial Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton,

(A.G. 14025-57)

Colonial Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both

secrétaire, tous deux de Montréal, Harry L. Aronovitch, de la ville de Côte St-Luc et Nat. H. Salomon, de Westmount, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Colonia Construction Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14030-57)

Come-in Service Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1957, constituant en corporation: Max Slapack, de la ville Côte St-Luc, Gregory Charlap, et Arthur Shulman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules et celui de garagistes, sous le nom de "Come-in Service Centre Inc.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 12313-57)

Congress Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1957, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable, Philip S. Garonce, avocat, et Leo Kravitz, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Congress Investment Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14053-57)

Dulson Frank & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Harold Lande, de Westmount, Solomon

of Montreal, Harry L. Aronovitch, of the town of Côte St. Luc, and Nat. H. Salomon, of Westmount, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Colonia Construction Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14030-57)

Come-in Service Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1957, incorporating: Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, Gregory Charlap and Arthur Shulman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on business as garage keepers, under the name of "Come-in Service Centre Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12313-57)

Congress Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1957, incorporating: Manuel Sachs, accountant, Philip S. Garonce, advocate and Leo Kravitz, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Congress Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14053-57)

Dulson Frank & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Harold Lande, of Westmount, Solomon Weber, of Outre-

Weber, d'Outremont, tous deux avocats et Conseils en Loi de la Reine, Joseph Samuel Caplan et William Cain, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de ferronnerie, outillage industriel et de moulins; exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et amélioration, sous le nom de "Dulson Frank & Co, Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13943-57)

Fashion Award Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Bernard Gardner, tous deux de Montréal, et Jules Leavitt, de Ville Mont Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires pour hommes, sous le nom de "Fashion Award Shops Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14056-57)

Ficus Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, deWestmount, Harold S. Freeman, avocat, et Dorothy Martel, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration, de portefeuille et de placements, sous le nom de "Ficus Investment Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13888-57)

Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1957, constituant en corporation: Leonard Li-

mont, both advocates and Queen's Counsel, Joseph Samuel Caplan and William Cain, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, industrial and mill supplies; to carry on the business of a real estate, development and improvement company, under the name of "Dulson Frank & Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares having a par value of $100 each and into 600 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13943-57)

Fashion Award Shops Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Sol Sidney Fels, Bernard Gardner, both of Montreal, and Jules Leavitt, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's wearing apparel, under the name of "Fashion Award Shops Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14056-57)

Ficus Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, advocate, and Dorothy Martel, stenographer, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement, holding and investment company, under the name of "Ficus Investment Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13888-57)

Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1957, incorporating: Leonard Li-

tion: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appliques électriques et fluorescents, ampoules, dispositifs et appareils, sous le nom de "Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

verman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky' all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and fluorescent fixtures, lights, appliances and apparatus, under the name of "Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of $10 each and into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14074-57)

Freeman Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Horace Freeman, ingénieur chimiste métallurgiste, Thérèse G. Freeman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Horace Freeman, et Georges Picard, comptable, tous de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Entreprendre et exploiter des recherches de laboratoires et des installations d'essai se rapportant au raffinage des minerais de fer, à la réduction d'iceux et de leurs concentrés, et la production du fer et alliages d'icelui, sous le nom de "Freeman Corporation", avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 506 boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(A.G. 14074-57)

Freeman Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Horace Freeman, chemical and metallurgical engineer, Thérèse G. Freeman, housewife, wife separate as to property of the said Horace Freeman, and Georges Picard, accountant, all of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To acquire and operate research laboratories and pilot plants relating to the beneficiation of iron ores and the reduction of these and of the concentrates thereof, and the production of iron and alloys of iron, under the name of "Freeman Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 506 Ste. Madeleine Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13719-57)

G. M. Plumbing & Heating Inc.
G. M. Plomberie & Chauffage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Gaston Métivier, plombier, Mme Rita Lamarre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Métivier, et dûment autorisée par lui, tous deux de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, et Paul Lavallée, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "G. M. Plumbing & Heating Inc.—G. M. Plomberie & Chauffage Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 13719-57)

G. M. Plumbing & Heating Inc.
G. M. Plomberie & Chauffage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Gaston Métivier, plumber, Mrs. Rita Lamarre, housewife, housewife contractually separate as to property of the said Gaston Métivier, and duly authorized by him, both of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, and Paul Lavallée, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "G. M. Plumbing & Heating Inc.—G. M. Plomberie & Chauffage Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13994-57)

Godbec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1957, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, Charles Alexander Phelan et John Howard Gomery, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuilles et de placements, sous le nom de "Godbec Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 13994-57)

Godbec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1957, incorporating: Robert Harold Earle Walker, Charles Alexander Phelan and John Howard Gomery, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Godbec Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

P.G. 14050-57)

Guy Perrault & Cie Ltée
Guy Perrault & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Guy Perrault, entrepreneur général, Roger Laporte, comptable, et Roger Nadeau, contremaître, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, tous le nom de "Guy Perrault & Cie Ltée — Guy Perrault & Co. Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14050-57)

Guy Perrault & Cie Ltée
Guy Perrault & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Guy Perreault, general contractor, Roger Laporte, accountant, and Roger Nadeau, foreman, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction under the name of "Guy Perrault & Cie Ltée — Guy Perrault & Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12437-57)

Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Thérèse Liboiron, hôtelière, veuve, Bernard Liboiron, hôtelier, et Jean-Guy Liboiron, comptable, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers, restaurateurs, garagistes et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 12437-57)

Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incorporating: Thérèse Liboiron, hotel-keeper, widow, Bernard Liboiron, hotel-keeper, and Jean-Guy Liboiron, accountant, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, inn-keepers, tavern-keepers, restaurant-keepers, garage-keepers and general contractors in construction, under the name of "Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13803-57)

Industries Saint-Jovite Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Théodore Jujia, restaurateur, de Montréal, Francis Champigny, manufacturier, et Joseph Labonté, épicier, tous deux de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Industries Saint-Jovite Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 13803-57)

Industries Saint-Jovite Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incorporating: Theodore Jujia, restaurateur, of Montreal, Francis Champigny, manufacturer, and Joseph Labonté, grocer, both of Saint-Jovite, for the following purposes:

To carry on the business of lumber and the products thereof, under the name of "Industries Saint-Jovite Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jovite, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13902-57)

J. A. Vincent & Fils Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: René Vincent, J.-Alphonse Vincent, marchands, et Gilles Morin, commis, tous de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "J. A. Vincent & Fils Incorporé", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1890, rue des Cascades, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 13902-57)

J. A. Vincent & Fils Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: René Vincent, J. Alphonse Vincent, merchants, and Gilles Morin, clerk, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as hardwaremen, under the name of "J. A. Vincent & Fils Incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1890 Cascades Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14091-57)

J.-E. Carpentier, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Joseph-Edouard Couturier, marchand, Juliette LeMoine Couturier, ménagère, épouse contr ctuellement séparée de biens dudit Joseph-Edouard Couturier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Coutu-turier, employé, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de "J.-E. Carpentier, Inc.", avec un capital total de $80,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14091-57)

J.-E. Carpentier, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December 1957, incorporating: Joseph Edouard Couturier, merchant, Juliette LeMoine Couturier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Joseph Edouard Couturier, and duly authorized by him for the purposes therein, and Maurice Couturier, employee, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "J.-E. Carpentier, Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14082-57)

Joliette Pants Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Sam Lenetsky, entrepreneur, Alexander Lenetsky, contremaître, et Lillian Greenspan, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alexander Lenetsky, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Entreprendre la confection de pantalons par contrats, manteaux et coupe-vent et les préparer rer pour la vente, sous le nom de "Joliette Pants Contractors Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 440 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 14082-57)

Joliette Pants Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December 1957, incorporating: Sam Lenetshy, Contractor, Alexander Lenetsky, and Lillian Greenspan, housekeeper, wife separate as to property of the said Alexander Lenetsky, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Joliette, for the following purposes:

To contract for pants, coats and windgreakers and prepare the same for market, under the name of "Joliette Pants Contractors Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 440 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December,1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14092-57)

Jos. Couturier et Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Joseph-Édouard Couturier, marchand, Juliette LeMoine Couturier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Édouard Couturier, et dûment autorisée par lui, et Maurice Couturier, employé, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de "Jos. Couturier et Fils Ltée", avec un capital total de $105,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14092-57)

Jos. Couturier et Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Joseph Edouard Couturier, merchant, Juliette LeMoine Couturier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Joseph Edouard Couturier, and duly authorized by him, and Maurice Couturier, employee, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants, under the name of "Jos. Couturier et Fils Ltée", with a total capital stock of $105,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13993-57)

Kolomeir Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Kolomeir Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 13993-57)

Kolomeir Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Kolomeir Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, West, suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14016-57)

Larch River Iron Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Québec, Gilles de Billy, Claude Gagnon, avocats et Conseil en Loi de la Reine, René-W. Dionne, avocat, tous trois de Sillery, et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Larch River Iron Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 100 d'Youville, chambre 430, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 14016-57)

Larch River Iron Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, of Quebec, Gilles de Billy, Claude Gagnon, advocates and Queen's Counsel, René-W. Dionne, advocate, all three of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Larch River Iron Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will at be 100 d'Youville, Room 430, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10703-57)

Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Jos.-Roméo Bélanger, prêtre-curé, Raymond-Pierre Beaudette, garagiste, Jos.-Alphonse Rheault, cultivateur, Raymond Corriveau, commis, Lucien Côté, marchand en gros, Thomas Barabé, Antonio Tousignant, journaliers, Théophile Chrétien et Alphonse Deshaies, industriels, tous de Deschaillons, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre paroissial qui servira aux réunions de toutes les organisations paroissiales, municipales, scolaires et autres, sous le nom de "Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean Deschaillons, Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau de Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 10703-57)

Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Father Jos. Roméo Bélanger, priest-pastor, Raymond-Pierre Beaudette, garage-keeper, Jos.-Alphonse Rheault, farmer, Raymond Corriveau, clerk, Lucien Côté, wholesale merchant, Thomas Barabé, Antonio Tousignant, laborers, Théophile Chrétien and Alphonse Deshaies, industrialists, all of Deschaillons, for the following purposes:

Establish and maintain a parochial center which will serve for meetings for the parochial organizations, municipal, school and otherwise, under the name of "Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation wil, be at Saint-Jean Deschaillons, Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13622-57)

Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Lavallée, marchand, Robert "Bob" Ehier, industriel, et Jean-

(A.G. 13622-57)

Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Lavallée, merchant, Robert "Bob" Ethier, industrialist,

Yvon Houle, vendeur, tous de Sorel, pour les objets suivants:

Former un club de hockey amateur junior dans la cité de Sorel, sous le nom de "Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 13680-57)

Lee Holland Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1957, constituant en corporation: Bernard Manfred Bloomfield, administrateur, Cecil Rebecca Everrett et Carol Ann Dienst, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et regrigération, sous le nom de "Lee Holland Manufacturing Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14094-57)

Les Immeubles Couturier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Joseph-Édouard Couturier, marchand, Juliette LeMoine Couturier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Édouard Couturier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Couturier, employé, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, constructions, développements et améliorations, sous le nom de "Les Immeubles Couturier Ltée", avec un capital total de $105,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 14093-57)

Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

and Jean Yvon Houle, salesman, all of Sorel, for the following purposes:

To form a junior amateur hockey club in the city of Sorel, under the name of "Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel".

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13680-57)

Lee Holland Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1957, incorporating: Bernard Manfred Bloomfield, executive, Cecil Rebecca Everrett and Carol and Dienst, both secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Lee Holland Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14094-57)

Les Immeubles Couturier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Joseph-Édouard Couturier, merchant, Juliette LeMoine Couturier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Joseph-Édouard Couturier, and duly authorized by him for these present purposes, and Maurice Couturier, employee, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on the affairs of a company dealing in real estate, constructions, developments and improvements, under the name of "Les Immeubles Couturier Ltée", with a total capital stock of $105,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14093-57)

Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Joseph-Éduard Couturier, marchand, Juliette LeMoine Couturier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Édouard Couturier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Couturier, employé, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres et ambulanciers, sous le nom de "Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 13368-57)

Les Entreprises Sillery Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1957, constituant en corporation: Jacques LaRoche, impresario, de Sillery, Gérard Guay, arpenteur-géomètre, et Jacques Perron, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les commerce et entreprise de postes de radio-diffusion et d'agence de publicité, sous le nom de "Les Entreprises Sillery Québec Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1957.

L'Assistant-procureur général supplé nt,
46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 13895-57)

Litner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montr al, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des magasins à succursales; fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires et marchandises sèches, sous le nom de "Litner Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13756-57)

L. Villemure Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

day of December, 1957, incorporating: Joseph Édouard Couturier, merchant, Juliette LeMoine Couturier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Joseph Édouard Couturier, and duly authorized by him for the purposes therein, and Maurice Couturier, employee, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as undertakers and operate an ambulance service, under the name of "Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13368-57)

Les Entreprises Sillery Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1957, incorporating: Jacques LaRoche, impressario, of Sillery, Gérard Guay, surveyor and Jacques Perron, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

To operate a business and enterprise of radio broadcasting stations and publicity agency under the name of "Les Entreprises Sillery Québec Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13895-57)

Litner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of operating chain stores; to manufacture and deal in wearing apparel and dry goods, under the name of "Litner Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 e ch.

The head office of the company will be at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13756-57)

L. Villemure Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Liguori Villemure, entrepreneur-plombier, Gérard Villemure, comptable, et Roland Villemure, contremaître, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération et comme constructeurs, sous le nom de "L. Villemure Ltée", avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 527, rue Saint-Paul, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Liguori Villemure, plumber contractor, Gérard Villemure, accountant, and Roland Villemure, foreman, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing and refrigeration and as constructors, under the name of "L. Villemure Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 527 Saint-Paul Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13779-57)

Mansonville Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: René Remillard, commerçant, de Mansonville, Paul Tremblay, comptable, et Claude Noiseux, avocat, tous deux de Cowansville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Mansonville Lumber Ltd.", avec un capital total de $40,000, divise en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mansonville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 13779-57)

Mansonville Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: René Remillard, tradesman, of Mansonville, Paul Tremblay, accountant, and Claude Noiseux, advocate, both of Cowansville, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in lumber and lumber products; to carry on as general contractors in construction, under the name of "Mansonville Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mansonville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14024-57)

Marcel Plouffe Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Marcel Plouffe, commis, Yvette Chouinard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Plouffe, et Gérald Arbour, comptable agréé, tous de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements pour hommes et enfants, de chaussures et articles en cuir, sous le nom de "Marcel Plouffe Incorporée", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14024-57)

Marcel Plouffe Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December 1957, incorporating: Marcel Plouffe, clerk, Yvette Chouinard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Plouffe, and Gérald Arbour, chartered accountant, all of St. John, for the following purposes:

To carry on the business of an deal in men and children's wesring apparel, footwear and leather goods, under the name of "Marcel Plouffe Incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December 1957.

P. FRENETTE,
46975 Acting Deputy Attorney Meneral.

(P.G. 13702-57)

Mercury Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13702-57)

Mercury Electronics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1957, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous trois avocats, Neil Franklin Phillips, avocat, Sylvia Vineberg, Ida Rhéaume et Yvonne Bélanger, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils électroniques, de radio, télévision, radar de communication téléphonique et électrique, outillage, matériaux produits et accessoires, sous le nom de "Mercury Electronics Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14006-57)

Mibo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1957, constituant en corporation: Marcel Mercier, comptable agréé, Réjeanne Robert, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Gaby Parent, sténographe, célibataire, de la paroisse de Bellevue, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Mibo Inc.", avec un capital total de $500,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 450,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(P.G. 14047-57)

Park Row Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Park Row Investment Corp.", avec un capital total de $250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

---

ince of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1957, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe Claire, all three advocates, Neil Franklin Phillips, advocate, Sylvia Vineberg, Ida Rhéaume and Yvonne Bélanger, secretaries, filles majeures, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic, radio, television, radar, telephonic communication and electrical, equipment, materials, products and supplies, under the name of "Mercury Electronics Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14006-57)

Mibo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1957, incorporating: Marcel Mercier, chartered accountant, Réjeanne Robert, secretary, spinster, both of Montreal, and Gaby Parent, stenographer, spinster, of the parish of Bellevue, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Mibo Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 450,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14047-57)

Park Row Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Park Row Investment Corp.", with a total capital stock of $250,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 2,450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13952-57)

Persillier Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1957, constituant en corporation: Irving L. Adessky, John L. Liberman et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Persillier Homes Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3 actions ordinaires de $100 chacune et 3,970 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 940 chemin Côte de Liesse, suite 305, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 13952-57)

Persillier Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1957, incorporating: Irving L. Adessky, John L. Liberman and Moses Moscovitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Persillier Homes Inc.", with a total capital stock of $40.000, divided into 3 common shares of $100 each and into 3,970 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 940 Côte de Liesse Road, suite 305, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12914-57)

Plara Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1957, constituant en corporation: Jacques Charette, Gaston Bellerive et David Bellhumeur, tous comptables, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Plara Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 165, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant.

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 12914-57)

Plara Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December 1957, incorporating: Jacques Charette, Gaston Bellerive and David Bellhumeur, all accountants, of Trois Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Plara Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred hares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 165 Radisson Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14026-57)

Quebec Import Terminal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1957, constituant en corporation: Yvon Dolbec, industriel, Jacques-E. Fortier, comptable, tous deux de Sillery, et Antoine Chabot, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entreposeurs et exercer le commerce du transport de marchandises, sous le nom de "Quebec Import Terminal Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975-o P. FRENETTE.

(A.G. 14026-57)

Quebec Import Terminal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1957, incorporating: Yvon Dolbec, industrialist, Jacques E. Fortier, accountant, both of Sillery, and Antoine Chabot, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as warehousemen and deal in the transporting of merchandise, under the name of "Quebec Import Terminal Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13725-57)

Regent Antenna Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13725-57)

Regent Antenna Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1957, constituant en corporation: Edward Lawrence Cohen, Nathan Cohen, d'Outremont, et Gerald Stein, de Ville Mont-Royal, tous préposés aux placements, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter, construire, établir, aménager, fournir ou prendre les moyens aux fins de produire des émissions radiophoniques et/ou de sans-fils et/ou électriques et/ou électroniques, des postes, installations et appareils pour la réception, transmission, retransmission, diffusion, enregistrement ou reproduction de signaux, messages, programmes radiodiffusés ou télévisés ou autres formes de divertissement, d'information ou d'instruction, sous le nom de "Regent Antenna Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1957, incorporating: Edward Lawrence Cohen, Nathan Cohen, of Outremont, and Gerald Stein, of the town of Mount Royal, all investors, for the following purposes:

To own, operate, construct, establish, equip, provide or arrange for the provision of radio and/or wireless and/or electrical and/or electronic broadcasting, stations, works and apparatus for the reception, transmission, relaying, diffusion, recording or reproduction of signals, messages, broadcast or televised programs or other forms of entertainment, information or instruction, under the name of "Regent Antenna Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14018-57)

Ronar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Ronar Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46975 P. FRENETTE.

(A.G. 14018-57)

Ronar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Ronar Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, west, suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,

46975-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14031-57)

Sewing Club of Quebec
Club de Couture de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Max Slapack, avocat, de la ville Côte St-Luc, Arthur Lang, administrateur, de Ville Mont-Royal, et John Mogan, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser l'instruction, le développement et l'encouragement de la couture moderne à domicile dans la province de Québec, sous le nom de "Sewing Club of Quebec — Club de Couture de Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 14031-57)

Sewing Club of Quebec
Club de Couture de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Max Slapack, advocate, of the town of Côte St. Luc, Arthur Lang, executive, of the town of Mount Royal, and John Mogan, manager, of Montreal, for the following purposes:

The instruction, development and encouraging of modern household sewing in the Province of Quebec, under the name of "Sewing Club of Quebec — Club de Couture de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14059-57)

St. Therese Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1957, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous deux avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "St. Therese Development Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14028-57)

The Howard Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "The Howard Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 14027-57)

The Surrey Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "The Surrey Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera $500.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14059-57)

St. Therese Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1957, incorporating: Philip Fischel Vineberg, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe Claire, both advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "St. Therese Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14028-57)

The Howard Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "The Howard Corp.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14027-57)

The Surrey Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "The Surrey Corp.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13876-57)

Tishray Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1957, constituant en corporation: Icko Hertz, imprimeur, Elka Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Edelstein, Benny Frochter, nettoyeur, et Moszek Rosenfeld, charpentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Tishray Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13791-57)

Universal Publications (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1957, constituant en corporation: Raymond Caron, Gordon Douglas McKay, avocats, et Kathryn Evelyn Thickett, secrétaire, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Universal Publications (Quebec) Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

(P.G. 13613-57)

William Hunter Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1957, constituant en corporation: Barbara Denise Brailsford Hunter, ménagère, épouse séparée de biens de William Hunter et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Janet Gilchrist, ménagère, épouse séparée de biens de Alex R. Sydenham, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes et William Hunter, agent et courtier d'immeubles, tous de Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de courtiers et agents d'immeubles, sous le nom de "William Hunter

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13876-57)

Tishray Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1957, incorporating: Icko Hertz, printer, Elka Edelstein, housewife, wife separate as to property of Joseph Edelstein, Benny Frochter, cleaner, and Moszek Rosenfeld, carpenter, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Tishray Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13791-57)

Universal Publications (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1957, incroporating: Raymond Caron, Gordon Douglas McKay, advocates, and Kathryn Evelyn Thickett, secretary, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publishers, under the name of "Universal Publications (Quebec) Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13613-57)

William Hunter Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1957, incorporating: Barbara Denise Brailsford Hunter, housewife, wife separate as to property of William Hunter, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Janet Gilchrist, housewife, wife separate as to property of Alex R. Sydenham, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and William Hunter, real estate agent and broker, all of Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and agents, under the name of "William Hunter

Realty Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 174 rue Archambault, Sainte-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46975 P. FRENETTE.

Realty Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 174 Archambault Street, Sainte-Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1957.

P. FRENETTE,
46975-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, en sus des matières décrites aux avis des 25 octobre et 12 novembre 1957, pour imposer et prélever une taxe de vente de 2%, conformément à la Loi de la vente au détail; et pour autres fins.

Montréal, le 24 décembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
LACROIX, VIAU
46760-1-4-o & POUPART.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislative of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, in addition to the purposes described in the notices of October 25 and November 12, 1957, for the following purpose: to impose and levy a sale tax of 2%, in conformity with the Retail Sales Tax Act; and for other purposes.

Montreal, December 24, 1957.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
46760-1-4-o The Attorneys for the petitioner.

CORPORATION MUNICIPALE DE TEMPLETON OUEST ET LES COMMISSIONS SCOLAIRES CATHOLIQUE ET PROTESTANTE DE TEMPLETON OUEST

Avis est par les présentes donné que la Corporation Municipale de Templeton Ouest et les Commissions Scolaire Catholique et Protestante de Templeton Ouest, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à la présente session, pour faire fixer les taxes municipales et scolaires de la Ideal Concrete Products Compa- Limited pour une période de dix (10) ans.

Donné à Templeton Ouest, ce 12 novembre 1957.

Le Procureur des requérants,
46861-3-4-o LIONEL MOUGEOT.

MUNICIPAL CORPORATION OF WEST TEMPLETON AND CATHOLIC AND PROTESTANT SCHOOLS COMMISSIONS OF WEST TEMPLETON

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of West Templeton and the Catholic and Protestant Schools Commissions of West Templeton, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at his present Session, to determine the municipal and school taxes of the Ideal Concrete Products Company Limited for a period of ten (10) years.

Given in West Templeton, this 12 of November 1957.

LIONEL MOUGEOT,
46861-3-4-o Attorney for petitioners.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis public est par les présentes donné que la ville de la Petite Rivière dans le district de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser son conseil à modifier les règlements numéros 98, 104 et 105 de ladite ville en édictant à leur égard ce qui suit: Nonobstant les dispositions des règlements numéros 98, 104 et 105, à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, le montant requis annuellement pour le remboursement en capital et le paiement des intérêts des emprunts effectués en vertu des susdits règlements, sera prélevé au moyen d'une seule taxe spéciale suffisante à cette fin comme si les trois emprunts n'en formaient qu'un seul; ladite taxe spéciale sera répartis sur tous les terrains inposables compris dans les lots 2398-1, 2398-2, 2401, 2393, 2394 et 2397 et leurs subdivisions, en proportion de la superficie de chaque terrain porté au rôle par rapport à la superficie totale.

Québec, le 13 janvier 1958.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46891-3-4-o UBALD DÉSILETS.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Public notice is hereby given that the town of Little River in the district of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session to obtain the adoption of an Act for the purpose of authorizing its council to amend By-laws number 98, 104 and 105 of the said town by enacting as follows: Notwithstanding the provisions of By-laws number 98, 104 and 105, as from the coming into force of the present By-law, the amount required annually for the return of capital and payment of interest of loans made in accordance with the by-laws mentioned hereinabove shall be collected by means of one special tax only which would be sufficient for said purpose, as if the three loans formed but one; the said special tax shall be assessed on all taxable land included in lots 2398-1, 2398-2, 2401, 2393, 2394 and 2397 and subdivisions thereof, proportionately to the area of each piece of land inscribed on the roll with reference to the total area.

Quebec, January 13, 1958.

UBALD DÉSILETS,
46891-3-4 Attorney for Petitioner.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° A l'article III, les paragraphes "*a*" et "*c*" seront remplacés par les suivants:

"*a*) Les taux minima de salaires suivants sont payables aux salariés des classifications ci-après mentionnées:

SECTION I

Classification	*Salaire horaire Compagnon senior*	*junior*
Monteur	$1.41	$1.25
Biseauteur — Graveur	1.41	1.22
Biseauteur	1.38	1.22
Tailleur de glace polie	1.38	1.17
Monteur d'unité isolante	1.38	1.17
Argenteur	1.33	1.17
Tailleur de verre à vitre	1.33	1.17
Mastiqueur	1.33	1.17
Opérateur de machine automatique à biseauter, polisseur d'égratignures, vérificateur	1.24	1.08

SECTION II

	l'heure
Polisseur (disque horizontal ou vertical) polisseur de biseaux, polisseur (courroie) givreur, sableur	1.12
Dessinateur	1.17
Aspergeur, aide-aspergeur, aide-argenteur	1.05
Expéditeur (plein temps)	1.22
Empaqueteur	1.10
Conducteur de camion	1.15
Aide d'entrepôt, aide-monteur	1.07
Homme d'entretien	1.20"

"*c*) Dans la section I du paragraphe "*a*" du présent article, sont classés "Compagnon Senior" les salariés qui ont terminé leur apprentissage dans un des métiers de cette catégorie et ont travaillé 18 mois comme compagnon junior, ou qui ont la compétence tel que généralement reconnue pour leur métier respectif.

Sont classés "Compagnon junior", les salariés qui ont terminé leur apprentissage dans un des métiers de l'industrie du verre mentionnés à ladite section, ou qui ont la compétence tel que généralement reconnue pour leur métier respectif.

Le monteur qui n'a pas la compétence pour devenir senior, peut demeurer monteur junior.

Aucun employeur ne peut avoir plus de monteur junior ou d'aide-monteur que le nombre de monteur senior à son emploi."

2° A l'article IV, le paragraphe "*a*" sera remplacé par le suivant:

"*a*) La durée normale du travail est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.30 a.m. et 5.30 p.m. du lundi au vendredi inclusivement formant un total de quarante-cinq (45) heures par semaine."

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 878 of August 2, 1950 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraphs "*a*" and "*c*" of article III will be replaced by the following:

"*a*) The following shall be the minimum rates of wages payable to employees in the classifications hereunder mentioned:

PART I

Classification:	*Per hour senior Journeyman*	*junior*
Setter	$1.41	$1.25
Beveller-engraver	1.41	1.22
Beveller	1.38	1.22
Plate glass cutter	1.38	1.17
Insulating unit setter	1.38	1.17
Silverer	1.33	1.17
Window glass cutter	1.33	1.17
Putty layer	1.33	1.17
Automatic bevelling machine operator, scratch polisher, examiner	1.24	1.08

PART II

	Per hour
Polisher (horizontal or vertical wheel), buffer, belt worker, froster, sand polisher	1.12
Draughtsman	1.17
Spray painter, spray painter's helper, silverer's helper	1.05
Shipper (full time)	1.22
Packer	1.10
Truck driver	1.15
Warehouseman's helper, setter's helper	1.07
Maintenance man	1.20"

"*c*) For the purposes of part I of paragraph "*a*" of the present article, senior journeymen shall be those who have completed their apprenticeship in one of the trades of that category and have worked 18 months as junior journeymen, or those who have the degree of competency as required in their respective trade.

Junior journeymen shall be those who have completed their apprenticeship in any one of the trades of the glass industry mentioned in the said part I, or who have the degree of competency as required in their respective trade.

Setters not competent enough to become senior journeymen may remain junior setters.

No employer may have more junior setters or setters' helpers than he has senior setters in his employ."

2. Paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"*a*) The regular duration of labour consists of nine (9) hours per day to be worked between 7.30 a.m. and 5.30 p.m., from Monday to Friday inclusively, making a total of forty-five (45) hours per week."

3° A l'article V, le paragraphe "*b*" sera remplacé par le suivant:

"*b*) Le taux pour travail supplémentaire doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches. Si un salarié est requis de travailler le Premier de l'An, le Jour de Noël, la Saint-Jean-Baptiste, le Jour de la Confédération et la Fête du Travail, il doit recevoir le taux régulier pour tout travail exécuté ces jours-là en plus de la rémunération prévue à l'article VII."

4° A l'article VI, les mots suivants seront ajoutés à la fin du paragraphe "*e*":

"Et les deux congés de Noël et du Jour de l'An, leur seront payés."

5° A l'article VI, la première phrase du paragraphe "*f*" sera remplacée par la suivante:

"L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière ci-haut décrite, a le droit de réclamer lorsque le délai pour les vacances est expiré, une semaine de vacances payées à la date qui lui convient."

6° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *Jours chômés et payés:* Le jour de Noël, le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, le Jour de la Confédération, la fête du Travail sont des jours chômés et payés. La rémunération du salarié pour ces jours de fêtes doit être calculée à raison de salaire simple pour le nombre d'heure d'une journée régulière de travail de l'établissement, pourvu qu'il ait travaillé le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour de fête, à moins d'une permission accordée par l'employeur."

7° Le paragraphe *c*) de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"*c*) *Travaux à l'extérieur:* Lorsque les salariés sont requis d'aller travailler en dehors de l'endroit où se trouve le siège social de leur employeur, ce dernier doit pourvoir à leurs frais de déplacement jusqu'au chantier dans les deux sens, payer les repas et autres dépenses usuelles et nécessaires. Si le voyage est fait durant les heures régulières de travail, les salariés doivent recevoir leur salaire pour les heures régulières de travail qu'ils emploient à se transporter; si le transport se fait par les camions de l'employeur, le chauffeur sera rémunéré à temps et demi, et les employés qui l'accompagnent seront rémunérés au taux régulier pour le temps additionnel à celui des heures régulières de travail prévues au décret; autrement ils ne sont rémurés que pour les heures de travail durant lesquelles ils ont réellement travaillé et de la manière prévue au décret.

Le conducteur de camion est réputé travailler pendant le temps qu'il conduit le camion en dehors des heures régulières de travail pour aller ou revenir du travail à l'extérieur."

8° A l'article X le paragraphe "*d*" sera remplacé par le suivant:

"*d*) Les taux de salaires des apprentis sont les suivants:

	l'heure
Premier semestre	$0.60
Deuxième semestre	0.64
Troisième semestre	0.69
Quatrième semestre	0.74
Cinquième semestre	0.78
Sixième semestre	0.83"

9° A l'article X, le paragraphe "*j*" sera remplacé par le suivant:

"*j*) Pour l'application du présent article, l'homme d'entretien et les conducteurs de camion devant avoir de l'expérience pour accomplir leur travail, ne peuvent en aucune circonstance voir une carte de compétence d'apprentis."

3. Paragraph "*b*" of article V will be replaced by the following:

"*b*) Overtime rates of wages shall be paid for all time worked on Sunday. When an employee works on New Year's Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day and Labour Day, he shall be paid straight time for all time worked on such days in addition to the remuneration as established in article VII.

4. The following words will be added at the end of paragraph "*e*" of article VI:

"and they will be paid for both Christmas and New Year's Day."

5. The first sentence of paragraph "*f*" of article VI will be replaced by the following:

"*f*) Employees who did not benefit by a vacation as determined above may, when the vacation period has expired, claim one week of vacation with pay at a date agreeable to them."

6. Article VII will be replaced by the following:

"VII. *Holidays with pay:* Christmas Day, New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day and Labour Day shall be holidays with pay. The employee's pay for these days shall be computed at the regular rate for the standard daily hours of the establishment, providing he has worked the working day before and the one following the holiday, unless otherwise authorized by the employer."

7. Paragraph "*c*" of article VIII will be replaced by the following:

"*c*) *Outside work:* The employer shall pay the travelling expenses of his employees to the job and back, as well as meals and other usual and necessary expenses when they have to work outside the locality where his head-quarters are located. When travelling takes place during regular hours of work, employees shall be paid straight time for all regular hours spent travelling; when transportation is provided by employers' trucks, the driver shall be paid time and one half and the employees in the truck shall be paid straight time for all travelling time outside the regular hours of the decree. Otherwise, they shall only be paid for the actual hours of work at the rate established in the decree.

Time spent by truck drivers beyond regular hours of work to drive to or from outside work shall be considered as hours of work."

8. Paragraph "*d*" of article X will be replaced by the following:

"*d*) Rates of wages for apprentices shall be as follows:

	Per hour
First six months	$0.60
Second six months	0.64
Third six months	0.69
Fourth six months	0.74
Fifth six months	0.78
Sixth six months	0.83"

9. The following new paragraph "*j*" will be added to section X:

"*j*) For the purpose of enforcement of the present article maintenance men and truck drivers who must be experienced to carry out their work shall never be certificated as apprentices."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its public tion in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 1, 1958. 46996-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, établi en exécution du décret numéro 98, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 70 du 22 janvier 1958, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 novembre 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 98 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, allocations, commissions ou bonis payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par le lit décret, numéro 98 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leurs cas, soit $46.25.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 98 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, formed under decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 70 of January 22, 1958, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of gazetting of the present by-law to November 30, 1958; such levy is laid in the following manner;

a) All professional employers governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) All barber and hairdresser artisans governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. $46.25.

c) All employees governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, percentage, commissions, allowances or bonuses.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with

l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfill his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, pour la période comprise entre le 1er décembre 1957 et le 30 novembre 1958.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, for the period between December 1, 1957, and November 30, 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEUSES DE VICTORIAVILLE
(Siège social: Victoriaville, Qué.)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1957 et le 30 novembre 1958.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$130.00
Artisans	370.00
Salariés	100.00
	$600.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$150.00
Administration	100.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	25.00
Frais de déplacement	145.00
Jetons de présence	108.00
Dépenses diverses et imprévues	22.00
	$600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE
(Head office: Victoriaville, Que.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 1, 1957, and November 30, 1958.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$130.00
Artisans	370.00
Employees	100.00
	$600.00

Disbursements:

Secretary's salary	$150.00
Administration	100.00
Legal fees	50.00
Audition of books	25.00
Travelling expenses	145.00
Meeting expenses	108.00
Various and unforeseen expenses	22.00
	$600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 1, 1958. 46996-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162 du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'Arrêté en Conseil numéro 70 du 22 janvier 1958, section "F" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 70 of January 22, 1958, part "F" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1958 au 31 janvier 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $38.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commission gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenté un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Barbiers-Coiffeurs de Montréal pour la période comprise entre le 1er février 1958 et le 31 janvier 1959.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE MONTRÉAL

Estimé budgétaire pour la période comprise entre le 1er février 1958 et le 31 janvier 1959.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$11,000.00
Salariés	11,000.00
Artisans	7,000.00
Examens, pénalités et divers	600.00
	$29,600.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1, 1958 to January 31, 1959; it is laid in the following manner:

a) The professional employer governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the average wage of $38.00 per week.

c) The employees governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report form indicating the name in full and address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the reports completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owned to the Parity Committee and forward them himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quartely report of its financial operations on the following dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between February 1, 1958, and January 31, 1959.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimated budget for the period between February 1, 1958 and January 31 1959.

Receipts:

Assessments: (½ of 1%):	
Professional employers	$11,000.00
Employees	11,000.00
Artisans	7,000.00
Examinations, penalties, etc	600.00
	$29,600.00

Déboursés:

Salaires	11,900.00
Frais d'auto et de déplacements pour exécution du décret	4,950.00
Frais de déplacement et jetons de présence aux assemblées régulières et spéciales	2,700.00
Loyer et éclairage	1,900.00
Taxes et assurances	490.00
Frais de poste et de banque	825.00
Vérification et rapports trimestriels	400.00
Papeterie et impression	1,025.00
Téléphone	375.00
Frais d'examens	1,420.00
Frais d'enquêtes	1,000.00
Frais judiciaires et extrajudiciaires	810.00
Ménage et entretien du bureau	350.00
Frais de voyage, publicité	400.00
Octroi à la Commission d'Apprentissage	1,000.00
Divers et imprévus	55.00
	$29,600.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

Disbursements:

Salaries	11,900.00
Car and travelling expenses re: Committee's work	4,950.00
Members' transportation and regular and special meetings expenses	2,700.00
Rent and lighting	1,900.00
Taxes and insurance	490.00
Postage and bank charges	825.00
Audition and quartely reports	400.00
Stationery and printing	1,025.00
Telephone	375.00
Examination expenses	1,420.00
Investigations	1,000.00
Judicial and extra-judicial fees	810.00
Office maintenance	350.00
Travelling expenses, publicity	400.00
Subvention to Apprenticeship Commission	1,000.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	55.00
	$29,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 1, 1958. 46996-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août, 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret dans sa teneur modifiée:

Les articles XIX et XXIV seront remplacés par les suivants:

"XIX. *Taux minima de salaires:*

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 3088 of August 7, 1946, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

Article XIX and XXIV will be replaced by the following:

"XIX. *Minimum hourly wage rates:*

	Zones I		II		III	
	Taux de jour — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*	*Taux de jour* — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*	*Taux de jour* — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*
a) Atelier de composition — Composing room:						
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$2.10	$2.42	$1.77	$2.04	$1.64	$1.89
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman Keyboard operator	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Correcteur d'épreuves — Proof reader: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Compagnon opérateur de fondeuse — Casterman: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — (must be capable of taking complete charge of castors and keyboards, but need not be keyboard operator)	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Aide sur fondeuse — Caster runner:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.66	0.76	0.58	0.67	0.55	0.64
2e semestre — 2nd six months	0.68	0.78	0.59	0.68	0.56	0.63

	Zones I		II		III	
	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.71	0.82	0.63	0.72	0.61	0.70
2e semestre — 2nd six months	0.75	0.86	0.65	0.75	0.62	0.71
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	0.89	1.02	0.81	0.93	0.79	0.91
2e semestre — 2nd six months	0.99	1.14	0.87	1.00	0.84	0.97
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3e année, 2e semestre — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year, 2nd six months apprentice.						
b) Atelier d'impression — Press room:						
i. Presses à plateau, presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats automatiques ou margées à la main — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description, automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman.	1.82	2.09	1.49	1.71	1.42	1.63
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.75	2.01	1.42	1.63	1.38	1.59
Margeur — Fooder	1.41	1.62	1.20	1.38	1.13	1.30
ii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main. — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for Power Printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman.	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.82	2.09	1.49	1.71	1.42	1.63
Margeur — Feeder	1.52	1.75	1.26	1.45	1.20	1.38
iii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration — automatiques ou margées à la main — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; "Tubular rotary presses" 16 page or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed:						
Compagnon-pressier — Journeyman pressman.	2.33	2.65	1.86	2.14	1.79	2.06
Assistant-pressier — Assistant pressmen	1.82	2.09	1.49	1.71	1.42	1.63

	Zones I		II		III	
	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates
c) *Atelier de reliure et de finition — Bookbinding and finishing department:*						
Compagnon relieur — Journeyman bookbinder....	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Opérateur de — Operator on: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, when using straight or serrated knives; Ruling machines — Pen and/or Disk..	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Opérateur de — Operator on: Machines à plier; machines à assembler automatiques, machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile, le papier ou le carton; machines à collationner automatiques, rotatives ou margées à la main; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machines); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — Folding machines; Automatic gathering machines; Shaerboard cutters; Rotary linen, paper or board cutters; Collators — rotary, automatic or hand fed; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines: Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width.....	2.10	2.42	1.77	2.04	1.64	1.89
Opérateur sur — Operator on: Rogneuses jusqu'à 25 pouces — Paper trimmers and choppers, up to 25 inches.....	1.42	1.63	1.18	1.36	1.11	1.28
Main d'œuvre féminine — Female help: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin.— Femal employees, and males when replacing females — hand operations of every description considered as women's work.....	1.06	1.22	0.89	1.02	0.83	0.95
Margeuse — Feeding: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier.— Ruling machines; Folding machines; Stamping machines.....	1.06	1.22	0.89	1.02	0.83	0.95
Opératrice — Operating: Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployés; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur.— Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering Tables; Round-cornering machines as used on bookcases, or covers Tinning machines; Pasting machines in sizes maller than 24 inches in width.....	1.06	1.22	0.89	1.02	0.83	0.95
Apprentie (féminine) — Apprentice (female): Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie.— The number of apprentices shall not exceed one thir (1/3) of the total number of female employees. Any						

	Zones I		II		III	
	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates
person having less than thirty-six (36) months experience at the trade shall be considered as an apprentice:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.58	0.67	0.55	0.63	0.50	0.58
2e semestre — 2nd six months	0.64	0.74	0.57	0.66	0.56	0.64
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.70	0.81	0.66	0.76	0.63	0.72
2e semestre — 2nd six months	0.78	0.90	0.76	0.87	0.70	0.81
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	0.84	0.97	0.80	0.92	0.75	0.86
2e semestre — 2nd six months	0.90	1.04	0.85	0.98	0.78	0.90
d) i. *Apprenti* (Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition) — *Apprentice* (Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments):						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.66	0.76	0.58	0.67	0.55	0.63
2e semestre — 2nd six months	0.68	0.78	0.59	0.68	0.56	0.64
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.71	0.82	0.63	0.72	0.61	0.70
2e semestre — 2nd six months	0.75	0.86	0.65	0.75	0.62	0.71
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	0.89	1.02	0.81	0.93	0.79	0.91
2e semestre — 2nd six months	0.99	1.14	0.87	1.00	0.84	0.97
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months	1.08	1.24	0.92	1.06	0.90	1.04
2e semestre — 2nd six months	1.21	1.39	1.04	1.20	1.00	1.15
5e année — 5th year:						
1er semestre — 1st six months	1.42	1.63	1.27	1.46	1.21	1.39
2e semestre — 2nd six months	1.55	1.78	1.31	1.51	1.24	1.43
6e année — 6th year:						
1er semestre — 1st six months	1.66	1.91	1.37	1.58	1.30	1.50
2e semestre — 2nd six months	1.75	2.01	1.47	1.69	1.41	1.63
ii. *Atelier d'impression* (toutes presses) — *Press department* (all presses):						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.66	0.76	0.57	0.66	0.49	0.56
2e semestre — 2nd six months	0.80	0.92	0.67	0.77	0.61	0.70
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	0.92	1.06	0.81	0.93	0.75	0.86
2e semestre — 2nd six months	1.09	1.25	0.91	1.05	0.84	0.97
3e année — 3rd year:						
1er semestre — 1st six months	1.23	1.41	1.04	1.20	0.96	1.10
2e semestre — 2nd six months	1.38	1.59	1.17	1.35	1.06	1.22
4e année — 4th year:						
1er semestre — 1st six months	1.52	1.75	1.29	1.48	1.19	1.37
2e semestre — 2nd six months	1.67	1.92	1.39	1.60	1.29	1.48
iii. *Presse groupe B-i — Presses group B-i:*						
5e année — 5th year	1.75	2.01	1.42	1.63	1.38	1.59
6e année — 6th year	1.76	2.02	1.43	1.64	1.39	1.60
7e année — 7th year	1.80	2.07	1.45	1.67	1.40	1.61
iv. *Presses groupe B-ii et Groupe B-iii.— Presses group B-ii and group B-iii:*						
5e année — 5th year	1.82	2.09	1.49	1.71	1.42	1.63
6e année — 6th year	1.92	2.21	1.61	1.85	1.49	1.71
7e année — 7th year	2.01	2.31	1.75	2.01	1.62	1.86
e) *Aide inexpérimenté* (*masculin*) — *Helper* (*Male*) *unskilled:*						
Tous départements — All departements:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.66	0.76	0.58	0.67	0.55	0.63
Subséquemment — Thereafter	0.80	0.92	0.70	0.81	0.67	0.77"

	Zones I		II		III	
	Taux de jour — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*	*Taux de jour* — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*	*Taux de jour* — *Day rates*	*Taux de nuit* — *Night rates*
"XXIV. *Taux minima de salaires:* / "XXIV. *Minimum hourly rates:*						
a) Département de la caméra — Camera department:						
Opérateur de caméra employé exclusivement à la préparation de négatifs et/ou de positifs pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Camera operator who exclusively produces negatives and/or positives for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches	1.94	2.13	1.65	1.82	1.51	1.66
b) Département de la préparation des plaques.— Plate-making department:						
i. Opérateur de châssis pneumatiques et de contacts négatifs employé exclusivement à la préparation de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Vacuum frame and contact-negative operator who exclusively produces plates for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches	1.94	2.13	1.65	1.82	1.51	1.66
ii. Opérateur de grainoir employé au grainage de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre.— Plate grainers engaged on graining plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches	1.84	2.02	1.55	1.71	1.43	1.57
c) Machines à multicopier.— Multicopying machine:						
i. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format 12" x 19" ou moindre.— Operator on multicopying machine of any description of a press size less than 12 x 19 inches:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.79	0.87	0.67	0.74	0.61	0.67
2e semestre — 2nd six months	0.99	1.09	0.84	0.92	0.77	0.85
2e année — 2nd yar:						
1er semestre — 1st six months	1.19	1.31	1.01	1.11	0.92	1.01
2e semestre — 2nd six months	1.39	1.53	1.18	1.30	1.08	1.19
Subséquemment — Thereafter	1.58	1.74	1.33	1.46	1.23	1.35
ii. Opérateur de machine à multicopier de tout genre de format de plus de 12" x 19" jusqu'à 14" x 20" inclusivement.— Operator on multicopying machine of any description, of a press size over 12 x 19 inches up to and including 14 x 20 inches:						
1ère année — 1st year:						
1er semestre — 1st six months	0.84	0.92	0.71	0.78	0.65	0.72
2e semestre — 2nd six months	1.09	1.20	0.92	1.01	0.85	0.94
2e année — 2nd year:						
1er semestre — 1st six months	1.34	1.47	1.13	1.24	1.05	1.16
2e semestre — 2nd six months	1.60	1.76	1.34	1.47	1.24	1.36
Subséquemment — Thereafter	1.84	2.02	1.55	1.71	1.43	1.57
d) Apprentis — Apprentices:						
Le taux minimum initial des apprentis débutants des départements de la Camera ou de la préparation des plaques est de — For new employees engaged as apprentices in the Camera and/or the Plate-making Departments, the maximum starting rate is	1.04	1.14	0.88	0.97	0.81	0.89"
Ce taux est augmenté à chaque six (6) mois à raison de 1/10e de la différence entre le taux initial de l'apprenti et le taux du compagnon du même métier que l'apprenti.—An hour with an increase every six months of 1/10 of the difference betweeen appropriate journeyman rate and the starting rate.						

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

AVIS DE MODIFICATION

(Deuxième publication avec correction)

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux mineurs de Red Mill et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 165 du 12 février 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Taux horaires et classifications:* Les salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des classifications suivantes:

Classifications:	*Taux horaires*
Meunier	$1.23½
Contremaître à l'intérieur	1.20
Chef d'équipe dans la mine	1.17
Chauffeur de fourneaux et tous ceux qui travaillent à l'intérieur de l'établissement	1.14½
Ouvrier travaillant dans la mine	1.08

Lorsqu'un salarié change d'emploi, soit qu'il travaille dans l'établissement ou dans la mine, il doit être payé suivant les taux mentionnés ci-dessus pour le nombre d'heures qu'il fait dans chaque catégorie du travail."

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail:* La durée du travail est de quarante-quatre (44) heures par semaine. Il n'y a pas de travail les dimanches et les fêtes suivantes: le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël."

3° Les mots "quarante-huit (48) heures" apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IV seront remplacés par les mots "quarante-quatre (44) heures".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by na Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February, 1, 1958. 46996-o

NOTICE OF AMENDMENT

(Second publication with correction)

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Mine Workers of Red Mill and a radius of fifty (50) miles, rendered obligatory by the decree No. 165 of February 12th, 1948, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Article II will be replaced by the following:

"II. *Rates and classifications:* The following minimum rates shall be paid to the employees of the following classifications:

Classifications:	*Hourly rates*
Millman	$1.23½
Furnace Foreman	1.20
Mine Foreman	1.17
Furnace man and other employees working inside the plant	1.14½
Mine worker	1.08

When an employee is transferred from one classification to another, whether in the plant or in the mine, he shall be paid according to the rates mentioned above for the number of hours worked at each job."

2. Article III will be replaced by the following:

"III. *Hours of work:* The work week consists of 44 hours; no work may be performed on Sundays or on the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day."

3. The words "forty-eight (48) hours" appearing in paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the words "forty-four (44) hours".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 1, 1958. 46996-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes à l'arrêté en conseil numéro 643-B du 26 juin 1957, concernant des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

1° Les taux de salaires apparaissant à l'amendement numéro 1° dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

	Taux horaires
"Mécanicien	$2.58
Aide	1.81"

2° Les taux de salaires apparaissant à l'amendement numéro 2° dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

"9° *Salaires minima:*	*Taux horaires*
Mécanicien	$2.23
Aide	1.56"

3° Les taux de salaires apparaissant à l'amendement numéro 3° dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

"DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES À L'INSTALLATION DES ASCENSEURS

	Taux horaires minima	
Région de Hull:	*Mécanicien*	*Aide*
comprenant toute la partie ouest de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury	$2.33	$1.63
Région de Québec:		
comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec	2.23	1.56
Région de Montréal:		
comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec	2.58	1.81"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er février 1958. 46996-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided in article 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the Order in Council number 643-B of June 26, 1957, concerning amendments to all the decrees governing the construction industry and trades in the province;

1. The rates of wages mentioned in amendment number 1 of the said Order will be replaced by the following:

	Hourly rates
"Mechanic	$2.58
Helper	1.81"

2. The rates of wages mentioned in amendment number 2 of the said Order will be replaced by the following:

"9. *Minimum wages:*	*Hourly rates*
Mechanic	$2.23
Helper	1.56"

3. The rates of wages mentioned in amendment number 3 of the said Order will be replaced by the following:

"SPECIAL PROVISIONS RELATING TO THE INSTALLATION OF ELEVATORS

	Minimum hourly rates	
Hull region:	*Mechanical*	*Helper*
including all the Western section of the Province of Quebec from a line running due north and south of the western limits of the town of Hawkesbury	$2.33	$1.63
Quebec region:		
including all the Eastern section of the Province of Quebec from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the city of Quebec	2.23	1.56
Montreal region:		
including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region	2.58	1.81"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 1, 1958. 46996-o

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure N° 13,620 Dame Lucienne Beaulieu, épouse commune en biens de Édouard Galarneau, avec qui elle est domiciliée au numéro 275 de la rue Petite l'Assomption, Repentigny dans le district de Joliette, demanderesse, vs. Édouard Galarneau des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17ème jour de janvier 1958.

Joliette, le 17 janvier 1958.

Les Avocats de la demanderesse,
TELLIER & VALLERAND.

10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal. 46977-o

Canada, Province de Québec, district de Beauce Dans la Cour supérieure, N° 25,907. Dame Lumina Busque, épouse commune en biens de François Boucher, commerçant de bois de St-Georges, demanderesse, vs ledit François Boucher, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 janvier 1958.

Saint-Joseph, Beauce, ce 22 janvier 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
46978-o ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 437945. Dame Gladys Normandin, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Louis Perno, marchand du même endroit a institué une action en séparation de biens contre sondit mari.

Le Procureur de la demanderesse,
J. R. BOGANTE, C.R.

10 est, rue St-Jacques,
Tél.: UN 1-6116. 46989

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 437,719. Dame Tillie Angle (aussi connue comme Angel) épouse commune en biens de Joshua Levin, manufacturier, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Joshua Levin, manufacturier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le 18 janvier 1958.

Montréal, 28 janvier 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
47011 HAROLD S. FREEMAN.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court No. 13,620 Dame Lucienne Beaulieu, wife common as to property of Édouard Galarneau with whom she is actually living at 275 Petite l'Assomption Street, Repentigny, district of Joliette, plaintiff, vs Édouard Galarneau of same locality, defendant.

An Action in separation of propetty has been instituted in this case on the 17th, day of January 1958.

Joliette, January 17th, 1958.

TELLIER & VALLERAND,
Attorneys for the plaintiff.

10 St. James Street, West,
Montreal. 46977-o

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 25,907. Lumina Busque, wife of François Boucher, trader of St. Georges, Beauce, plaintiff, vs said François Boucher, defendant.

An aetion in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd, day of January, 1958.

Saint-Joseph, Beauce, 22nd of January 1958.

ROSAIRE BEAUDOIN,
46978-o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 437945. Dame Gladys Normandin, of the city of Montreal, wife common as to property of Louis Perno, merchant of the same place, instituted an action in separation as to property from her said husband.

J. R. BOGANTE, Q.C.,
Attorney for the plaintiff.

10 St. James East,
Tel.: UN 1-6116. 46989-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 437,719. Dame Tillie Angle (also known as Angel) wife common as to property of Joshua Levin, manufacturer, of the city and district of Montreal, plaintiff vs Joshua Levin, manufacturer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on January 18th, 1958.

Montreal, January 28th, 1958.

HAROLD S. FREEMAN,
47011-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 70

(*Section "D"*)

Québec, le 22 janvier 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 70

(*Part "D"*)

Québec, January 22, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the

amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 225-A du 22 février 1950, 735-B et 894-C des 12 juillet et 14 août 1951, 347-A du 3 avril 1952, 620-A du 20 mai 1953, 601-F et 1067-B des 9 juin et 3 novembre 1954, 121-A, 232-C, 694-A et 1261-B des 29 février, 14 mars, 4 juillet et 19 décembre 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 décembre 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 184, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*ff*" suivant est ajouté à l'article I:

"*ff*) *Chasseur de véhicules-moteurs:* Ce terme désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la conduite et au déplacement des véhicules moteurs et aux services de peu d'importance, tels que: vérifier la pression des pneus, vérifier le niveau du liquide dans le radiateur, vérifier le niveau du liquide dans la batterie, nettoyer le pare-brise."

2° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe "*j*" de l'article I:

"Ne sont pas considérés comme débits d'essence, les établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés."

3° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe "*k*" de l'article I:

"Sont également considérés comme garages, les débits d'essence des établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés."

4° Le paragraphe "*a*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*a*) *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires	
	De jour	*De nuit*
Compagnons:		
1ère classe	$1.55	$1.60
2ème classe	1.35	1.40
3ème classe	1.20	1.25
Apprentis:		
1er semestre	0.65	0.70
2ème semestre	0.75	0.80
2ème année	0.95	1.00
3ème année	1.10	1.15
Hommes de service	0.80	0.90
Chasseur de véhicules-moteurs	0.75	0.85"

5° Le sous-paragraphe suivant est ajouté au paragraphe "*b*" de l'article IV:

"2A. Cependant, pour les compagnons et apprentis de jour et de nuit, durant les mois de juillet et août, la semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., dans le cas des hommes de jour, et entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. dans le cas des hommes de nuit.

Tout travail effectué durant les deux (2) mois susmentionnés, en excès de quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%."

contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 184 of February 8, 1950, amended by Orders in Council numbers 225-A of February 22, 1950, 735-B and 894-C of July 12 and August 14, 1951, 347-A of April 3, 1952, 620-A of May 20, 1953, 601-F and 1067-B of June 9 and November 3, 1954, 121-A, 232-C, 694-A and 1261-B of February 29, March 14, July 4 and December 19, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 7, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore: upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 184, be amended as follows:

1. The following paragraph "*ff*" is added to article I:

"*ff*) *Car jockeys:* This term means any employee whose work is strictly limited to the driving or moving of motor vehicles and to minor services such as: Check tire pressure, check the liquid level in the radiator or battery, clean the windshield."

2. The following words are added to paragraph "*j*" of article I:

"All roofed establishments where the inside storing surface exceeds 3,000 square feet sall not be considered as gasoline stations."

3. The following words are added to paragraph "*k*" of article I:

"Gasoline stations where the inside storing surface exceeds 3,000 square feet shall also be considered as garages."

4. Paragraph "*a*" of article IV is replaced by the following:

"*a*) *Minimum wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

	Hourly rates	
	Day	*Night*
Journeymen:		
1st class	$1.55	$1.60
2nd class	1.35	1.40
3rd class	1.20	1.25
Apprentices:		
1st six months	0.65	0.70
2nd six months	0.75	0.80
2nd year	0.95	1.00
3rd year	1.10	1.15
Service men	0.80	0.90
Car jockeys	0.75	0.85"

5. The following sub-paragraph is added to paragraph "*b*" of article IV:

"2A. However, the standard work week for day and night journeymen and apprentices, during the months of July and August, shall consist of forty-five (45) hours distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. for day employees and between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. for night employees.

In the two (2) months above mentioned, all time worked in excess of forty-five (45) hours per week shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay."

6° Au sous-paragraphe 3 du paragraphe "*b*" de l'article IV, les mots "Soixante (60) heures" sont remplacés par les mots "Cinquante-quatre (54) heures."

7° Au sous-paragraphe 4 du paragraphe "*b*" de l'article IV, les mots "Soixante-douze (72) heures" sont remplacés par les mots "soixante (60) heures."

8° Les sous-paragraphes suivants sont ajoutés au paragraphe "*b*" de l'article IV:

"5. Nonobstant toute disposition à ce contraire, il est interdit aux hommes de service employés dans des débits d'essence, de faire aucune des tâches comprises dans la définition du terme "Hommes de Service" contenue dans le présent décret, entre minuit et une minute le dimanche, et minuit et une minute le lundi.

Chasseurs de véhicules-moteurs

6. *Travail de jour:* Soixante (60) heures par semaine, sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des chasseurs de véhicules-moteurs de jour: Les chasseurs de véhicules-moteurs de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., ou ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe, sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.

7. *Travail de nuit:* Soixante-douze (72) heures par semaine sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des chasseurs de véhicules-moteurs de nuit: Les chasseurs de véhicules-moteurs de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail, ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m., ou encore ceux qui dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m."

9° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe "*c*" de l'article IV est remplacé par les suivants:

"3. *Hommes de service: Travail de jour:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire de cinquante-quatre (54) heures, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

4. *Hommes de service: Travail de nuit:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire de soixante (60) heures doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

5. *Chasseurs de véhicules-moteurs:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%."

10° Le paragraphe "*a*" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Conditions de travail des démolisseurs, employés de terrains de stationnement et agrdiens:*

a) *Salaires minima:* Les taux minima de salaire sont les suivants:

	Taux horaires
Démolisseurs	$0.80
Gardiens	0.70"

11° Les mots suivants sont ajoutés à la fin du paragraphe "*d*" de l'article VI:

"ou les chasseurs de véhicules-moteurs suivant le cas."

12° Les mots "Le jour d'Actions-de-Grâces" sont ajoutés entre les mots "la fête du Travail" et "le jour de Noël", apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IX.

6. In sub-paragraph 3 of paragraph "*b*" of article IV, the words "Sixty (60) hours" are replaced by the words "Fifty-four (54) hours".

7. In sub paragraph 4 of paragraphe "*b*" of article IV, the words "Seventy-tow (72) hours" are replaced by the words "Sixty (60) hours".

8. The following sub-paragraphs are added to paragraph "*b*" of article IV:

"5. Notwithstanding any other provision to the contrary, no service man employed in gasoline stations shall do any of the operations mentioned in the difinition of the term "service man" in the present decree between the hours of 12.01 a.m. Sunday and 12.01 a.m. Monday."

Car jockeys

6. *Day work:* Sixty (60) hours per week, subject to the provisions of section X.

Definition of day car jockeys: Day car jockeys shall be those employed in an establishment governed by the decree who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., or those who work during the day in an establishment where more than one shift is working, i.e. those whose time is worked ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

7. *Night work:* Seventy-two (72) hours per week, subject to the provisions of section X.

Definition of night car jockeys: Night car jockeys shall be those employed in an establishment where more than one shift is working and whose time is worked ordinarily and mostly during the night, i.e. between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those whose time is ordinarily and mostly worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m."

9. Sub-paragraph 3 of paragraph "*c*" of article IV is replaced by the following:

"3. *Service men: Day work:* All time worked in excess of the standard weekly duration of fifty-four (54) hours shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay.

4. *Service men: Night work:* All time worked in excess of the standard weekly duration of sixty (60) hours shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay.

5. *Car jockeys:* All time worked in excess of the standard weekly duration of work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay."

10. Paragraph "*a*" of article VI is replaced by the following:

"VI. *Working conditions of demolishers, parking ground employees and watchmen:*

a) *Minimum wages:* The minimum wages shall be as follows:

	Hourly rates
Demolishers	$0.80
Watchmen	0.70"

11. The following words are added at the end of paragraph "*d*" of article VI:

"or car jockeys as the case may be."

12. The words "Thanksgiving Day" are added after the words "Labour Day" mentioned in article IX, paragraph "*a*".

13° Les mots "le jour d'Actions-de-Grâces" sont biffés au paragraphe "*b*" de l'article IX.

14° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Repos hebdomadaire:* Sujet aux dispositions du sous-paragraphe 5 du paragraphe "*b*" de l'article IV, tout salarié a droit à un (1) jour complet (24 heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

13. The words "Thanksgiving Day" are stricken off paragraph "*b*" of article IX.

14. Article X is replaced by the following:

"X. *Weekly day of rest:* Subject to the provisions of article IV, "*b*"-5, every employee shall be entitled to a complete day of rest, twenty-four (24) hours each week, which shall be given on Sunday when possible. For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 100%."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 70

(*Section "A"*)

Québec, le 22 janvier 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans le district électoral de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans le district électoral de Drummond, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 novembre 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 102, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*b*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"*b*) *Juridiction territoriale:* Le présent décret s'applique au district électoral de Drummond, à l'exception des municipalités de village et de paroisse de Saint-Germain de Grantham et des municipalités de Saint-Eugène-de-Grantham, Wickham, l'Avenir, Kingsey Falls et Durham-Sud."

2° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. *Durée du travail: a) Dans les garages:* 1. La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties comme suit:

Du lundi au vendredi inclusivement: de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à midi.

2. Tout travail exécuté en plus de quarante-neuf (49) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

3. Tout travail exécuté le dimanche ou l'un des jours de fête mentionnés à l'article V doit être rémunéré au taux de salaire double.

4. Le salarié qui ne se rend pas au travail aux heures fixées doit compléter dans la même semaine, à temps simple, les heures d'absence, si l'employeur l'exige.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 70

(*Part "A"*)

Quebec, January 22, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the electoral district of Drummond.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the electoral district of Drummond, rendered obligatory by the decree number 102 of January 31, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of Novembrer 30, 1957;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 102, be amended as follows:

1. Paragraph "*b*" of article II is replaced by the following

"*b*) *Territorial jurisdiction:* The present decree applies to the electoral district of Drummond with the exception of the village and parish municipalities of St. Germain de Grantham and the municipalities of St. Eugene-de-Grantham, Wickham, L'Avenir, Kingsey Falls and South-Durham."

2. Paragraphs "*a*" and "*b*" of article III are replaced by the following:

"III. *Duration of work: a) In garages:* 1. The standard work week shall consist of forty-nine (49) hours, distributed as follows:

From Monday to Friday inclusive: 8.00 a.m. to 12.00 (noon) and 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

On Saturday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

2. All time worked in excess of forty-nine (49) hours per week shall be remunerated on the basis of time and one half.

3. All time worked on Sunday or one of the holidays mentioned in section V shall be remunerated at the rate of double time.

4. Employees who do not get to work at regular starting times shall, if so required by the employer, complete the hours of absence in the same week and at straight time.

Exception: La réparation de l'outillage agricole peut être faite en tout temps durant la saison active.

b) Dans les débits d'essence et Stations de service: 1. La semaine normale de travail est de soixante (60) heures.

2. Tout travail exécuté en plus de soixante (60) heures dans une même semaine doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

3. Tout salarié a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces 24 heures de repos, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%.

c) Cours de démolition et vulcanisation de pneus: La semaine normale de travail est de cinquante-deux (52) heures, du lundi au samedi inclusivement."

3° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IV est remplacée par le suivant:

"*Métiers:*	*Taux horaires Zone I*
Mécanicien:	
1ère classe	$ 1.50
2ème classe	1.30
3ème classe	1.15
Machiniste ajusteur:	
1ère classe	1.50
2ème classe	1.30
3ème classe	1.15
Débosseur:	
1ère classe	1.50
2ème classe	1.30
Apprenti (compagnon):	
1ère année	0.75
2ème année	0.90
3ème année	1.00
Spécialiste en alignement et balancement des roues	1.30
Graisseur spécialisé	1.25
Homme de service	1.05
Apprenti:	
Moins de 18 ans:	
1ère année	0.50
2ème année	0.60
18 ans et plus:	
1ère année	0.60
2ème année	0.75
3ème année	0.85
	Taux hebdomadaires
Préposé aux pièces:	
1ère année	$25.00
2ème année	30.00
3ène année	35.00
Préposé aux pièces:	
Homme en charge	65.00
Assistant	50.00
Assistant du gérant de service	45.00
Gardien (préposé à la surveillance et à l'entretien)	40.00"

4° Les mots "La Confédération" sont ajoutés dans l'article V après les mots "La Saint-Jean-Baptiste."

5° L'article VII-A suivant est ajouté:

"VII-A. *Travail interdit:* Aucun travail de débossage ou de mécanique ne pourra être fait dans des endroits autres que dans les garages, ateliers de mécanique, stations de service, reconnus comme place d'affaires.

Dans les stations de service, aucun travail autre que le service ne peut être exécuté après 6.00 p.m."

Exception: Farm equipment may be repaired at any time in the rush season.

b) In gasoline and service stations: 1. The standard work week shall consist of sicty (60) hours.

2. All time worked in excess of sixty (60) hours in a same week shall be paid at the rate of time and one half.

3. All employees shall be entitled to a complete day of rest (twenty-four (24) hours) each week, which shall be given on Sunday whenever possible. For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 100%.

c) Demolition and tire vulcanization yards: The standard work week shall consist of fifty-two (52) hours, from Monday to Saturday inclusive."

3. The wage scale appearing in paragraph "*a*" of article IV is replaced by the following:

"*Trades:*	*Per hour Zone I*
Mechanic:	
1st class	$ 1.50
2nd class	1.30
3rd class	1.15
Machanist-fitter:	
1st class	1.50
2nd class	1.30
3rd class	1.15
Bodyworker:	
1st class	1.50
2nd class	1.30
Apprentices (journeyman):	
1st year	0.75
2ne year	0.90
3rd year	1.00
Wheel aligning and balancing	1.30
Specialized greaser	1.25
Service-man	1.05
Apprentice:	
Under 18 years of age:	
1st year	0.50
2nd year	0.60
18 or over 18 years of age:	
1st year	0.60
2nd year	0.75
3rd year	0.85
	per week
Parts department employee:	
1st year	$25.00
2nd year	30.00
3rd year	35.00
Parts department employee:	
Head clerk	65.00
Assistant head clerk	50.00
Service manager assistant	45.00
Watchman (watching and maintenance)	40.00"

4. The words "Confederation Day" are added after the words "St. John de Baptist Day" mentioned in article V.

5. The following article VII-A is added:

"VII-A. *Work prohibited:* No bodywork or mechanic's work may be executed in establishments other than garages, machine shop, service stations known as places of business.

In service stations, no work other than service work can be executed after 6.00 p.m."

6° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 septembre de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

6. Article IX is replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until September 30, 1959. It then renews itself automatically from year to year unless a notice of termination be served by one party hereto to the other within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day prior to September 30 of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 70

(*Section "C"*)

Québec, le 22 janvier 1958.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 643 du 20 mai 1953, amendé par les arrêtés en conseil numéro 997-C du 14 septembre 1955, 845-A et 1183-F des 15 août et 21 novembre 1956 et 543-F du 29 mars 1957;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dns la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 643, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*a*) Dans le décret le terme "maître-fourreur" ou "détaillant en fourrure" désigne toute personne dont l'occupation consiste dans la fabrication et la vente à l'unité des manteaux et autres articles en fourrure, qui fabrique elle-même, dans son atelier, lesdits articles pour les revendre directement au client ou au consommateur, qui exécute, pour le compte de ses clients, des réparations sur tout article en fourrure, ou fait exécuter par contrat ou sous-contrat le travail de fabrication ou de réparation ou de remodelage d'article en fourrure."

2° L'alinéa "1." du paragraphe "*a*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"*a*) *Juridiction professionnelle:* 1. Les dispositions du décret s'appliquent aux établissements représentés par la partie contractante de première part, aux établissements particuliers signataires de la convention, à ceux qui exécutent par contrat ou sous-contrat, dans une proportion d'au moins 51% du travail pour les assujettis du détail,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 70

(*Part "C"*)

Quebec, January 22, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the fur industry, retail trade, in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur industry, retail section, in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 643 of May 20, 1953, amended by Orders in Council numbers 997-C of September 14, 1955, 845-A and 1183-F of August 15 and November 21, 1956 and 543-F of March 29, 1957;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 3, 1957;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 643, be amended as follows:

1. Paragraph "*a*" of article I is replaced by the following:

"*a*) In the decree, the term "master-furrier" or "fur retailer" means any person whose occupation consists in fabricating and selling, by unit, fur coats and any other fur articles; in making himself, in his shop, the said articles to be sold directly to the customer or consumer; in making for customers the repairing of any fur articles or in having the work of fabricating, repairing or remodeling articles of fur executed by contract or sub-contract."

2. Sud-paragraph "1." of paragraph "*a*" of article II is replaced by the following:

"*a*) *Professional jurisdiction:* 1. The provisions of the decree apply to establishments represented by the contracting party of the first part, to private concerns parties to the agreement, to those executing under contract or sub-contract, in a proportion attaining 51%, work for those governed by the retail decree, and to all retail

ainsi qu'à tous les détaillants en fourrure faisant affaires dans la juridiction territoriale décrite au paragraphe "*b*" du présent article, et à tous les salariés ouvriers qualifiés et apparentis, à leur emploi."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail: a) Semaine régulière:* La semaine régulière de travail est de quarante (40), heures, distribuées en journées de huit (8) heures, entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

L'employeur établit l'horaire des journées régulières de travail selon ses besoins. Toutefois, il doit en donner avis par écrit et par malle recommandée au Comité paritaire. A défaut de faire parvenir un tel avis au Comité paritaire, celui-ci prendra pour acquis que la semaine régulière de travail est établie de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

b) Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en dehors de ces heures est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré à raison de salaire et demi en tout temps de l'année.

Toutefois, malgré les dispositions de lalinéa précédent, un salarié qui se rapporte en retard à son travail par sa faute doit compléter le nombre régulier d'heures de travail pour ce jour avant d'être rémunéré à raison de taux et demi.

c) Exception: Nonobstant les dispositions précédentes un employeur peut faire exécuter du travail supplémentaire à ses employés au taux simple pourvu qu'il en ait donné avis écrit et par lettre recommandée au Comité paritaire, et qu'il remplisse les conditions ci-après décrites:

1. La limite du travail supplémentaire au taux simple s'étend jusqu'à 9.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi inclusivement, et de 8.00 a.m. jusqu'à 5.00 p.m. le samedi.

2. Le travail supplémentaire est prohibé pour la période comprise entre le 1er juin et la fête du travail.

3. Les employés demeurent libres d'accepter ou de refuser de travailler des heures supplémentaires.

4° L'employeur doit fournir deux (2) heures de travail l'année suivante pour chaque heure de travail supplémentaire fait à taux simple durant les douze mois de calendrier de l'année précédente; ces heures garanties devront être fournies du 15 janvier au 30 avril par l'employeur qui s'engage à les répartir par semaine de travail de pas moins de trente-deux (32) heures.

Exemple: Un employé a fait 200 heures de travail supplémentaire à taux simple durant 1957 à compter du 15 janvier 1958, l'employeur devra faire travailler son employé jusqu'à ce que celui-ci ait fait au moins 400 heures d'ouvrage avant le 30 avril 1958.

5° A tout employé travaillant le soir, l'employeur donnera un ($1.00) dollar pour défrayer le coût de son souper.

6° Les employeurs devront s'abstenir en tout temps de faire exécuter du travail de la fourrure à l'extérieur de leur atelier, sauf les cas où les employés refusent de faire du travail supplémentaire ou ne peuvent, même en faisant tel travail, remplir à temps les commandes de l'employeur.

7° Tout employeur qui enfreint ces règlements et congédie ou suspend un ou plusieurs employés, devra obligatoirement rembourser le surtemps qui est dû, dans les délais légaux.

d) Cependant, les employeurs faisant affaires en dehors de l'Ile de Montréal, ont droit à la semaine de travail de quarante-quatre (44) heures au taux régulier mais demeurent assujettis à tous les autres règlements de la

fur merchants operating within the territorial jurisdiction described in paragraph "*b*" of the present section and to all employees, qualified workers and apprentices in their employ."

3. Article III is replaced by the following:

"III. *Duration of work: a) Standard work week:* The standard work week shall consist of forty (40) hours, distributed into days of eight (8) hours each, between 8.00 a.m. and 12.00 p.m. (noon) and 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

Employers establish the hours of the standard work day according to their needs. However, they shall notify the Parity Committee by registered letter. Failing such notification, the Committee shall then consider the work week as being distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m.

b) Overtime: All time worked beyond these hours is considered as overtime and paid for at the rate of time and one half the year round.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, an employee late to work by his own fault shall complete the regular number of working hours for that day before being entitled to the time-and-a-half rate.

c) Exception: Notwithstanding the foregoing provisions, employers may have overtime worked by his employees at straight time providing they obtain a written permission from the Parity Committee to that and they comply with the following conditions:

1. Overtime at straight time is permissible until 9.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday inclusive, and from 8.00 a.m. to 5.00 p.m. on Saturday.

2. There shall be no overtime between June 1 and Labour Day.

3. Employees are free to accept or refuse to work overtime.

4. Employers shall guarantee two (2) hours of work in the following year for every overtime hour worked at straight time in the twelve calendar months of the preceding year; such hours shall be worked from January 15 to April 30 and the employer shall divided them into work weeks of at least thirty-two (32) hours.

Example: An employee has worked 200 overtime hours at straight time in 1957. From January 15, 1958, the employer shall give him work to the extent of 400 hours, at least, before April 30 1958.

5. Employers shall give $1.00 to employees working in the evening to pay for the evening meal.

6. Employers shall not give fur trade work to be executed outside their establishment except when employees refuse to work overtime or cannot, even when working overtime, do all the work requested by employers.

7. Any employer who does not abide by these provisions and dismisses or suspends one or more employees shall reimburse overtime owed within the legal delays.

d) However, employers doing business outside the Island of Montreal are entitled to the 44 hours week at the regular rates but shall remain subject to all other provisions of the

jettis à toutes les autres dispositions du présent article, en ce qui concerne les heures de travail de leurs salariés.

Durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, il est permis auxdits employeurs de faire travailler leurs salariés une semaine de quarante-huit (48) heures, aux taux réguliers."

4° Le paragraphe "*a*" de l'article XI est radié et remplacé par le suivant:

"*a*) Tout travail de fabrication ou de réparation ou de remodelage à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est interdit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur, sauf dans le cas où l'employeur donne la totalité de son travail à un entrepreneur."

C. LARICHELIÈRE,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.
46996-o

present article, inasmuch as working hours of their employees are concerned.

During the months of September, October, November and December, such employers may have their employees work a forty-eight (48) hour week, at regular rates of pay.

4. Paragraph "*a*" of article XI is deleted and replaced by the following:

"*a*) All fabricating, repair or remodeling work executed under contract, sub-contract or on a piece-work basis is not allowed inside the establishment of the employer except when the employer has all of his work done by a contractor."

C. LARICHELIÈRE,
Acting Clerk of the Executive Council.
46996-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 90

Québec, le 30 janvier 1958.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains dans les districts électoraux de Beauce et de Frontenac.

Les soussignés déclarent:

ATTENDU QU'il y a des découvertes d'or dans des placers le long de certaines rivières dans les districts électoraux de Beauce et de Frontenac;

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter la mise en exploitation de ces gisements et qu'à cette fin il y a lieu d'étudier et d'établir des conditions particulières d'exploitation en considération du ruissellement torrentiel de la région, en vue de protéger les établissements agricoles, et de ne pas nuire à la mise en exploitation future des possibilités hydroélectriques en aval des travaux miniers;

VU les dispositions de l'article 227 de la loi des mines, chapitre 196 des statuts refondus de Québec, 1941, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement qu'il juge nécessaire ou convenable pour réserver des terrains et les soustraire au jalonnement.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des mines:

I. QUE le règlement suivant soit adopté:

a) qu'une lisière de terrain de 1,000 pieds de largeur prise sur chacun des lots bornés à cette partie de la rivière Chaudière comprise entre la confluence de la rivière Shenley jusqu'à la confluence de la Rivière-du-Loup, ainsi que le lit de la rivière Chaudière compris entre ces différents lots,

b) qu'une lisière de terrain de 1,000 pieds de largeur prise sur chacun des lots bornés à cette partie de la rivière Chaudière comprise entre la confluence de la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-ouest des Seigneuries d'Aubert Gallion et d'Aubin de l'Isle, ainsi que le lit de la rivière Chaudière compris entre ces différents lots.

c) que le lit de la rivière Famine à partie de sa confluence avec la rivière Chaudière jusqu'à la limite nord-est du rang St-Pierre dans la Seigneurie d'Aubin de l'Isle, ainsi que les lots 557 à 587 du premier rang nord-est, et les lots 840 à 844 du rang St-Pierre de la paroisse de St-Georges de Beauce dans la Seigneurie d'Aubin de l'Isle, et aussi une lisière de terrain de 1,000 pieds de largeur prise sur chacun des lots bornés

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 90

Quebec, January 30, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands in the Electoral districts of Beauce and Frontenac.

The undersigned declares:

THAT discoveries of gold placers have been made along certain rivers in the Electoral districts of Beauce and Frontenac;

THAT the mining of these deposits should be facilitated and for this purpose special conditions should be studied and established considering the torrential runoff of the region in order to protect agricultural establishements, and to avoid hindrance to the future development of the hydroelectric potential downstream from the mining operations;

CONSIDERING the provisions of section 227 of the Mining Act, chapter 196 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor in Council may make any regulations which he may deem necessary or expedient for reserving and restraining the staking out of land;

THEREFORE the undersigned recommends:

I. THAT the following regulation be adopted:

a) that a strip of land 1,000 feet in width taken on each of the lots bordering that part of the Chaudière river from the junction of Rivière Shenley as far as the junction of Rivière-du-Loup, together with the bed of the Chaudière river lying between these different lots,

b) that a strip of land 1,000 feet in width taken on each of the lots bordering that part of the Chaudière river from the junction of Rivière-du-Loup as far as the northwest boundary of the Seigneuries of Aubert Gallion and Aubin de l'Isle, together with the bed of the Chaudière river lying between these different lots,

c) that the bed of Rivière Famine from its junction with the Chaudière river as far as the northeast boundary of range St. Pierre in the Seigneury of Aubin de l'Isle, together with lots 557 to 587 of first range northeast, and lots 840 to 844 of range St. Pierre of the parish of St. Georges de Beauce in the Seigneury of Aubin de l'Isle, and also a strip of land 1,000 feet in width taken on each of the lots bordering that

à cette partie de la rivière Famine à partir de la limite nord-est du rang St-Pierre de la paroisse de St-Georges de Beauce dans la Seigneurie d'Aubin de l'Isle, jusqu'à la limite nord-est de la Seigneurie d'Aubin de l'Isle, ainsi que le lit de la rivière Famine compris entre ces différents lots,

d) que le lit de la rivière Pozer à partir de sa confluence avec la rivière Chaudière jusqu'à la limite sud-ouest du rang St-Pierre dans la Seigneurie d'Aubert Gallion, ainsi que les lots 40 à 66 du rang I sud-ouest, les lots 344 à 357 des rangs Ste-Anne et St-Guillaume, les lots 386 à 392 du rang St-Joseph, les lots 401 à 410 du rang St-Pierre du cadastre de la paroisse de St-Georges de Beauce dans la Seigneurie d'Aubert Gallion, ainsi que le lit de la rivière Pozer compris entre ces différents lots,

e) qu'une lisière de terrain de 1,000 pieds de largeur prise sur chacun des lots bornés à cette partie de la Rivière-du-Loup comprise entre l'extrémité sud-ouest du lot 15, rang III, canton de Marlow, jusqu'à sa confluence avec la rivière Chaudière, ainsi que le lit de la Rivière-du-Loup compris entre ces différents lots,

f) que le lit de la rivière de la Grande Coulée à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du canton de Linière, ainsi que les lots 45 à 50 du premier rang d'Aubin Delisle, le lot 63 du deuxième rang, section A, les lots 1 à 10 du deuxième rang, section B, les lors 17 à 26 du troisième rang, section A, et les lots 1 à 5 du troisième rang, section B, tous situés dans le canton de Linière,

g) que le lit de la rivière Metgermette à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du deuxième rang, section B, ainsi que les lots 66 à 77 du premier rang d'Aubin Delisle, les lots 69 à 77 de la Continuation du premier rang de la ligne, les lots 42 à 54 du deuxième rang, section B, tous situés dans le canton de Linière,

h) que le lit du ruisseau Moore à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du deuxième rang, section B, ainsi que les lots 84 à 91 du premier rang d'Aubin Delisle, les lots 85 à 92 de la Continuation du premier rang de la ligne, les lots 70 à 80 du deuxième rang, section B, tous situés dans le canton de Linière,

i) que le lit du ruisseau Repos des Voyageurs à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du deuxième rang, section B, ainsi que les lots 85 à 90 du premier rang d'Aubin Delisle, les lots 85 à 90 de la Continuation du premier rang de la ligne, les lots 95 à 100 du deuxième rang, section B, tous situés dans le canton de Linière,

j) que le lit de la rivière du Portage à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du deuxième rang, section C, ainsi que le lot 84 du premier rang d'Aubin Delisle, les lots 75 à 83 du premier rang de la ligne, les lots 74 à 80 de la Continuation du premier rang de la ligne, les lots 9 à 22 du deuxième rang, section C, tous situés dans le canton de Linière,

k) que le lit du ruisseau Oliva à partir de sa confluence avec la Rivière-du-Loup jusqu'à la limite nord-est du deuxième rang, section C, ainsi que les lots 53 à 56 du rang Chemin Kennebec, les lots 50 à 56 du premier rang de la ligne, les lots 49 à 55 de la Continuation du premier rang de la ligne, les lots 45 à 51 du deuxième rang, section C, tous situés dans le canton de Linière, soient réservés et soustraits au jalonnement et au piquetage en claims miniers, à l'exception des

part of Rivière Famine from the northeast boundary of range St. Pierre of the parish of St. Georges de Beauce in the Seigneury of Aubin de l'Isle as far as the north-east boundary of the Seigneury of Aubin de l'Isle, together with the bed of Rivière Famine lying between these different lots,

d) that the bed of Rivière Pozer from its junction with the Chaudière river as far as the southwest boundary of range St. Pierre in the Seigneury of Aubert Gallion as well as lots 40 to 66 of range I southwest, lots 344 to 357 of ranges Ste. Anne and St. Guillaume, lots 386 to 392 of range St. Joseph, lots 401 to 410 of range St. Pierre of the cadastre of the parish of St. Georges de Beauce in the Seigneury of Aubert Gallion, together with the bed of Rivière Pozer lying between these different lots,

e) that a strip of land 1,000 feet in width taken on each of the lots bordering that part of Rivière-du-Loup from the southwest extremity of lorg 15, range III, Marlow township as far as its junction with the Chaudière river, together with the bed of Rivière-du-Loup lying between these different lots,

f) that the bed of Rivière de la Grande Coulée from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of Linière township, together with lots 45 to 50 of First Range d'Aubin Delisle, lot 63 of Second Range, Section A, lots 1 to 10 of second range, section B, lots 17 to 26 of third range, section A, and lots 1 to 5 of third range, section B, all situated in Linière township,

g) that the bed of Rivière Metgermette from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of second range, section B, together with lots 66 to 77 of first range d'Aubin Delisle, lots 69 to 77 of Continuation du premier rang de la ligne, lots 42 to 54 of second range, section B, all situated in Linière township,

h) that the bed of Ruisseau Moore from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of second range, section B, as well as lots 84 to 91 of first range d'Aubin Delisle, lots 85 to 92 of continuation du premier rang de la ligne, lots 70 to 80 of second range, section B, all situated in Linière township,

i) that the bed of Ruisseau Repos des Voyageurs from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of second range, section B, as well as lots 85 to 90 of first range d'Aubin Delisle, lots 85 to 90 of continuation du premier rang de la ligne, lots 95 to 100 of second range, section B, all situated in Linière township,

j) that the bed of Rivière du Portage from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of second range, section C, as well as lot 84 of first range d'Aubin Delisle, lots 75 to 83 of premier rang de la ligne, lots 74 to 80 of continuation du premier rang de la ligne, lots 9 to 22 of second range, section C, all situated in Linière township,

k) that the bed of Ruisseau Oliva from its junction with Rivière-du-Loup as far as the northeast boundary of second range, section C, as well as lots 53 to 56 of range Chemin Kennebec, lots 50 to 56 of premier rang de la ligne, lots 49 to 55 of continuation du premier rang de la ligne, lots 45 to 51 of second range, section C, all situated in Linière township,
be reserved and withdrawn from staking out as mining claims with the exception of those lands

terrains couverts par des claims miniers présentement jalonnés;

II. QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il ait force de loi dès après cette publication.

C. LARICHELIÈRE,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.
47024-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 70

(Section "B")

Québec, le 22 janvier 1958.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des 14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950, 735-C du 21 juillet 1951, 1396-B du 13 décembre 1951, 556-B du 14 mai 1952, 886-G du 30 juillet 1953, 628-A du 17 juin 1954, 1207-A du 23 novembre 1955, 767-B et 877-J des 12 août et 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* édition du 30 novembre 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "*e*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"*e*) Le terme "employé surnuméraire" comprend tout employé (cf. paragraphe "b") embauché spécialement et en plus du personnel régulier et supplémentaire, à l'occasion de la période de vacances, soit du 15 juin au 15 septembre, et à l'occasion de la période des fêtes, soit du 1er décembre au 15 janvier."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 70

(Part "B")

Quebec, January 22, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the region of Quebec rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, and amended by Orders 4200 and 4252 of November 28 and December 1,1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27, 1949, 915-A of August 9, 1950, 735-C of July 21, 1951, 1396-B of December 13, 1951, 556-B of May 14, 1952, 886-G of July 30, 1953, 628-A of June 17, 1954, 1207-A of November 23, 1955, 767-B and 877-J of August 12 and August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* issue of November 30, 1957;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

Subsection "*e*" of Article II is replaced by the following:

"*e*) The term "supernumerary employee" means an employee (cf. subsection "b") employed occasionally, in addition to regular and extra employees, during the vacation period, i.e. from June 15 to September 15, and during the holidays period, i.e. from December 1 to January 15."

C. LARICHELIÈRE,
46996-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Canada — Province de Québec
Comté de Beauce
Municipalité du Village de Ste-Marie

—

AVIS DE LA CONSTITUTION EN VILLE DU VILLAGE DE STE-MARIE

—

Le conseil municipal du Village de Ste-Marie donne avis que, dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, il s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en son conseil pour la province de Québec, afin de constituer en ville, par lettres patentes, le village de Ste-Marie.

Le nom de la Ville projetée sera "Ville de Ste-Marie".

Les limites de la municipalité projetée seront celles du village actuel, telles que décrites dans une description technique, en date du 13 décembre 1957, préparée par Monsieur Jules DeBlois, arpenteur-géomètre, et se lisant comme suit:

"Le territoire actuel de la municipalité du village de Sainte-Marie, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive Droite ou Rive nord-est de la rivière Chaudière avec la ligne séparative des lots 647 et 647A; de là, successivement, ladite ligne séparative des lots 647 et 647A prolongée à travers le chemin public; le côté nord-est du chemin public jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 648; ladite ligne nord-ouest du lot 648, la ligne nord-ouest du lot 631; traversant le droit de voie du chemin de fer du Quebec Central ou lot 781 et continuant jusqu'au côté sud-ouest du chemin de front du rang Saint-Gabriel; ledit côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 416; la ligne sud-est des lots 416, 417, 418 et 419; la ligne sud-est du lot 420 traversant le droit de voie du chemin de fer Quebec Central ou lot 781 et son prolongement à travers le chemin public; la ligne sud-est du lot 421 prolongée jusqu'à l'axe central de la rivière Chaudière; ledit axe central de la rivière Chaudière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 647 et 647-A et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ".

Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil, est de 3028 âmes.

La Ville sera divisée en trois quartiers, dont les limites seront les suivantes:

Quartier Nord — Limité au nord-est et au sud-ouest par les limites Nord-Est et Sud-Ouest de la Ville.

Au Nord-Ouest par la limite Nord-Ouest de la Ville.

Au Sud-Est par la ligne séparative des lots 551 et 554; l'axe de la rue Notre-Dame; l'axe de la rue Louis; l'axe de la rue de l'Hôpital jusqu'à la ligne séparative des lots 520 et 563; cette dernière ligne séparative, et enfin la ligne séparative des lots 521 et 564 jusqu'à la limite Nord-Est de la Ville.

Quartier Centre — Limité au Nord-Est et au sud-ouest par les limites Nord-Est et Sud-Ouest de la Ville.

Miscellaneous Notices

Canada — Province of Quebec
County of Beauce
Municipality of Ste-Marie

—

NOTICE OF THE ERECTION INTO A TOWN MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-MARIE

—

The municipal council of the village of Ste-Marie gives notice that, within a month from the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, for the erection of the village of Ste-Marie by letters patent, into a town municipality.

The name of the proposed town is "town of Ste-Marie".

The boundaries of the proposed municipality will be the actual boundaries of the village, as described in a technical description, drawn up in the french language, prepared by Jules De Blois, land surveyor, December 13th, 1957, and reads as follows:

"The actual territory of the village of Sainte Marie, comprising with reference to the official cadastre of the parish of Ste-Marie, all lots and their subdivisions both present and future, as well as roads, streets, lanes, railroad rights-of-way rivers, streams or parts thereof included within the following boundaries, to wit: commencing at the point of intersection of the right or northeasterly bank of the Chaudière River and the dividing line of lots 647 and 647A; thence, successively, the said dividing line of lots 647 and 647A extended accross the public highway; the northeasterly side of the public hihgway as far as the northwesterly line of lot 648; the said northwesterly line of lot 648, the northwesterly line of lot 631; crossing the right-of-way of the Quebec Central Railway or lot 781 and continuing as far as the south-westerly side of the front road of Saint Gabriel Range; the said southwesterly side of said road in a southeasterly direction as far as the southeasterly line of lot 416; the southeasterly line of lots 416, 417, 418 and 419; the southeasterly line of lot 420 crossing the right-of-way of the Quebec Central Railway or lot 781 and its prolongation accross the public highway; the southeasterly line of lot 421 extended as far as the centre point of the Chaudière River; the said centre point of the Chaudière River downstream as far as the prolongation of the dividing line of lots 647 and 647-A and finally this latter prolongation as far as the point of commencement".

The population as established by the census ordered by the council is 3028 souls.

The town shall be divided into three wards as follows:

North Ward — Bounded northeasterly and southwesterly by the northeast and southwest limit of the Town.

Northwesterly by the northwest limit of the Town.

Southeasterly by the dividing line of lots 551 and 554; the centre line of Notre-Dame street; the centre line of Louis Street; the centre line of Hospital Street as far as the dividing line of lots 520 and 563; this latter dividing line, and finally the dividing line of lots 521 and 564 as far as the northeast limit of the Town.

Centre Ward — Bounded northeasterly and southwesterly by the northeast and southwest limits of the Town.

Au nord-Ouest par la ligne séparative des lots 551 et 554; l'axe de la rue Notre-Dame; l'axe de la rue Louis; l'axe de la rue de l'Hôpital jusqu'à la ligne séparative des lots 520 et 563; Cette dernière ligne séparative et enfin la ligne séparative des lots 521 et 564 jusqu'à la limite Nord-Est de la Ville.

Au Sud-Est par la ligne séparative des lots 471 et 472 l'axe de la rue Notre-Dame; l'axe de la rue Georges prolongée à travers l'emprise du chemin de fer Quebec Central ou lot 781; le côté Nord-Est de ladite emprise jusqu'à la ligne séparative des lots 467 et 469. Cette dernière ligne séparative des lots 467 et 469 et enfin la ligne séparative des lots 456 et 468 jusqu'à la limite Nord-Est de la Ville.

Quartier Sud — Limité au Nord-Est et au Sud-Ouest par les limites Nord-Est et Sud-Ouest de la Ville.

Au Nord-Ouest par la ligne séparative des lots 471 et 472, l'axe de la rue Notre-Dame; l'axe de la rue Georges prolongée à travers l'emprise du chemin de fer Quebec Central ou lot 781; le côté Nord-Est de ladite emprise jusqu'à la ligne séparative des lots 467 et 469; Cette dernière ligne séparative des lots 467 et 469 et enfin la ligne séparative des lots 456 et 468 jusqu'à la limite Nord-Est de la Ville.

Au Sud-Est, la limite Sud-Est de la Ville.

Le soussigné a été autorisé à donner le présent avis par une résolution du conseil du village de Sainte-Marie, en date du 14 décembre 1957.

Donné le 8ième jour du mois de janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN PELCHAT.

46860-3-4-o

AVIS PUBLIC

Prenez avis que "Lakeshore Evangelical Church", cité de Dorval, province de Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour demander sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts revisés de la province de Québec, 1941 et amendements.

Montréal, 18 janvier 1958.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON.

132, ouest, rue St-Jacques,
Montréal, P.Q. 46971-4-4

(P.G. 4394-49)

CANADIAN ROCK COMPANY LIMITED

"Qu'il soit et il est, par les présentes, passé et décrété comme un règlement de Canadian Rock Company Limited (ci-après nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Que deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Que les directeurs de la compagnie soient, par les présentes, autorisés et dirigés à pourvoir aux vacances se produisant en raison de l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie.

4° Que tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui soient, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Northwesterly by the dividing line of lots 551 and 554; the centre line of Notre-Dame Street; the centre line of Louis Street; the centre line of Hospital Street as far as the dividing line of lots 520 and 563: this latter dividing line and finally the dividing line of lots 521 and 564 as far as the northeast limit of the Town.

Southeasterly by the dividing line of lots 471 and 472, the centre line of Notre-Dame Street; the centre line of Georges Street extended across the righty-of-way of the Quebec Central Railway or lot 781; the northeasterly side of said right-of-way as far as the dividing line of lots 467 and 469. This latter dividing line of lots 467 and 469 and finally the dividing line of lots 456 and 468 as far as the northeast limit of the Town.

South Ward — Bounded northeasterly and southwesterly by the northeast and southwest limits of the Town.

Northwesterly by the dividing line of lots 471 and 472. the centre line of Notre-Dame Street; the centre line of Georges Street extended across the righty-of-way of the Quebec Central Railway or lot 781; the northeasterly side of said right-of-way as far as the dividing line of lots 467 and 469; this latter dividing line of lots 467 and 469 and finally the dividing line of lots 456 and 468 as far as the northeast limit of the Town.

Southeasterly, the southeast limit of the Town.

The undersigned has been authorized to give this present notice by virtue of a resolution of the council of the village of Ste-Marie, dated December 14th 1957.

Dated 8th January 1958.

JEAN PELCHAT,
Secretary-Treasurer.

46860-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Take notice that the "Lakeshore Evangelical Church", city of Dorval, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments.

Montreal, January 18, 1958.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for petitioner.

132 St. James St. West,
Montreal, P.Q. 46971-4-4-o

(A.G. 4394-49)

CANADIAN ROCK COMPANY LIMITED

"Be it and it is hereby passed and enacted as a by-law of Canadian Rock Company Limited (hereinafter called the "Company") as follows:

1. That the number of the directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. That two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. That the directors of the Company are hereby authorized and empowered to fill the vacancies occurring by reason of the increase in the number of the directors of the Company.

4. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Je, David George Child Menzel, assistant-secrétaire de Canadian Rock Company Limited certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable et authentique d'un règlement passé et décrété par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée d'icelle dûment tenue le 29e jour d'octobre 1957 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale d'icelle dûment tenue le même jour à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou dûment représentés par procuration.

Daté ce 22e jour de novembre 1957.

L'Assistant-secrétaire,
46994 D. G. C. MENZEL.

I, David George Child Menzel, Assistant Secretary of Canadian Rock Company Limited, do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of a by-law passed and enacted by the directors of the said company at a meeting thereof duly held on the 29th day of October, 1957 and unanimously approved by the shareholders of the company at a special general meeting thereof duly held on the same day at which all the shareholders of the Company were present in person or duly represented by proxy.

Dated this 22nd day of November, 1957.

D. G. C. MENZEL,
46994-o Assistant Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le vingt-trois janvier 1958, l'honorable Secrétaire de la province a décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Propriétaires de Taxis du Cap-de-la-Madeleine", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5. La formation dudit syndicat professionnel avait été autorisée le 11 décembre 1953, avec siège social au Cap-de-la-Madeleine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-huit janvier 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
46975-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the twenty-third day of January 1958, the Honourable the Provincial Secretary enacted the termination of the corporate existence of the Professional Syndicate "L'Association des Propriétaires de Taxis du Cap-de-la-Madeleine", pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added thereto by Act 11 George VI, chapter 52, article 5. The formation of said Professional Syndicate had been authorized on December 11, 1953, with head office at Cap-de-la-Madeleine.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-eighth day of January, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
46975 Under Secretary of the Province.

Avis de correction

Re: "ASSOCIATION DES CONSTRUCTERUS ST-HYACINTHE-BAGOT-ROUVILLE"

Au sujet de l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 90, N° 4, du 25 janvier 1958, à la page 467, concernant la formation, le 8 janvier 1958, d'un syndicat professionnel dont le nom a été donné comme étant "L'Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville", il faut noter que le nom exact dudit syndicat professionnel est "Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 janvier 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
46975-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice of correction

Re: "ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS ST-HYACINTHE-BAGOT-ROUVILLE"

Concerning the notice published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 90, No. 4, of January 25, 1958, on page 467, regarding the formation on, January 8, 1958, of a professional syndicate the name of which was given as being "L'Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville", it must be noted that the exact name of the said professional syndicate is "Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville".

Given at the office of the Provincial Secretary on January 28, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
46975 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le vingt-trois janvier 1958, l'honorable Secrétaire de la province a décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de La Tuque et District", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941 chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5. La formation dudit syndicat professionnel avait été autorisée le 26 juin 1956, avec siège social à La Tuque.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit janvier 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
46975-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the twenty-third day of January 1958, the Honourable the Provincial Secretary has enacted the termination of the corporate existence of the Professional Syndicate "L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de La Tuque et District", pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941 chapter 162, as added thereto by Act 11 George VI, chapter 52, section 5. The formation of said Professional Syndicate had been authorized on June 26, 1956, with head office at La Tuque.

Given at the office of the Provincial Secretary the twenty-eighth day of January 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
46975 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Lois des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Montmagny et District", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit janvier 1958.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montmagny, comté de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,

46981-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4060-48)

LAURENTIDE INSURANCE ADJUSTMENT CO. LTD.

Règlement N° 6

(concernant la diminution du nombre des directeurs)

Attendu que par l'article 18 du règlement général N° 1, il a été décidé par les directeurs de la compagnie, et ensuite ratifié par les actionnaires, que les affaires de ladite compagnie seraient dirigées par cinq directeurs.

Attendu que le 4 août 1953, les directeurs ont adopté un règlement portant numéro 5, augmentant le nombre des directeurs de cinq (5) à sept (7).

Attendu que le même jour ledit règlement a été ratifié par tous les actionnaires de la compagnie.

Attendu que ledit règlement numéro 5 a été publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 29 août 1953.

Attendu qu'il est de l'intérêt de la compagnie de diminuer le nombre des directeurs de sept (7) à cinq (5).

Il est proposé par monsieur J.-Arthur Dion, secondé par monsieur Victor Pageau et résolu unanimement de diminuer de sept (7) à cinq (5) le nombre des directeurs de la compagnie.

En conséquence, le nombre des directeurs de: "Laurentide Insurance Adjustment Co. Ltd.", est par les présentes diminué de sept (7) à cinq (5) directeurs, et tous règlements et toutes résolutions antérieures de ladite compagnie sont ainsi amendés, modifiés et annulés, et ce, dans le but de donner effet à ce présent règlement.

Adopté à l'unanimité ce 16ème jour de juillet 1957.

Copie conforme.

Le Secrétaire,

46982-o VICTOR PAGEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Sacré-Coeur, Cité de Jacques-Cartier", en date du 12 janvier 1958, dont le siège social est situé en la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit janvier 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

47020-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Montmagny et District", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January eighth 1958.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montmagny, county of Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,

46981 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4060-48)

LAURENTIDE INSURANCE ADJUSTMENT CO. LTD.

By-law No. 6

(concerning a decrease in the number of directors)

Whereas according to article 18 of General By-law No. 1, it has been decided by the directors of the Company, and later confirmed by the shareholders, that the affairs of said Company would be managed by five directors.

Whereas on August 4, 1953, the directors adopted a by-law bearing number 5, increasing the number of directors from five (5) to seven (7).

Whereas on the same day the said By-law was confirmed by all the shareholders of the Company.

Whereas said By-law number 5 was published in the *Quebec Official Gazette* on August 29, 1953.

Whereas it is in the interest of the Company to decrease the number of directors from seven (7) to five (5).

It is moved by Mr. J. Arthur Dion, seconded by Mr. Victor Pageau and unanimously resolved to decrease from seven (7) to five (5) the number of the Company's directors.

Consequently, the number of directors of the "Laurentide Insurance Adjustment Co. Ltd.", is hereby decreased from seven (7) to five (5) directors, and all prior by-laws, resolutions of said Company are hereby amended, modified and cancelled, in order to give effect to this by-law.

Unanimously adopted this 16th. day of July, 1957.

True copy.

VICTOR PAGEAU,

46982 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Sacré-Coeur, Cité de Jacques-Cartier" under date January 12, 1958, whereof the head office is in the city of Jacques-Cartier, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of January, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

47020 Under Secretary of the Province.

(P.G. 13963-57)

TRANS-WORLD INDUSTRIAL SERVICES CORPORATION LTD.

Règlement N° 42

"1° Le nombre des membres du bureau de direction est, par les présentes, diminué de sept à trois.

2° Le règlement N° 3 est, par les présentes, amendé en rayant le mot "sept" et y substituant le mot "trois"."

Je, Thomas J. Rappell, secrétaire-trésorier de "Trans-World Industrial Services Corporation Ltd.", certifie que le précédent est une copie véritable du règlement N° 42 passé par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 30 octobre 1956, et ratifié par le vote affirmatif de tous les actionnaires de la compagnie, qui représentaient toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie à une assemblée tenue le 14 novembre 1956.

Daté à Ville Lasalle, Qué., ce 18e jour de novembre 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
46983 T. J. RAPPELL.

(A.G. 13963-57)

TRANS-WORLD INDUSTRIAL SERVICES CORPORATION LTD.

By-law No. 42

"1. The number of members of the Board of Directors is hereby decreased from seven to three.

2. By-law No. 3 is hereby amended by delating the word "seven" and substituting therefor the word "three"."

I, Thomas J. Rappell, secretary-treasurer of "Trans-World Industrial Services Corporation Ltd.", certify the foregoing to be a true copy of By-law No. 42 passed by the Directors of the Company at a meeting held on October 30, 1956, and ratified by the affirmative vote of all of the Shareholders of the Company, representing all of the issued and outstanding shares of capital stock of the Company, at a meeting held November 14, 1956.

Dated at Ville LaSalle, Que., this 18th. day of November, 1957.

(Seal) T. J. RAPPELL,
46983-o Secretary-Treasurer.

Canada — Province de Québec
District de St-François

Avis public est par la présente donné qu'à la suite d'une résolution adoptée par le conseil du Village de Danville, le 2 décembre 1957, ledit conseil du Village de Danville s'adressera par requête au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes érigeant en ville le village de Danville, le tout conformément aux dispositions de la loi des Cités et Villes.

Le nom de la nouvelle municipalité sera la Ville de Danville.

Les limites de la Ville de Danville seront les mêmes que celles du village actuel de Danville, savoir: les lots originaires numéros 17, 18 et 19 du 4ième rang du canton de Shipton qui forment maintenant les lots numéros 1 à 332 inclusivement du villate de Danville, avec les subdivisions actuelles et futures desdits lots, tel que le tout appert plus amplement au plan de Pagé, arpenteur-géomètre, en date du 27 mars 1905, déposé au Ministère des Terres et Forêts de la province de Québec, le 29 juin 1905.

Le chiffre de la population du Village de Danville, suivant un recensement fait dans le courant du mois de janvier 1958, est de 2,626 personnes.

Fait et donné à Danville, le 30ième jour de janvier 1958.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier
du Village de Danville,
J. GILLES GEOFFROY.
Le Procureur
du Village de Danville,
47023-5-4-o LOUIS LANGLAIS.

Canada — Province of Quebec
District of Saint-Francis

Public notice is hereby given that following a resolution adopted by the Council of the Village of Danville, on December 2, 1957, the said Council of the Village of Danville will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council to obtain letters patent erecting into a town the village of Danville, the whole in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act.

The name of the new municipality shall be the town of Danville.

The limits of the town of Danville shall be the same as those of the present village of Danville, to wit: the original lots numbers 17, 18 and 19 of the 4th range of the township of Shipton which presently form lot numbers 1 to 332 inclusively of the village of Danville, with the present and future subdivisions of the said lots, as the whole is more amply shown on the plan of Pagé, surveyor, dated March 27, 1905, deposited with the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, on June 29, 1905.

The total population of the village of Danville, according to the recensement made during the course of the month of January, 1958, is 2,626 persons.

Made and given at Danville, on the 30th day of January, 1958.

(Seal)

J. GILLES GEOFFROY,
Secretary-Treasurer
of the Village of Danville.
LOUIS LANGLAIS,
Attorney
47023-5-4 of the Village of Danville.

(P.G. 10933-56)

ELECTRICAL INDUSTRIES INC.

Règlement numéro cinq

Attendu qu'il est jugé opportun de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de quatre à trois aux fins d'améliorer l'administration des affaires de la compagnie;

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Electrical In-

(A.G. 10933-56)

ELECTRICAL INDUSTRIES INC.

By-law number five

Whereas it is expedient to decrease the number of directors of the Company from four to three for the purpose of improving the management of the affairs of the company;

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Electrical Industries Inc., herein called

dustries Inc., ici nommée "La compagnie", ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois de manière que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de trois directeurs;

2. Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet au présent règlement."

Vraie copie certifiée du règlement N° 5, tel que décrété par les directeurs et approuvé par les actionnaires de la compagnie le 21 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
46979-o JOHN DE NORA.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Laurier Station", en date du 14 janvier 1958, dont le siège social est situé à Laurier Station, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétarait de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt et un janvier 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
46980-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 5837-53)

METAL TREATMENTS INC.

Règlement N° 7

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la Compagnie de trois à cinq:

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement N° 7 de la Compagnie que:

L'article 3 du règlement général de la Compagnie est remplacé par le suivant:

"3° Les affaires de la Compagnie sont administrées par un bureau de direction formée de cinq directeurs".

Le Président,
PAUL CHAMPOUX.
Le Secrétaire,
CAMIL NOËL.

Certifiée vraie copie d'un règlement adopté par les directeurs le 11 novembre 1957 et confirmé par les actionnaires le même jour, à la totalité du vote des actionnaires présents à une assemblée à laquelle au moins deux tiers en valeur des actions étaient représentées.

Québec, ce 13ième jour de novembre 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
47012-o CAMIL NOËL.

(P.G. 13716-57)

NORALDA CORPORATION

Règlement numéro quatre

un règlement qui augmente le nombre des directeurs de trois à quatre:

Attendu qu'il a été reconnu opportun de porter à quatre le nombre des directeurs de la compagnie;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie ce qui suit:

"The Company" as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of three directors;

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy of by-law No. 5, as enacted by the directors and approved by the shareholders of the company on October 21st, 1957.

JOHN DE NORA,
46979-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Laurier Station" under date January 14, 1958 whereof the head office is at Laurier Station, county of Lotbinière and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of January, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
46980 Under Secretary of the Province.

(A.G. 5837-53)

METAL TREATMENTS INC.

By-law No. 7

concerning an increase in the number of the Company's Directors from three to five:

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 7 of the Company that:

Article 3 of the Company's General By-law be replaced by the following:

"3. The affairs of the Company are managed by a board of directors composed of five directors."

PAUL CHAMPOUX,
President.
CAMIL NOËL,
Secretary.

Certified true copy of a By-law adopted by the Directors on November 11, 1957 and confirmed by the shareholders the same day, by a unanimous vote cast by the shareholders present at a meeting where at least two thirds of the value of shares were represented.

Quebec, this 13th, day of November 1957.

(Seal) CAMIL NOËL,
47012 Secretary.

(A.G. 13716-57)

NORALDA CORPORATION

By-law number four

by-law to increase number of directors from three to four:

Whereas it is deemed expedient to increase the number of Directors of the Company to four;

Wherefore be it enacted as a By-law of this Company as follows:

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté à quatre directeurs.

Décrété ce 16e jour de janvier 1958.

Le Président,
ALEX. SHTULL.
Le Secrétaire,
NORMAN PRESNER.

Vraie copie certifiée du règlement numéro quatre décrété par les directeurs de 16e jour de janvier 1958, et confirmé à l'unanimité par les actionn ires le 16e jour de janvier 1958.

(Sceau) Le Secrétaire,
47013 NORMAN PRESNER.

That the number of Directors of this Company be and the same is hereby increased to four directors.

Enacted this 16th day of January 1958.

ALEX. SHTULL,
President.
NORMAN PRESNER,
Secretary.

Certified to be a true copy of By-law number fourth enacted by the Directors on the 16th daJ of January 1958 and unanimously confirmed by the shareholders on the 16th day of January 1958.

(Seal) NORMAN PRESNER,
47013-o Secretary.

(P.G. 10389-57)

MADAME JEAN INCORPORÉE

Règlement N° 8

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Madame Jean Inc.", est changé de trois qu'il était auparavant à celui de cinq. Trois directeurs formeront quorum pour la transaction des affaires et le règlement numéro 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Le président et le secrétaire sont autorisés à signer et transmettre à qui de droit les documents nécessaires après approbation dudit règlement par l'assemblée des actionnaires."

Copie certifiée du règlement numéro 8 de la compagnie "Madame Jean Inc.", règlement dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-trois décembre 1957, et approuvé ensuite à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le vingt-trois décembre 1957 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
46986-o C. CHARBONNEAU.

(A.G. 10389-57)

MADAME JEAN INCORPORÉE

By-law No. 8

"The number of the Directors of the company "Madame Jean Inc.", is changed from three that it was heretofore to that of five. Three Directors shall form quorum for the transaction of business and by-law No. 1 of the company is amended in consequence thereof.

The president and the secretary are authorized to sign and transmit to whom it may concern the necessary documents after approval of the said by-law by a meeting of its shareholders."

Certified copy of by-law No. 8 of the company "Madame Jean Inc.", by-law duly adopted at at a meeting of the Directors held on December twenty-third, 1957, and afterwards approved at a special general meeting of the company held on December twenty-third, 1957, by the shareholders retaining amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

C. CHARBONNEAU,
46986 Secretary.

(P.G. 1498-53)

GARDNER STEEL LIMITED

"Qu'il soit et il est, par les présentes, passé et décrété comme un règlement de Gardner Steel Limited (ci-après nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Que deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Que les directeurs de la compagnie soient, par les présentes, autorisés et dirigés à pourvoir aux vacances se produisant en raison de l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie.

4. Que tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui soient, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Je, David George Child Menzel, Assistant-secrétaire de Gardner Steel Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement passé et décrété par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée d'icelle dûment tenu le 29e jour d'octobre 1957 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale d'icelle dûment tenue le même

(A.G. 1498-53)

GARDNER STEEL LIMITED

"Be it and it is hereby passed and enacted as a by-law of Gardner Steel Limited (hereinafter called the "Company") as follows:

1. That the number of the directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of five directors.

2. That two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. That the directors of the Company are hereby authorized and empowered to fill the vacancies occurring by reason of the increase in the number of the directors of the Company.

4. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, David George Child Menzel, Assistant Secretary of Gardner Steel Limited, do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of a by-law passed and enacted by the directors of the said Company at a meeting thereof duly held on the 29th day of October, 1957 and unanimously approved by the shareholders of the Company at a special general meeting thereof duly held on the same day at

jour, à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou dûment représentés par procuration.

Daté ce 22e jour de novembre 1957.

L'Assistant-secrétaire,
46995 D. G. C. MENZEL.

which all the shareholders of the Company were present in person or duly represented by proxy.

Dated this 22nd day of November, 1957.

D. G. C. MENZEL,
46995-o Assistant Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Easy Sales Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation de celle-ci à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 21 janvier 1958.

Easy Sales Inc.,
Par le Secrétaire,
46984 HARRY BRUMER.

BÉGIN & FRÈRES INC.

Prenez avis que la Compagnie Bégin & Frères Inc., demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 27 janvier 1958.

Les Procureurs de la Compagnie,
LAPOINTE, DES RIVIÈRES
46990-o & BÉRUBÉ.

Charters — Surrender of

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Easy Sales Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, January 21st, 1958.

Easy Sales Inc.,
Per HARRY BRUMER,
46984-o Secretary.

BÉGIN & FRÈRES INC.

Take notice that the company Bégin & Frères Inc., shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Quebec, January 27, 1958.

LAPOINTE, DES RIVIÈRES
& BÉRUBÉ,
46990 Attorneys for the Company.

Département de l'Instruction Publique

N° 38-58.

Québec, le 21 janvier 1958.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Labelle, dans le comté de Labelle, soit changé en celui de "La municipalité scolaire de Labelle dans le comté de Labelle".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46953-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1183-57.

Québec, le 18 janvier 1958.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Ecors, dans le comté de Laval, en celui de "La municipalité scolaire de Les Écores, dans le comté de Laval".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46954-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1225-57.

Québec, le 21 janvier 1958.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Shawinigan-Est à la municipalité scolaire de Shawinigan Falls, dans le comté de St-Maurice.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46955-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1334-57.

Québec, le 21 janvier 1958.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Senneville, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Bellevue, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46972-4-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 38-58.

Quebec, January, 21, 1958.

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Labelle, in the county of Labelle, and that it be changed into that of "The School Municipality of Labelle in the county of Labelle".

O. J. DÉSAULNIERS,
46953-4-2 Superintendent of Education.

No. 1183-57.

Quebec, January 18, 1958.

Application is made to change the name of the School Municipality of Ecors, in the county of Laval, to that of "The School Municipality of Les Écores, in the county of Laval."

O. J. DÉSAULNIERS,
46954-4-2 Superintendent of Education.

No. 1225-57.

Quebec, January 21, 1958.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of the village of Shawinigan-East to the School Municipality of Shawinigan-Falls, in the county of St. Maurice.

O. J. DÉSAULNIERS,
46955-4-2 Superintendent of Education.

No. 1334-57.

Quebec, January 21, 1958.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of the village of Senneville, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Ste-Anne-de-Bellevue, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46972-4-2 Superintendent of Education.

N° 727-53.

Québec, le 23 janvier 1958.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rock Forest, dans le comté de Sherbrooke, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Deauville, dans le même comté, savoir:

"Partie du lot 20 du rang VII du canton d'Orford, située à l'ouest du ruisseau traversant du nord au sud ledit lot 20 et servant actuellement de ligne de division entre les paroisses de Notre-Dame-de-Liesse et St-Rock-de-Rock-Forest. Les lots 18, 19 et 20 du rang VIII du canton d'Orford. lots 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du rang IX du canton d'Orford, tous du cadastre officiel du canton d'Orford."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46998-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1315-57.

Québec, le 28 janvier 1958.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Clifton-Est, dans le comté de Compton, les lots 15 à 28 inclusivement du rang 1 et 15 à 23 inclusivement des rangs II, III et IV du cadastre officiel du canton Clifton, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Isidore-d'Auckland, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46999-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 261-57.

Québec, le 28 janvier 1958.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Verchères, dans le comté de Verchères, à celui de la municipalité scolaire du village de Verchères, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47000-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 727-53.

Quebec, January 23, 1958.

Application is made to detach from the school municipality of Rock Forest, in the county of Sherbrooke, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of the village of Deauville, in the same county, to wit:

"Part of lot 20 of range VII of the township of Orford, situated to the west of the brook crossing from north to south the said lot 20 and presently serving as a dividing line between the parishes of Notre-Dame-de-Liesse and St-Rock-de-Rock-Forest. Lots 18, 19 and 20 of range VIII of the township of Orford. Lots 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of range IX of the township of Orford, all of the official cadaster of the township of Orford."

O. J. DÉSAULNIERS,
46998-5-2 Superintendent of Education.

No. 1315-57.

Quebec, January 28, 1958.

Application is made to detach from the school municipality of Clifton-East, in the county of Compton, lots 15 to 28 inclusively, of range 1 and 15 to 23 inclusively of ranges II, III and IV of the official cadaster of the township of Clifton, to annex them to the school municipality of St-Isidore-d'Auckland, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46999-5-2 Superintendent of Education.

No. 261-57.

Quebec, January 28, 1958.

Application is made to annex the actual territory of the School Municipality of the parish of Verchères, in the county of Verchères, to that of the School Municipality of the Village of Verchères, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
47000-5-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de l'Ile Coffin municipalité Hâvre-aux-Maisons, maintenant municipalité de Grosse-Ile division d'enregistrement Iles de la Madeleine.

Avis est par la présente donné que le lot 63-A-22 est annulé, les lots 63-A-19, 63-A-20, 63-A-23, 63-A-24, 63-A-26 sont corrigés et le lot 63-A-20-A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46976-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du canton de McKenzie municipalité de la ville de Chibougamau division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que le Bloc "F" est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46976-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of Ile Coffin municipality Hâvre-aux-Maisons, now municipality of Grosse-Ile registration division of Iles de la Madeleine.

Notice is hereby given that lot 63-A-22 is cancelled, lots 63-A-19, 63-A-20, 63-A-23, 63-A-24, 63-A-26 are corrected and lot 63-A-20-A is added, in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January the 16th, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46976-o Deputy Minister.

Official cadastre of the township of McKenzie municipality of the town of Chibougamau registration division of Lake St. John West.

Notice is hereby given that Block "F" is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January the 15th, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46976-o Deputy Minister.

Cadastre officiel du canton Pontchartrin division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que le lot 17 Vieux Fort (de Terre) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46976-o

Official cadastre of the township of Pontchartrin registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lot 17 Vieux Fort (de Terre) has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 15, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

46976-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette (municipalité de ville de Loretteville) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 727-2-6, 728-4-6, 729-3-1-1 à 729-3-1-3, 729-3-1-27 à 729-3-1-30, 729-3-1-58 à 729-3-1-62 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46976-o

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette (municipality of town of Loretteville) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 727-2-6, 728-4-6, 729-3-1-1 to 729-3-1-3, 729-3-1-27 to 729-3-1-30, 729-3-1-58 to 729-3-1-62 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 8, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46976-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville (municipalité de village de Boucherville) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 28-272, 28-327 à 28-337 sont corrigés et les lots 28-294 (rue), 28-305 et une partie du lot 28-293 (rue) sont annulés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 7 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46976-o

Official cadastre of the parish of Ste-Famille de Boucherville (municipality of village of Boucherville) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 28-272, 28-327 to 28-337 are corrected and lots 28-294 (Street), 28-305 and part of lot 28-293 (Street) cancelled in virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 7, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

46976-o

Cadastre officiel revisé de la ville de St-Germain-de-Rimouski municipalité de la ville de Rimouski division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 20, 21, 22 et 23 sont annulés et le lot 618 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46976-o

Official revised cadastre of the town of St. Germain-de-Rimouski municipality of the town of Rimouski registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 20, 21, 22 and 23 are cancelled and lot 618 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January the 14th, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46976-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Césaire division d'enregistrement de Rouville.

Avis est par la présente donné que les lots 256, 269 et 270 sont annulés et le lot 760 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 janvier 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46976-o

Official cadastre of the parish of St. Césaire registration division of Rouville.

Notice is hereby given that lots 256, 269 and 270 are cancelled and lot 760 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January the 4th, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46976-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 58-192 est corrigé et le lot 58-193 est annulé en vertu des

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul registration division of Laval.

Notice is herby given that lot 58-192 has been corrected and lot 58-193 has been cancelled in

articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 14 janvier 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46976-o AVILA BÉDARD.

virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 14, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46976-o Deputy Minister.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Dubé.....	Laurent.....	22	St-Paul-de-la-Croix	Séminaire de Rimouski.

Rimouski, ce 23ième jour de janvier 1958.— Rimouski, January 23rd, 1958.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
46991-o Secretary of the Bar of the Lower St. Lawrence.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Merchants Fire Insurance Company", enregistrée sous le numéro 599, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 926 qui l'autorise, à compter du 1er janvier 1958, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Dommages à la propriété; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 61-65 est, rue Adelaïde, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur J. Richardson, 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 20 janvier 1958.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
46973-4-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Merchants Fire Insurance Company", registered under number 599, has obtained the license and certificate of registry number 926 authorizing it, as from the 1st of January 1958, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Machinery; Personal property; Plate glass; Property damage; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situate at 61-65 Adelaïde Street East, Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. J. Richardson, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 20th of Januray 1958.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
46973-4-2-o Superintendent of Insurance.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan, duly approv-

75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait à la Laiterie Magog Inc.".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Lait à la Laiterie Magog Inc.", et il aura sa place d'affaires à Magog, P.Q.

Cet office de producteurs sera formé de cinq membres, tous producteurs-fournisseurs de lait à la Laiterie Magog Inc., dont un président, un vice-président et un trésorier.

L'office provisoire comptera quatre membres de la langue française et un de langue anglaise. Subséquemment, la représentation pour chaque groupe dans l'office des producteurs sera proportionnelle au pourcentage de la production totale livrée à l'acheteur par les membres de chaque groupe.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

ed, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Magog Dairy Inc. Milk Producers' Plan".

The producers, board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board" and shall have its head office in Magog, Que.

The producers' board shall consist of five members who must be "bona fide" milk producers-suppliers to the Magog Dairy Inc. One of its members shall be president, one vice-president and another treasurer.

The provisional board will be formed by four French-speaking producers and one English-speaking producer. Subsequently the representation of each group on the board will be proportional to the total volume of milk delivered by the members of each group.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Nom — Name	Fonction — Function	Adresse — Address
Théodore Després	Président	R.R. 4, Sherbrooke, P.Q.
Michel Pothier	Vice-Président	R.R. 1, Katevale (Stanstead), P.Q.
Ernest Gauthier		R.R. 2, Katevale, (Stanstead) P.Q.
L. P. Knowlton		R.R. 2, Mansonville, (Brome), P.Q.
Roméo Allard		R.R. 4, Lennoxville, P.Q.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'Office des Producteurs de Lait à la Laiterie Magog Inc." ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de lait à la Laiterie Magog, régira tous les producteurs de lait "bona fide" de la Province de Québec, fournisseurs à la Laiterie Magog Inc., livrant leurs produits laitiers à ses usines de Magog et de Sherbrooke.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de lait à la Laiterie Magog Inc. sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan.

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board, or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board shall bind all "bona fida" milk producers of the Province of Quebec delivering their milk to the Magog and Sherbrooke receiving stations of this Dairy.

The obligations, powers and attributions of the Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétées par toute autorité ayant juridiction en la matière.

Pouvoirs et attributions:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

Généralement:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

Et particulièrement:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines de l'acheteur;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs de lait à la Laiterie Magog Inc;

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements laitiers de l'acheteur;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;

g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide dans les usines de l'acheteur;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélevés nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de deux cents ($0.02) les cent livres de lait au maximum vendues à l'achetuer, y compris les prélevés autorisés par l'article 13, paragraphe 10-A de la loi des produits laitiers. Les prélevés ainsi remis à l'office des producteurs de lait à la Laiterie Magog Inc., devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne, au prorata de leurs expéditions de lait;

l) Élaborer et/ou souscrire à des projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines de l'acheteur au moyen des organisations actuellement existentes sur le marché ou autrement;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

Powers and attributions:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

And particularly:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;

c) The appreciation of the quality, quantity, assaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The proprities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of two cents ($0.02) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyers, including the levies authorized by Art. 13, par. 10-A of the Dairy Products Act. The levies thus remitted to the "Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Elaborate and/or subscribe to publicity plans for dairy products delivered in the buyers' plants through the actual organizations operating in the market or otherwise;

m) Nommer un comité de "bonne entente" composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du Plan Conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Lait à la Laiterie Magog Inc.", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, 17 janvier 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46997-o

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be "The Quebec Agricultural Marketing Board";

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Magog Dairy Inc. Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, January 17th, 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

46997-o

Sièges sociaux

Avis du changement d'adresse du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "A. Lozeau & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 28ème jour de novembre 1957, et ayant son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 957 de la rue Amherst, l'a transporté au numéro 2425, rue Holt.

Donné à Montréal, ce 23ème jour de janvier 1958.

(Sceau) Le Président,
ARMAND LOZEAU.

46987-o

Head Offices

Notice of change in the address of the head office

Notice is hereby given that "A. Lozeau & Fils Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 28th day of November, 1957, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today at 957 Amherst Street, has moved it to 2425 Holt Street.

Signed at Montreal, this 23rd day of January, 1958.

(Seal) ARMAND LOZEAU,
President.

46987-o

Avis est donné que "Dallaire Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 9 juillet 1957, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau du 5155 Boulevard St-Laurett, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18ème jour de juillet 1957.

Le Président,
47019-o J.-ALBERT DALLAIRE.

Notice is hereby given that "Dallaire Inc." incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 9th day of July 1957, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 5155 St. Lawrence Boulevard, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of July 1957.

J.-ALBERT DALLAIRE,
47019-o President.

Avis est par les présentes donné que "Universal Publications (Quebec) Limited", constituée au moyen de lettres patentes données en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 17ème jour de décembre, 1957 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 1454 rue Mountain, Montréal.

Daté à Montréal, le 20 décembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
46985-o KATHRYN E. THICKETT.

Notice is hereby given that "Universal Publications (Quebec) Limited", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 17th day of December, 1957, and having its head office in the city of Montreal has established its offices at 1454 Mountain Street, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, P.Q., this 20th day of December, 1957.

KATHRYN E. THICKETT,
46985-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 12496-57)

SHICKSHOCKS MINING AND EXPLORATION INCORPORATED
(No Personal Liability)

Règlement N° 8
concernant le changement du bureau principal

Sur motion dûment appuyé, il a été résolu à l'unanimité:

1. Que le bureau principal de la compagnie Shickshocks Mining and Exploration Incorporated (No Personal Liability) est transporté de Montréal, où il était auparavant, à Outremont, P. Q., au numéro 753, de l'avenue Wilder.

Copie certifiée du règlement No 8, régulièrement adopté à une assemblée des directeurs tenue le 16 décembre, 1957, et approuvé et ratifié à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le seizième jour de décembre, 1957, où les actionnaires présente détenaient 100% du capital-actions émis de la compagnie.

Le Secrétaire,
47006-o CHAS-A. MAGNAN.

(A.G. 12496-57)

SHICKSHOCKS MINING AND EXPLORATION INCORPORATED
(No Personal Liability)

By-Law No. 8
concerning a change of head office

Upon motion duly seconded, it has been unanimously resolved:

1. That the head office of the Company Shickshocks Mining and Exploration Incorporated (No Personal Liability), is moved from Montreal where it was located formerly, to Outremont, P. Q., at number 753 Wilder Avenue.

Certified copy of By-law No. 8, regularly adopted at a meeting of directors held December 16, 1957, and unanimously approved and confirmed at a special general meeting of shareholders of the Company held the sixteenth day of December 1957, where the shareholders present held 100% of the share capital issued by the Company.

CHAS-A. MAGNAN,
47006 Secretary.

CORPORATION D'EXPANSION FINANCIÈRE

Veuillez prendre avis que "Corporation d'Expansion Financière", incorporée par lettres patentes en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 12 octobre 1957, a établi son siège social à 680 ouest rue Sherbrooke, Montréal, P.Q.

Québec, le 15 janvier 1958.

CORPORATION D'EXPANSION FINANCIÈRE,
Par le Secrétaire,
47014-o JACQUES DE BILLY.

CORPORATION D'EXPANSION FINANCIÈRE

Please take notice that "Corporation d'Expansion Financière", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, October 12, 1957, has established head office at 680 Sherbrooke Street, west, Montreal, P.Q.

Quebec, January 15, 1958.

CORPORATION D'EXPANSION FINANCIÈRE,
JACQUES DE BILLY,
47014 Secretary.

AVIS DU CHANGEMENT DU BUREAU PRINCIPAL

Avis est donné que la compagnie "Bédard Transport & Co. Ltée", constituée en corporation le 27 mars 1957 et ayant son bureau principal à Montréal, où elle avait son bureau jusqu'à ce jour au numéro 3681 de la rue De Bullion, l'a transporté au numéro 7961 Birnam.

A compter de ce jour ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 23 janvier 1958.

Le Procureur,
46988-o CLAUDE R. VALLERAND.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

Notice is given that the Company "Bédard Transport & Co. Ltée", constituted as a corporation on March 27, 1957 and having its head office at Montreal, where it had its office up to to-day at number 3681 De Bullion Street, has moved said office to number 7961 Birnam.

As from the date of this notice the said office shall be considered as the Company's head office.

Montreal, January 23, 1958.

CLAUDE R. VALLERAND,
46988 Attorney.

Soumissions

Province de Québec

VILLAGE DE NORMANDIN
(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Bernard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue de l'Église, Normandin, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 17 février 1958, pour l'achat de $47,000.00 d'obligations du village de Normandin, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er mars 1958 et remboursables par séries du 1er mars 1959 au 1er mars 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux de 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 69 — construction d'une station de pompes et construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $47,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er mars 1959	$ 500.00
1er mars 1960	500.00
1er mars 1961	500.00
1er mars 1962	500.00
1er mars 1963	500.00
1er mars 1964	1,000.00
1er mars 1965	1,000.00
1er mars 1966	1,000.00
1er mars 1967	1,000.00
1er mars 1968	40,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Normandin, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1965 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 février 1958, à 8.00 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, rue de l'Église Normandin, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Normandin, comté de Lac St-Jean-Ouest, ce 27 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI BERNARD.

Hôtel de Ville, rue de l'Église,
Normandin, tél.: 142,
(Lac St-Jean-Ouest), P.Q. 47008-o

Tenders

Province of Quebec

VILLAGE OF NORMANDIN
(County of Lake-St-John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Bernard, Secretary-Treasurer, Town Hall, Church Street Normandin, county of Lake St-John-West, until 8.00 o'clock p.m., Monday, February 17, 1958, for the purchase of an issue of $47,000.00 of bonds of the village of Normandin, county of Lake St-John-West, dated March 1st, 1958 and redeemable serially from March 1st 1959 to March 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year.

Loan by-law No. 69 — construction of a fire-station and construction of sidewalks.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $47,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
March 1st, 1959	$ 500.00
March 1st, 1960	500.00
March 1st, 1961	500.00
March 1st, 1962	500.00
March 1st, 1963	500.00
March 1st, 1964	1,000.00
March 1st, 1965	1,000.00
March 1st, 1966	1,000.00
March 1st, 1967	1,000.00
March 1st, 1968	40,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Normandin, Lake St-John-West.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1965 inclusively; after this date the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 17, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Church Street, Normandin, county of Lake St-John-West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Normandin, county of Lake St-John-West, January 27, 1958.

HENRI BERNARD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Church Street,
Normandin, tel.: 142,
(Lake St-John-West), P.Q. 47008

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MATAPÉDIA
(Comté de Bonaventure)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. L. Pratt, secrétaire-trésorier, Matapédia, comté de Bonaventure, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, 17 février 1958, pour l'achat de $124,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Matapédia (Bonaventure) datées du 2 janvier 1958 et remboursables par séries du 2 janvier 1959 au 2 janvier 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée 5 novembre 1957, telle que modifiée — construction d'une école de six classes.

Aux fins de l'adjudication seulement le calcul d'intérêt sera fait à compter du 2 mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $124,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
2 janvier 1959	x	$44,000.00
2 janvier 1960	x	46,500.00
2 janvier 1961		1,000.00
2 janvier 1962		1,000.00
2 janvier 1963		1,500.00
2 janvier 1964		1,500.00
2 janvier 1965		1,500.00
2 janvier 1966		1,500.00
2 janvier 1967		1,500.00
2 janvier 1968		1,500.00
2 janvier 1969		1,500.00
2 janvier 1970		2,000.00
2 janvier 1971		2,000.00
2 janvier 1972		2,000.00
2 janvier 1973		2,000.00
2 janvier 1974		2,500.00
2 janvier 1975		2,500.00
2 janvier 1976		2,500.00
2 janvier 1977		2,500.00
2 janvier 1978		3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $95,400.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $47,700.00 chacun, de 1959 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet argent.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Campbellton, Nouveau Brunswick.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt et à Campbellton, Nouveau Brunswick.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 2 janvier 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 2 janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans,

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MATAPÉDIA
(County of Bonaventure)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. L. Pratt, secretary-treasurer, Matapédia, county of Bonaventure, until 7.30 o'clock p.m., Monday, February 17th, 1958, for the purchase of an issue of $124,000.00 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of Matapédia (Bonaventure) dated January 2nd, 1958 and redeemable serially from January 2nd, 1959 to January 2nd, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 5th, 1957, as modified — construction of a six-classroom school.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from March 2nd, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $124,000.00 — 20 years

Year		*Capital*
January 2nd, 1959	x	$44,000.00
January 2nd, 1960	x	46,500.00
January 2nd, 1961		1,000.00
January 2nd, 1962		1,000.00
January 2nd, 1963		1,500.00
January 2nd, 1964		1,500.00
January 2nd, 1965		1,500.00
January 2nd, 1966		1,500.00
January 2nd, 1967		1,500.00
January 2nd, 1968		1,500.00
January 2nd, 1969		1,500.00
January 2nd, 1970		2,000.00
January 2nd, 1971		2,000.00
January 2nd, 1972		2,000.00
January 2nd, 1973		2,000.00
January 2nd, 1974		2,500.00
January 2nd, 1975		2,500.00
January 2nd, 1976		2,500.00
January 2nd, 1977		2,500.00
January 2nd, 1978		3,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $95,400.00, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $47,700.00 each, in 1959 and in 1960, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Campbellton, New Brunswick.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan resolution, and at Campbellton, New Brunswick.

The said bonds shall not be callable before January 2nd, 1965 inclusively if issued at ten-year short-term, before January 2nd, 1966 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before January 2nd, 1968 inclusively if issued for

et avant le 2 janvier 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue le 17 février 1958 à 7.30 heures p.m., à "Consolidated School", Matapédia, comté de Bonaventure.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matapédia, comté de Bonaventure, ce 27 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
W. L. PRATT.

Adresse postale: B.P. 23,
téléphone: 4-14 sonnez 21, Matapédia,
(Comté de Bonaventure), P.Q. 46993

Province de Québec

VILLAGE DE SHAWVILLE
(Comté de Pontiac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, William M. Hayes, secrétaire-trésorier, Shawville, comté de Pontiac, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 17 février 1958 pour l'achat de $25,000.00 d'obligations du village de Shawville, comté de Pontiac, datées du 1er janvier 1958 et remboursables par séries du 1er janvier 1959 au 1er janvier 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 155 — travaux d'aqueduc.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $25,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1959	$ 500.00
1er janvier 1960	1,000.00
1er janvier 1961	1,000.00
1er janvier 1962	1,000.00
1er janvier 1963	1,000.00
1er janvier 1964	1,000.00
1er janvier 1965	1,000.00
1er janvier 1966	1,000.00
1er janvier 1967	1,000.00
1er janvier 1968	1,000.00
1er janvier 1969	1,000.00
1er janvier 1970	1,500.00
1er janvier 1971	1,500.00
1er janvier 1972	1,500.00
1er janvier 1973	1,500.00
1er janvier 1974	1,500.00
1er janvier 1975	1,500.00
1er janvier 1976	1,500.00
1er janvier 1977	2,000.00
1er janvier 1978	2,000.00

the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on February 17th, 1958, at 7.30 o'clock p.m., at the Consolidated School, Matapédia, county of Bonaventure.

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Matapédia, county of Bonaventure, this 27th of January, 1958.

W. L. PRATT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 23,
phone: 4-14 ring 21, Matapédia,
(County of Bonaventure), P.Q. 46993-o

Province of Quebec

VILLAGE OF SHAWVILLE
(County of Pontiac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned William M. Hayes, Secretary-Treasurer, Shawville, county of Pontiac, until 8.00 o'clock p.m., Monday, February 17th, 1958, for the purchase of an issue of $25,000.00 of bonds of the Village of Shawville, county of Pontiac, dated January 1st, 1958 and redeemable serially from January 1st, 1959 to January 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 155 — waterworks.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $25,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
January 1st, 1959	$ 500.00
January 1st, 1960	1,000.00
January 1st, 1961	1,000.00
January 1st, 1962	1,000.00
January 1st, 1963	1,000.00
January 1st, 1964	1,000.00
January 1st, 1965	1,000.00
January 1st, 1966	1,000.00
January 1st, 1967	1,000.00
January 1st, 1968	1,000.00
January 1st, 1969	1,000.00
January 1st, 1970	1,500.00
January 1st, 1971	1,500.00
January 1st, 1972	1,500.00
January 1st, 1973	1,500.00
January 1st, 1974	1,500.00
January 1st, 1975	1,500.00
January 1st, 1976	1,500.00
January 1st, 1977	2,000.00
January 1st, 1978	2,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawville, comté de Pontiac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt et au siège social de ladite banque à Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 17 février 1958, à 8.00 heures p.m., à la salle Hynes, Shawville, comté de Pontiac.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawville, comté de Pontiac, ce 28 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM M. HAYES.

Adresse postale: B.P. 158,
Shawville, téléphone: 220,
(Pontiac), P.Q. 47010

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawville, county of Pontiac.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure and at the main office of the said bank in Ottawa and in Toronto.

The said bonds shall not be callable before January 1st, 1965 inclusively if issued at ten-year short-term, before January 1st, 1966 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before January 1st, 1968 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on February 17th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Hynes Hall, Shawville, county of Pontiac.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawville, county of Pontiac, this 28th of January, 1958.

WILLIAM M. HAYES,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 158,
Shawville, phone: 220,
(Pontiac), P.Q. 47010

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE DUVERNAY
(Comté de Laval)
(ci-devant paroisse de St-Vincent-de-Paul)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Pion, secrétaire-trésorier, 2795 boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 février 1958, pour l'achat de $843,500.00 d'obligations de la municipalité de Duvernay, comté de Laval, datées du 1er mars 1958 et remboursables par séries du 1er mars 1959 au 1er mars 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt numéros: 227 — $44,000.00, travaux d'aqueduc; 238 — $50,000.00, travaux de voirie; 241 — $13,500.00, travaux de voirie; 243 — $70,000.00, travaux de pavages; 249 — $25,000.00, travaux de voirie; 253 — $40,000.00, travaux de voirie; 255 — $40,000.00, travaux de voirie; 260 — $50,000.00, travaux de voirie; 272 — $25,000.00, travaux d'aqueduc et

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF DUVERNAY
(County of Laval)
(Former Parish of St-Vincent-de-Paul)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, 2795 Levesque Boulevard, Duvernay, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, February 18, 1958 for the purchase of an issue of $843,500.00 of bonds of the Municipality of Duvernay, county of Laval, dated March 1st, 1958 and redeemable serially from March 1st, 1959 to March 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws numbers: 227 — $44,000.00, waterworks; 238 — $50,000.00, road labour; 241 — $13,500.00, road labour; 243 — $70,000.00, paving operations; 249 — $25,000.00, road labour; 253 — $40,000.00, road labour; 255 — $40,000.00, road labour; 260 — $50,000.00, road labour; 272 — $25,000.00, waterworks and sewage operations; 274 — $65,000.00, sewage ope-

d'égouts; 274 — $65,000.00, travaux d'égouts; 275 — $125,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 277a — $40,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 278a — $11,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 279 — $20,000.00, travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie; 281 — $95,000.00, travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie; 285 — $65,000.00, travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie et 287 — $65,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $843,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1959	$ 13,000.00
1er mars 1960	15,000.00
1er mars 1961	16,500.00
1er mars 1962	17,500.00
1er mars 1963	19,000.00
1er mars 1964	20,500.00
1er mars 1965	22,500.00
1er mars 1966	24,000.00
1er mars 1967	25,500.00
1er mars 1968	26,000.00
1er mars 1969	27,500.00
1er mars 1970	29,000.00
1er mars 1971	30,500.00
1er mars 1972	33,000.00
1er mars 1973	35,500.00
1er mars 1974	37,500.00
1er mars 1975	39,000.00
1er mars 1976	42,500.00
1er mars 1977	46,500.00
1er mars 1978	323,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Duvernay, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations ou moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 février 1958, à 8 heures du soir, à 2795 boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval.

rations; 275 — $125,000.00, waterworks and sewage opreations; 277a — $40,000.00, waterworks and sewage operations; 278a — $11,000.00, waterworks and sevage operations; 279 — $20,000.00, waterworks, sewage and road labour; 281 — $95,000.00, waterworks, sewage and road labour; 285 — $65,000.00, waterworks, sewage and road labour and 287 — $65,000.00 waterworks and sewage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $843,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1959	$ 13,000.00
March 1st, 1960	15,000.00
March 1st, 1961	16,500.00
March 1st, 1962	17,500.00
March 1st, 1963	19,000.00
March 1st, 1964	20,500.00
March 1st, 1965	22,500.00
March 1st, 1966	24,000.00
March 1st, 1967	25,500.00
March 1st, 1968	26,000.00
March 1st, 1969	27,500.00
March 1st, 1970	29,000.00
March 1st, 1971	30,500.00
March 1st, 1972	33,000.00
March 1st, 1973	35,500.00
March 1st, 1974	37,500.00
March 1st, 1975	39,000.00
March 1st, 1976	42,500.00
March 1st, 1977	46,500.00
March 1st, 1978	323,000.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Duvernay, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1965 inclusively if issed as ten-year short-term bonds prior to March 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial nuwber.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 18, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at 2795 Levesque Boulevard Duvernay, county of Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duvernay, comté de Laval, ce 28 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Adresse postale:
2795, Boul. Lévesque, tél.: MO-9-7171,
Duvernay,
(Comté de Laval), P.Q. 47018-o

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Duvernay, county of Laval, this January 28, 1958.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
2795, Levesque Blvd, tél.: MO-9-7171,
Duvernay,
(County of Laval), P.Q. 47018

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE GATINEAU
(Ville de Gatineau)
(ci-devant Cour Supérieure de St-Jean-Vianney)
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léo Giroux, secrétaire-trésorier, Gatineau, comté de Papineau, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 18 février 1958, pour l'achat de $470,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 21 novembre 1957 — construction d'une école élémentaire dans la paroisse St-René Goupil.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $470,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1958.....x	$35,500.00
1er décembre 1959.....x	37,500.00
1er décembre 1960.....x	40,000.00
1er décembre 1961.....x	42,000.00
1er décembre 1962.....x	44,500.00
1er décembre 1963.....	12,000.00
1er décembre 1964.....	13,000.00
1er décembre 1965.....	13,500.00
1er décembre 1966.....	14,000.00
1er décembre 1967.....	15,000.00
1er décembre 1968.....	16,000.00
1er décembre 1969.....	16,500.00
1er décembre 1970.....	17,500.00
1er décembre 1971.....	18,500.00
1er décembre 1972.....	19,500.00
1er décembre 1973.....	20,500.00
1er décembre 1974.....	22,000.00
1er décembre 1975.....	23,000.00
1er décembre 1976.....	24,000.00
1er décembre 1977.....	25,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $172,978.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $34,595.70 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF GATINEAU
(Town of Gatineau)
(Formerly the Superior Court of St. Jean Vianney)
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo Giroux, Secretary-Treasurer, Gatineau, county of Papineau, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, February 18, 1958, for the purchase of an issue of $470,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Gatineau, county of Papineau, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 21, 1957 — Erection of an elementary school in the parish of St. René Goupil.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $470,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1958.....x	$35,500.00
December 1st, 1959.....x	37,500.00
December 1st, 1960.....x	40,000.00
December 1st, 1961.....x	42,000.00
December 1st, 1962.....x	44,500.00
December 1st, 1963.....	12,000.00
December 1st, 1964.....	13,000.00
December 1st, 1965.....	13,500.00
December 1st, 1966.....	14,000.00
December 1st, 1967.....	15,000.00
December 1st, 1968.....	16,000.00
December 1st, 1969.....	16,500.00
December 1st, 1970.....	17,500.00
December 1st, 1971.....	18,500.00
December 1st, 1972.....	19,500.00
December 1st, 1973.....	20,500.00
December 1st, 1974.....	22,000.00
December 1st, 1975.....	23,000.00
December 1st, 1976.....	24,000.00
December 1st, 1977.....	25,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $172,978.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $34,595.70 each, from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 18 février 1958, à 8.00 heures du soir, en l'école La Victoire, rue Broadway, Gatineau, comté de Papineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Gatineau, comté de Papineau, ce 27 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Adresse postale:
C.P. 460, Tél.: MO-3-4544, Gatineau,
(Comté de Papineau). P.Q. 46992-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE CHAPAIS

(Comté d'Abitibi-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Girard, secrétaire-trésorier, 257 avenue Perry, Chapais, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 7.00 heures du soir, jeudi, le 20 février 1958, pour l'achat de $158,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chapais, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er mars 1958 et remboursables par séries du 1er mars 1959 au 1er mars 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 août 1957, telle que modifiée — construction d'une école pour les filles dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Gatineau, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964 inclusively if issued as ten-year short-term bonds prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, February 18, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at in La Victoire School, Broadway Street, Gatineau, county of Papineau.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, county of Papineau, this January 27, 1958.

LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Post Office address:
P.B. 460, Tel.: MO-3-4544, Gatineau,
(County of Papineau), P.Q. 46992

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHAPAIS

(County of Abitibi-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned R ymond Girard, Secretary-Treasurer, 257 Perry Avenue, Chapais, county of Abitibi-East, until 7.00 o'clock p.m., Thursday, February 20, 1958, for the purchase of an issue of $158,000.00 of bonds of the municipality of the town of Chapais, county of Abitibi-East, dated March 1st, 1958, and redeemable serially from March 1st, 1959 to March 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and Septempber 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue of it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 9, 1957, as amended — construction of a school for girls in district No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $158,000.00 — 20 ans Année	Capital
1er mars 1959	x$29,500.00
1er mars 1960	x 31,000.00
1er mars 1961	x 32,500.00
1er mars 1962	2,500.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,500.00
1er mars 1965	3,000.00
1er mars 1966	3,000.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	3,500.00
1er mars 1969	3,500.00
1er mars 1970	3,500.00
1er mars 1971	4,000.00
1er mars 1972	4,000.00
1er mars 1973	4,500.00
1er mars 1974	4,500.00
1er mars 1975	5,000.00
1er mars 1976	5,000.00
1er mars 1977	5,500.00
1er mars 1978	5,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $96,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $32,000.00 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chapais, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées pra anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 20 février 1958, à 7 heures du soir, en l'école Notre-Dame-de-Lourdes, Chapais, comté d'Abitibi-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chapais, comté d'Abitibi-Est, ce 28 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND GIRARD.

257, avenue Perry,
Chapais, tél.: 84.
(Abitibi-Est), P.Q. 47007-o

Table of redemption — $158,000.00 — 20 years Year	Capital
March 1st, 1959	x$29,500.00
March 1st, 1960	x 31,000.00
March 1st, 1961	x 32,500.00
March 1st, 1962	2,500.00
March 1st, 1963	2,500.00
March 1st, 1964	2,500.00
March 1st, 1965	3,000.00
March 1st, 1966	3,000.00
March 1st, 1967	3,000.00
March 1st, 1968	3,500.00
March 1st, 1969	3,500.00
March 1st, 1970	3,500.00
March 1st, 1971	4,000.00
March 1st, 1972	4,000.00
March 1st, 1973	4,500.00
March 1st, 1974	4,500.00
March 1st, 1975	5,000.00
March 1st, 1976	5,000.00
March 1st, 1977	5,500.00
March 1st, 1978	5,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $96,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $32,000.00 each, from 1959 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as te-nyear short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chapais, county of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term bonds prior to March 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, February 20, 1958 at 7 o'clock p.m., at the Notre-Dame-de-Lourdes School, Chapais, county of Abitibi-East.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chapais, county of Abitibi-East, 28, 1958.

RAYMOND GIRARD,
Secretary-Treasurer.

257, Perry Avenue,
Chapais, Tel.: 84,
(Abitibi-East), P.Q. 47007

Province de Québec

VILLE DE SAINT-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Thériault, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7h.30 à 4230 Chemin de la Côte Saint-Michel, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, ou jusqu'à 8.00h. p.m. à la salle de l'école Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, mardi, le 18 février 1958, pour l'achat de $160,000.00 d'obligations de la ville de Saint-Léonard de-Port-Maurice, comté de Laval, datées du 1er mars 1958 et remboursables par séries du 1er mars 1959 au 1er mars 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 90 — travaux d'aqueduc, pavages et drainage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $160,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1959	$8,000.00
1er mars 1960	8,000.00
1er mars 1961	8,000.00
1er mars 1962	8,000.00
1er mars 1963	8,000.00
1er mars 1964	8,000.00
1er mars 1965	8,000.00
1er mars 1966	8,000.00
1er mars 1967	8,000.00
1er mars 1968	8,000.00
1er mars 1969	8,000.00
1er mars 1970	8,000.00
1er mars 1971	8,000.00
1er mars 1972	8,000.00
1er mars 1973	8,000.00
1er mars 1974	8,000.00
1er mars 1975	8,000.00
1er mars 1976	8,000.00
1er mars 1977	8,000.00
1er mars 1978	8,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des olibgations à courte échénace dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Thériault, Secretary-Treasurer, until 7.30 at 4230 Côte Saint-Michel Road, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, or at the Hall of the School of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Sait-Léonard-de-Port-Maurice, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, February 18, 1958 or the purchase of an issue of $160,000.00 of bonds of the town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, County of Laval, dated March 1st, 1958 and redeemable serially from March 1st, 1959 to March 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 90 — Waterworks, paving and drainage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $160,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1959	$8,000.00
March 1st, 1960	8,000.00
March 1st, 1961	8,000.00
March 1st, 1962	8,000.00
March 1st, 1963	8,000.00
March 1st, 1964	8,000.00
March 1st, 1965	8,000.00
March 1st, 1966	8,000.00
March 1st, 1967	8,000.00
March 1st, 1968	8,000.00
March 1st, 1969	8,000.00
March 1st, 1970	8,000.00
March 1st, 1971	8,000.00
March 1st, 1972	8,000.00
March 1st, 1973	8,000.00
March 1st, 1974	8,000.00
March 1st, 1975	8,000.00
March 1st, 1976	8,000.00
March 1st, 1977	8,000.00
March 1st, 1978	8,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term bonds prior to March 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 février 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle de l'école Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, ce 28 janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES THÉRIAULT.

Adresse postale:
4230 Chemin de la Côte Saint-Michel,
Saint-Léonard-de-Port-Maurice, tél: RAymond 91851. (Laval), P.Q. 47009-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 18, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Hall of the School of St. Léonard-de-Port-Maurice, Saint-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, this January 28, 1958.

GEORGES THÉRIAULT,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
4230, Côte Saint-Michel Road,
Saint-Léonard-de-Port-Maurice, Tel.: RAymond, 91851. (Laval), P.Q. 47009

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1957, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue St-Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le DOUZE MARS 1958, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier 1958.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.
Le Gérant du service
des Postes & Bagages.
J. E. TWEEDY.

46935-4-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1957, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH TWELFTH, 1958, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16th, 1958.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.
per J. E. TWEEDY,
Manager, Mail
and Baggage Traffic.

46935-4-6-o

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Hull, Cour Supérieure en faillite, N° 239 (1957). Dans l'affaire de la faillite de Rodrigue Quesnel, marchand, village de Montébello, comté de Papineau, P.Q. débiteur.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'ordonnances du Tribunal rendues les 20 novembre et 6 décembre 1957, je vendrai séparément, en bloc ou par lots, les immeubles ci-après décrits par encan public avec effet du décret:

1° Certains immeubles ou terrains sis et situés sur le côté sud de la rue Notre-Dame dans le village de Montébello, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours sous:

a) Le lot numéro cent vingt-six (126) avec toutes les bâtisses y érigées;

b) La subdivision deux du lot numéro cent quatre (104-2) avec toutes les bâtisses y érigées;

c) La subdivision deux du lot numéro cent vingt-neuf (129-2) avec toutes les bâtisses y érigées;

A distraire cependant des trois lots ci-haut désignés;

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court in Bankruptcy, No. 239 (1957). In the matter of the bankruptcy of Rodrigue Quesnel, merchant, village of Montébello, county of Papineau, P.Q., debtor.

Public notice is hereby given that under Ordinances of the Tribunal rendered on November 20 and December 6, 1957, I will sell separately, in block or by lots, the immoveables hereinafter described, by public auxtion with effect of a sheriff's sale:

1. Certain immoveable or lots of land situated on the south side of Notre-Dame Street in the village of Montébello, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours under:

a) Lot number one hundred and twenty-six (126) with all the buildings thereon erected;

b) Subdivision two of lot number one hundred and four (104-2) with all the buildings thereon erected;

c) Subdivision two of lot number one hundred and twenty-nine (129-2) with all the buildings thereon erected;

To be withdrawn, however, from the three lots above designated;

a) La partie vendue à Mlle Antonia Brassard par Rodrigue Quesnel dont acte de vente passé, le 21 avril 1953 devant Me Joseph Jérôme Omer Fréchette, notaire et désignée comme suit:

Un certain lopin de terre sis et situé dans le village de Montébello connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, sous la subdivision deux de la subdivision deux du lot cent quatre (104-2-2) et sous la subdivision un du lot numéro cent vingt-six (126-1) le tout mesurant soixante-huit pieds et quatre-dixième de pieds dans la ligne est, soixante-douze pieds et trois-dixième de pieds dans la partie nord, quatre pieds et quarante-cinq centième de pied dans la ligne ouest, soixante-quinze pieds dans la ligne sud.

Avec toutes bâtisses y érigées, et tenant en front vers l'est au chemin publique, vers le nord au résidu du lot 104-2 vers l'ouest du lot 126 non subdivisé, et vers le sud du lot 129-2 et au lot 104-2;

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes des actives et passives apparentes et occultes, attachées audit immeuble;

b) La partie vendue par la succession Oscar Quesnel à la Corporation du village de Montébello dont acte de vente passé le 19ième jour de décembre 1945 devant Me Joseph Omer Fréchette et désignée comme suit:

Une certaine lisière de terrain connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours sous partie sud de la subdivision deux du lot cent quatre (104-2) et partie sud de la subdivision deux du lot numéro cent vingt-neuf (129-2) de la contenance de trente pieds de profondeur sur toute la largeur des lots, à savoir 173.6 pieds et compris dans les bornes suivantes, au sud et à l'ouest le lot numéro 129-1 propriété de l'acquéreur, à l'est le chemin publique, au nord le résidu du lot, et une autre lisière de terrain dépendant de la subdivision deux du lot numéro cent vingt-neuf (129-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours;

2° Une certaine langue de terre désignée au cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours, sous partie de la subdivision seize du lot numéro cent quatre (104-16) mesurant quarante pieds de largeur, sur deux cent trente-huit pieds de longueur et tenant vers l'ouest à la rue Major, vers le sud sur la partie du lot 104 propriété de Guido Donatie et au lot numéro 104-15 et des autres côtés au résidu des lots 104-16.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes, attachées audit immeuble.

3° Un autre immeuble sis et situé en arrière des emplacements situés sur le côté nord de ladite rue Notre-Dame, en la municipalité de Montébello, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours sous les subdivisions sept et quinze du lot numéro cent quatre (104-7-15) avec toutes les bâtisses dessus construites sur lesdits lots circonstances et dépendances, avec droits et servitudes de passage sur les lots numéro cent quatre, subdivision dix et onze (104-10-11) des plan et livre de renvoi de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours pour permettre de communiquer de la rue Notre-Dame aux terrains plus haut décrits.

A distraire cependant de la subdivision quinze du lot numéro cent quatre (104-15) la partie

a) That part sold to Miss Antonia Brassard by Rodrigue Quesnel for which deed of sale was passed on April 21, 1953 before Joseph Jérôme Omer Fréchette, notary and designated as follows:

A certain strip of land situated in the village of Montébello, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours, under subdivision two of subdivision two of lot one hundred and four (104-2-2) and under subdivision one of lot number one hundred and twenty-six (126-1) the whole measuring sixty-eight feet and four-tenths of a foot in the east line, seventy-two feet and three-tenths of a foot in the north part, four feet and forty-five hundreths of a foot in the west line, seventy-five feet in the south line.

With all buildings thereon erected, and touching in front on the east the public highway, on the north, the residue of lot 104-2, on the west, by undivided lot 126, and on the south, by lot 129-2 and by lot 104-2;

As the whole now stands with all active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to the said immoveable;

b) That part sold by the estate of Oscar Quesnel to the Corporation of the village of Montébello for which deed of sale was passed on the 19th day of December, 1945 before Me Joseph Omer Fréchette and designated as follows:

A certain strip of land known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame de Bonsecours under the south part of subdivision two of lot one hundred and four (104-2) and the south part of subdivision two of lot number one hundred and twenty-nine (129-2) containing thirty feet in depth on the whole of the width of the lots, to wit, 173.6 feet and comprised within the following boundaries, on the south and on the west, lot number 129-1, property of the purchaser, on the east, the public road, on the north, residue of lot, and another strip of land depending upon subdivision two of lot number one hundred and twenty-nine (129-2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours;

2. A certain tongue of land designated on the official cadaster of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, under part of subdivision sixteen of lot number one hundred and four (104-16) measuring forty feet in width, by two hundred and thirty-eight feet in length and touching on the west Major Street, on the south, on that part of lot 104, property of Guido Donatie and on lot number 104-15 and the other sides, by the residue of lots 104-16.

As the whole now stands with all servitudes, active and passive, apparent and unapparent, attached to the said immoveable.

3. Another immoveable situated in rear of emplacements situated on the north side of the said Notre-Dame Street, in the municipality of Montébello, known and designated on the official cadaster for the parish of Notre-Dame de Bonsecours under subdivisions seven and fifteen of lot number one-hundred and four (104-7-15) with all the buildings thereon erected upon the said lots, circumstances and dependencies, with rights and right-of-way servitudes on lots number one hundred and four, subdivision ten and eleven 104-10-11) on the plan and book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours to allow communication from Notre-Dame Street to lots of land above described.

To withdraw, however, from subdivision fifteen of lot number one hundred and four (104-15)

vendue par Rodrigue Quesnel à J.-A. Beaudry dont acte de vente passé devant Me Joseph Jérôme Omer Fréchette et désignée comme suit:

Un certain lopin de terre désigné audit cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame du Bonsecours sous partie de la subdivision quinze du lot cent quatre (104-15) mesurant trois pieds de largeur du nord vers le sud sur 155 pieds de longueur de l'ouest vers l'est et compris dans les bornes suivantes;

Vers le nord une partie du lot 104-16 vers l'est, le sud-est, l'ouest le résidu dudit lot 104-15 restant la propriété de Rodrigue Quesnel, la ligne est dudit lopin de terre est situé à 81 pieds de la ligne limitative des lots 104-15 et 103 avec bâtisses construites sur lesdits terrains.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble.

4° "Une propriété sise dans le village de Montébello désignée au cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Bonsecour, sous la subdivision huit du lot numéro cent quatre (104-8) avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Un autre lopin de terre sis et situé dans le village de Montébello désigné au cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours sous les subdivisions dix et onze du lot numéro cent quatre (104-10-11) sans bâtisses, avec et sujet à une servitude de passage en faveur du lot 104-8 et les autres terrains y ayant droit".

Pour être vendus à l'enchère publique à la porte de l'église paroissiale du village de Montébello, comté de Papineau, district de Hull, P.Q., le VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de vente: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, ce 8ième jour de janvier 1958.

Le Syndic,
J.-G. FERNAND BISSONNETTE.

Bureau: 152 est, rue Notre-Dame,
Chambre 12, Montréal, P.Q.
Tél.: UN 1-1554. 46862-3-2-o

---

that part sold by Rodrigue Quesnel, to J.-A. Beaudry, for which deed of sale passed before Me Joseph Jérôme Omer Fréchette and designated as follows:

A certain strip of land designated on the said official cadaster for the parish of Notre-Dame du Bonsecours under part of subdivision fifteen of lot one hundred and four (104-15) measuring three feet in width from north to south on 155 feet in length from west to east and comprised within the following boundaries;

On the north, a part of lot 104-16 towards the east the southeast, the west the residue of the said lot 104-15 remaining the property of Rodrigue Quesnel, the line east of the said strip of land is situated at 81 feet of the limit line of lots 104-15 and 103 with buildings thereon erected upon the said lots of land.

As the whole is to be found presently with all servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immoveable.

4. "A property situated in the village of Montébello designated on the official cadaster for the parish of Notre-Dame de Bonsecours, under subdivision eight of lot number one hundred and four (104-8) with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Another strip of land situated in the villate of Montébello designated on the official cadaster for the parish of Notre-Dame de Bonsecours under subdivisions ten and eleven of lot number one hundred and four (104-10-11) without buildings, with and subject to a servitude of right-of-way in favor of lot 104-8 and other lots of land having the right thereto".

To be sold at public auction at the parochial church door of the village of Montébello, county of Papineau, district of Hull, P.Q., on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of sale: Cash, or to the satisfaction of the Trustee.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, this 8th day of January, 1958.

J.-G. FERNAND BISSONNETTE,
Trustee.

Office: 152, Notre-Dame Street East,
Room 12, Montreal, P.Q.
Tel.: UN 1-1554. 46862-3-2

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Noël Comeau, employé civil, 5, rue Louis-Francoeur, Cap-Rouge, P.Q., débiteur:

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le CINQ MARS 1958, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Cap-Rouge, P.Q. l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Un lot de terrain situé à St-Félix du Cap-Rouge, étant connu et désigné sous le lot N° trois cent quatre des subdivisions du lot originaire cent cinquante-quatre (154-304) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, abec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'item (A) sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes qui peuvent exister ainsi qu'aux servitudes actives et passives.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Noël Comeau, civil servant, 5, Louis Francoeur Street, Cap Rouge, P.Q., debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, the FIFTH day of MARCH 1958, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the door of the Church of the Parish of Cap Rouge, P.Q., the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A) A lot of land situated at St. Félix du Cap Rouge, being known and designated as lot No. three hundred and four of the subdivisions of original lot one hundred and fifty-four (154-304) on the official plan and book of reference for the parish of St. Félix du Cap Rouge, County of Quebec, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Item (A) shall be put up for sale to the last and highest bidder, subject to rents which may exist including servitudes both active and passive.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 27 janvier 1958.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec. 47001-5-2-o

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procecure and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, this January 27, 1958.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill,
Quebec 47001-5-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

Corporation du comté de Saguenay

Avis public est par le présent donné par le soussigné, que les immeubles ci-après décrits, seront vendus par encan public le TREIZIÈME jour du mois de MARS 1958, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle du conseil, Hôtel de Ville de Tadoussac.

Pour les taxes municipales, scolaires et autres redevances dues aux municipalités intéressées sur iceux à moins qu'elles soient payées avec les frais avant la vente.

La corporation municipale de Ste-Thérèse Colombier

Propriété Généreux Poulin, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 4, Ste-Thérèse de Colombier, 1 nord canton Latour, montant des taxes dues: $24.96.

Propriété Chrs. Édouard Trembley, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 5 Ste-Thérèse de Colombier, 1 nord canton Latour, montant des taxes dues: $101.10.

Propriété Albertus Pinel, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 7, Ste-Thérèse de Colombier, 1 nord, canton Latour, montant des taxes dues: $55.30.

Propriété Jean Chrs. Émond, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 11, Ste-Thérèse de Colombier, 1 nord, canton Latour, montant des taxes dues: $125.55.

Propriété Roch Carrier, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 18, cadastre Ste-Thérèse de Colombier, sud, canton Latour, montant des taxes dues: $268.80.

Propriété Jean-Baptiste Trembley, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 19, cadastre Ste-Thérèse de Colombier, rang nord, canton Latour, montant des taxes dues: $140.35.

Propriété Arthur "M" Trembley, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 21, rang nord, canton Latour, cadastre Ste-Thérèse de Colombier, montant des taxes dues: $117.50.

Propriété Méridé Lavoie, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 30, rang nord, cadastre Ste-Thérèse de Colombier, canton Latour, montant des taxes dues: $227.50.

Propriété Succ. Placide Talbot, journalier, Ste-Thérèse de Colombier, lot 50, cadastre Ste-Thérèse de Colombier, rang VI, canton Betsiamites, montant dus taxes dues: $87.95.

Sales for Taxes

Province of Quebec

Corporation of the county of Saguenay

Public notice is hereby given by the undersigned, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction the THIRTEENTH day of the month of MARCH 1958, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council-room, at the city Hall of Tadoussac.

For municipal, school and other taxes owing to the municipalities interested therein, unless they are paid together with costs prior to the sale.

The Municipal corporation of Thérèse Colombier

The Généreux Poulin property, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 4, Ste. Thérèse de Colombier, 1 north town of Latour, amount o taxes due: $24.96.

The Chrs. Édouard Trembley, property journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 5, Ste. Thérèse de Colombier, 1 north, township of Labour, amount of taxes due: $101.10.

The Albertus Pinel property, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 7, Ste. Thérèse de Colombier, 1 north, township of Latour, amount of taxes due: $55.30.

The Jean Chrs. Émond, property journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 11, Ste. Thérèse de Colombier, 1 north, township of Latour, amount of taxes due: $125.55.

The Roch Carrier property, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 18, cadastre of Ste. Thérèse de Colombier, south, township of Latour, amount of taxes due: $268.80.

The Jean Baptiste Trembley property, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 19, cadastre Ste. Thérèse de Colombier, range north, township of Latour, amount of taxes due: $140.35.

The Arthur "M" Trembley, property, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 21, range north, township of Latour, cadastre of Ste. Thérèse de Colombier, amount of taxes due: $117.50.

The property of Méridé Lavoie, journeyman, Ste. Thérèse de Colombier, lot 30, range north, cadastre Ste. Thérèse de Colombier, township of Latour, amount of taxes due: $227.50.

The property of the Placide Talbot estate, Ste. Thérèse de Colombier, lot 50, cadastre Ste. Thérèse de Colombier, range VI, tosnship of Betsiamites, amount of taxes due: $87.95.

CORPORATION DU VILLAGE DE TADOUSSAC

Propriété Eugène Gagnon, propriétaire, journalier, Tadoussac, lot 315 —Ptie, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $168.08.

Propriété Succ. Dame Alphonse Marquis, propriétaire, Succ. Tadoussac, lot 58 Pti, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $102.60.

Propriété Edmond Harvey, journalier, Tadoussac, 216 Ptie, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $339.30.

Propriété Antoine Gagnon (Jos), journalier, Tadoussac, 38 Ptie, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $157.30.

Propriété Raoul Hovington, journalier, Tadoussac, lot 85 Ptie, cadastre village Tadoussac, montant des taxes dues: $189.69.

Propriété Paul André Boulianne, journalier, Tadoussac, lot 211 Ptie, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $51.40.

Propriété Dame Gonzague Poitras, ménagère, Tadoussac, lot rue, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $153.23.

Propriété Adrien Boulianne, journalier, Tadoussac, lot rue, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $136.01.

Propriété Succ. Cléophas Trembley, Succ. Tadoussac, lot 414-415 Ptie, cadastre village Tadoussac, rang nord et est, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $129.25.

Propriété Mme Ulysse Bouchard, ménagère, Tadoussac, lots 551-553-556, rang ouest, lots 602-604-607-608, rang est, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $182.80.

Propriété Théophile Bourgoing, cultivateur, Tadoussac, lots 615-616, rang ouest, lot 544 Ptie, rang est, cadastre ville Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $225.40.

Propriété Mme Patrick Bourgoing, ménagère, Tadoussac, lot 544 Ptie, cadastre village Tadoussac, rang ouest, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $88.80.

Propriété Mme Alfred Caron, marchande, Tadoussac, lot 231 Ptie, cadastre village Tadoussac, canton Tadoussac, montant des taxes dues: $208.10.

Propriété Rosario Lapointe, cuisinier, Bagotville, lots 31-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303 304 -305-306-307-308-309-310 Ptie 281 Ptie 282 Ptie 283 Ptie 284-275-276-277-278-32 Ptie 33 Ptie 34 Ptie 35 Ptie (Ptie du lot 60 et 61).

Donné à mon bureau à Tadoussac, comté de Saguenay, ce quatorzième jour de janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.S.,
46936-4-2-o FRANÇOIS LAPOINTE.

CORPORATION OF THE VILLAGE OF TADOUSSAC

The property of Eugène Gagnon, owner, journeyman, Tadoussac, lot P. 315, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $168.08.

The property of Dame Alphonse Marquis Estate, owner, Tadoussac, Est, lot P. 58, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $102.60.

The property of Edmond Harvey, journeyman, Tadoussac, P. 216, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $339.30.

The property of Antoine Gagnon (Jos), journeyman, Tadoussac, P. 38, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $157.30.

The property of Raoul Hovington, journeyman, Tadoussac, lot P. 85, cadastre of the village of Tadoussac, amount of taxes due: $189.69.

The property of Paul André Boulianne, journeyman, Tadoussac, lot P. 211, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $51.40.

The property of Dame Gonzague Poitras, housewife, Tadoussac, street lot, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $153.23.

The property of Adrien Boulianne, journeyman, Tadoussac, street lot, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $136.01.

The property of the Cléophas Trembley Estate, Tadoussac Est., lot P. 414-415, cadastre of the village of Tadoussac, range north and east, township of Tadoussac, amount of taxes due: $129.25.

The property of Mrs. Ulysse Bouchard, housewife, Tadoussac, lots 551-553-556, range west, lots 602-604-607-608, range east, township of Tadoussac, amount of taxes due: $182.80.

The property of Théophile Bourgoing, farmer, Tadoussac, lots 615-616, range west, lot P. 544, range east, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $225.40.

The property of Mrs. Patrick Bourgoing, housewife, Tadoussac, lot P. 544, cadastre of the village of Tadoussac, range west, township of Tadoussac, amount of taxes due: $88.80.

The property of Mrs. Alfred Caron, merchant, Tadoussac, lot P. 231, cadastre of the village of Tadoussac, township of Tadoussac, amount of taxes due: $208.10.

The Rosario Lapointe property, cook Bagotville, lots 31-285-286-287-288-289-290-291-292-293 294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305 306-307-308-309-310 P. 281 P 282 P. 283-284-275-276-277-278 P. 32 P. 33 P. 34 P. 35 (P. of lot 60 and 61).

Given at my office at Tadoussac, county of Saguenay, this fourteenth day of January 1958.

FRANÇOIS LAPOINTE,
46936-4-2 Secretary-Treasurer, M.C.C.S.

Canada — Province de Québec

District de Saguenay

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE CHARLEVOIX-EST

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Pierre René Bouliane, de La Malbaie, secrétaires-trésorier, que les propriétés ci-après décrites, y compris les bâtisses dessus érigées,

Canada — Province of Quebec

District of Saguenay

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHARLEVOIX-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned, Pierre René Bouliane, of La Malbaie, Secretary-Treasurer, that the properties hereinafter described, including the buildings thereon erected,

seront vendues à l'enchère publique, dans la salle de l'École Supérieure, en le village de La Malbaie, JEUDI, le TREIZE MARS 1958, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes non payées mentionnées dans l'état ci-dessous, en plus des frais qui ont ou peuvent être encourus, à moins que lesdites taxes et frais soient payée antérieurement.

shall be sold at public auction, in the Hall of the Superior School, in the village of La Malbaie, THURSDAY the THIRTEENTH day of MARCH, 1958, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes mentioned in the statement hereinunder, plus the costs incurred or that may be incurred, unless the said taxes and costs are paid prior to the sale.

Municipalité de la paroisse de St-Siméon — Municipality of the parish of St. Siméon

Noms — Names	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School atxes	Total
Guay, René, Pointe-au-Pic, Charlevoix	$16.95	$78.11	$95.06
Les lots numéros 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162 et 163, rang sud ouest de la Rivière-Noire, cadastre de la paroisse de St-Siméon.	Lots numbers 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162 and 163, range south west of Black River, cadastre of the parish of St. Siméon.		
Succ.-est. Wellie McLaren, St-Siméon, Charlevoix	8.30	41.94	50.24
Un terrain avec bâtisses dessus construites, étant de forme irrégulière, faisant partie du lot trente-sept (P. 37) au cadastre officielle pour la paroisse de St-Siméon, borné vers l'est, à la propriété de Mademoiselle Rita Bourgoing, vers le nord, à la propriété de Dame Cécile Bault et C. W. Short, vers l'ouest, aux propriétés de C. W. Short et Harold McLaren et borné au sud, au fleuve St-Laurent.	A piece of land with buildings thereon erected, being of irregular shape, forming part of lot thirty-seven (P. 37) of the official cadastre for the parish of St. Siméon, bounded easterly by the property of Miss Rita Bourgoing, northerly by the property of Dame Cécile Bault and C. W. Short, westerly by the properties of C. W. Short and Harold McLaren and bounded southerly by the River St. Lawrence.		

Municipalité de la paroisse de St-Fidèle — Municipality of the parish of St. Fidèle

Harvey, Mrs.-Mme Philippe, Clermont, Charlevoix	0.22	5.31	5.53
Un certain terrain sis en la paroisse de St-Fidèle, au nord-ouest du chemin public, de figure triangulaire, mesurant le long du Chemin public, cent soixante et douze pieds (172′), sur son côté nord, cent cinquante pieds (150′) et sur son côté sud-ouest, cent dix pieds, (110′), le tout mesure anglaise et plus ou moins, étant et composant partie du lot trois cent quatre-vingt-dix-huit (P. 398) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Fidèle et borné comme suit: au sud est, au chemin public, au sud-ouest au lot 400 (Dame Adélard Tremblay) au nord-ouest, au lot 398, (Lionel Dufour).	A certain piece of land situate in the parish of St. Fidèle, northwest of the public highway, of triangular shape, measuring along the public highway, one nundred and seventy-two feet (172′), on its northerly side, one hundred and fifty feet (150′), and on its southwesterly side, one hundred and ten feet (110′), all of whic in English measure and more or less, being and composing part of lot three hundred and ninety-eight (P. 398) on the official cadastre for the parish of St. Fidèle and bounded as follows: southeasterly, by the public highway, southwesterly, by lot 400 (Dame Adélard Tremblay) northwesterly, by lot 398 (Lionel Dufour).		

Municipalité du village de Clermont — Municipality of the village of Clermont

Perron, Gustave, Clermont, Charlevoix	34.50	61.40	95.90
La subdivision 23 du lot 636 du cadastre de La Malbaie.	Subdivision 23 of lot 636 of the cadastre of La Malbaie.		

Municipalité de la paroisse de Ste-Agnès — Municipality of the parish of Ste-Agnès

McNicoll, Henri, Ste-Agnès, Charlevoix	43.09	33.50	76.59
Les lots numéros cent soixante et dix-huit et cent soixante et dix-neuf (178 et 179) du cadastre de la paroisse de Ste-Agnès, Charlevoix, sauf les emplacements vendus suivant leurs titres.	Lots number one hundred and seventy-eight and one hundred and seventy-nine (178 and 179) of the cadastre of the parish of Ste. Agnès, Charlevoix, save the emplacements sold according to titles.		
Harvey, Aurèle, La Malbaie, Charlevoix	6.83	.....	6.83
Le lot numéro soixante et douze (72) rang St-Jean, (4e Rang) au cadastre de la paroisse de Ste-Agnès, Charlevoix.	Lot number seventy-two (72) range St. Jean, (range four) of the cadastre of the parish of Ste. Agnès, Charlevoix.		
Morin, Aristide, La Malbaie, Charlevoix	2.42	.....	2.42
Le lot numéro soixante et quinze (75) rang St-Jean, (4e Rang) au cadastre de la paroisse de Ste-Agnès, Charlevoix.	Lot number seventy-five (75) range St. Jean (range four) of the cadastre of the parish of Ste. Agnès, Charlevoix.		

Donné à La Malbaie, ce septième jour du mois de janvier, mil neuf cent cinquante-huit.

Le Secrétaire-trésorier,
P. R. BOULIANE.

46938-4-2-o

Given at La Malbaie, this seventh day of the month of January, one thousand nine hundred and fifty-eight.

P. R. BOULIANE,
Secretary-Treasurer.

46938-4-2

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE GASPÉ-EST

Avis public est par le présent donné par le soussigné J. E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après désignés, y compris les bâtisses dessus construites, seront vendus à l'enchère publique au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, au palais de justice à Percé, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires, à moins que ces taxes et les frais encourus ne soient payés avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GASPÉ-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned J. E. LeBoutillier, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter described, including the buildings thereon erected, shall be sold by auction at the place where the county council holds its sittings, in the Court House at Percé, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes, unless these taxes and the costs incurred be paid before the sale, namely:

Municipalité scolaire village de Chandler — School municipality village of Chandler

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Comeau, Albert	P. 77-A	1	Pabos	$125.60	$ 59.32	$184.92
Garant, Alphonse	P. 69	1	"	112.80	91.49	204.29
Langlais, Philibert	P. 70-C	1	"	107.26	85.57	192.83
Lucas, William	77-B, 33-10	1	"	81.47	70.78	152.25
Parisé, Albert	P. 78	1	"	107.88	82.54	190.42
Roy, Noël	P. 85	1	"	77.19	81.14	158.33
Municipalité scolaire de Pabos — School municipality of Pabos						
Huard, Rodolphe	33	2	Pabos	6.00	78.45	84.45
Giroux, Ovide	21	2	"	4.29	64.50	68.79
Municipalité St-François de Pabos — Municipality St. François of Pabos						
Méthot, Gérard	30-C	2	Pabos	15.95	.....	15.95
Municipalité Grande Rivière Ouest — Municipality of Grand River West						
Mercier, Georges	439	3	Grde Rivière	29.16	75.00	104.16
Municipalité village de Grande-Rivière — Municipality village of Grand River						
Langevin, Mme-Mrs Odile	131, 132-7, 132-5, 133, 134-5, 134-3	1	Grde-Rivière	15.23	36.23	51.46
Municipalité scolaire de Grande-Rivière — School municipality of Grand River						
Beaudin, Ovila	213	1	Grde-Rivière	14.50	87.24	101.74
Dubé, Gérard F.	P. 271	2	"	.....	21.25	21.25
Lebreux, Yvon	P. 223	1	"	15.73	63.49	79.22
Dubé, Napoléon et/and Moreau, Hervé	P. 271	2	"	1.25	21.50	22.75
Moreau, Roland	P. 417	2	"	19.80	58.62	78.42
Sirois, Alfred	P. 129-1, P. 126-1	.....	.....	.....	.....	.....
	P. 288-2, P. 127-2	.....	.....	.....	.....	.....
	P. 128-1, P. 128-2	1	Grde-Rivière	.....	53.90	53.90
Jones, Mme-Mrs Sarah et/and Bujold, Victor	P. 13-B	1	Pabos	8.18	55.08	63.26
Bujold, Wilfrid et/and Jones, Mme-Mrs Sarah	P. 13-B	1	"	7.10	93.25	100.35
Mercier, Georges	P. 435	2	Grde-Rivière	30.00	81.75	111.75
Municipalité scolaire de Ste-Thérèse — School municipality of Ste. Thérèse						
Lebrasseur, Adélard	32	1	Percé	22.57	85.58	108.15
Lelièvre, Georges	64	1	"	1.94	11.75	13.69
Berthelot, Georges	878	2	"	11.25	88.27	99.52
Cloutier, Wilfrid	P. 904	B	"	15.40	88.37	103.77
Hautcoeur, Antoine	P. 904	B	"	4.88	29.25	34.13
Couture, Fernand	911	B	"	15.40	50.38	65.78
Couture, Antoine	966	C	"	17.34	64.46	81.80

Municipalité de Cap d'Espoir — Municipality of Cap d'Espoir

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Larivière, Horace	763	2	Percé	10.40	23.40	33.80
Collin, Xavier	P. O.-W 741	2	"	25.20	22.40	47.60
Duguay, René	239	1	"	80.00	125.00	205.00
Trachy, Lionel	141	1	"	26.40	59.40	85.80
Degarie, Paul	P. 108	1	"	16.00	34.00	50.00
Anderson, William	P. 239	1	"	25.60	55.00	80.60
Pinel, Thomas fils-son	743-751	2	"	116.80	92.25	209.05
Duguay, Xavier	744	2	"	73.23	68.37	141.60
Municipalité scolaire de Val d'Espoir — School Municipality of Val d'Espoir						
Flynn, Edwin	1052	3	Percé		11.25	11.25
Municipalité de Percé — Municipality of Percé						
Tisdell, Wilfrid A.	P. 10	Ile Bon.	Percé	8.70	5.60	14.30
Municipalité de Malbaie N° 2 — Municipality of Malbay No. 2						
Mercier, Ambroise	P. 21	1 B. A.	Malbaie	6.61		6.61
Johnson, hérit.-heirs, Théoph.	P. 22	1 B. A.	"	7.35		7.35
Misson, Chas	P. 16	1 N.	"	27.25		27.25
Municipalité canton Doublas — Municipality township of Douglas						
Annett, Eugène	2	B. A. Rd W.	Doug.	4.95		4.95
Maloney, Joseph	18-C	2	Doug.			
	14	3	"	23.74	141.92	165.66
Holland, Joseph	A-7	2	"	10.55	58.00	68.55
Gaul, John L.	11-E	1 B.B.	"	9.09	48.62	57.71
Bolduc, Norbert	19-C	1	"	25.78	72.08	97.86
Municipalité de Haldimand — Municipality of Haldimand						
Fournier, Mme-Mrs Yvonne	B-6		Doug.	4.80		4.80
Municipalité de York — Municipality of York						
Annett, hérit.-heirs Wm.	P. 1-B	2	York	4.45		4.45
Robins, Fred	P. 1-B	2	"	1.41		1.41
Municipalité Baie de Gaspé Sud — Municipality of Gaspe Bay South						
Miller, hérit.-heirs, Percy	24-G.	1	Baie G. S.	29.36	60.27	89.63
Municipalité de Sydenham-Sud — Municipality of Sydenham-South						
Adams, Kenneth	P. 56, P. 13	1	Baie G. N.	17.15		17.15
Fournier, Léonard B.	P. 6, 5, 9	1	Syd.			
	P. 4	2	"	24.00	34.75	58.75
Fournier, Philias A.	P. 4	1	Syd.	10.74	18.71	35.45
Jacques, Arthur	P. 7	2	"	8.25	26.20	34.45
Jacques, Mme-Mrs Virginie	P. 2, P. 4	1	"	12.06	22.19	34.25
Lavoie, Amédée	P. 5	1				
	P. 8	2	"	15.65	36.25	51.90
Larsen, Mme-Mrs Louis	P. 2	1	Baie B. N.	2.65	6.00	8.65
Municipalité de Grande-Grève — Municipality of Grande-Grève						
Normand, George Jr	P. 12-C	1	Cap. R.	6.20	11.82	18.02
Shaw, Edwin	P. 12-C	1	"	5.49	23.98	29.47

Municipalité de Rivière au Renard — Municipality of Fox River

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Aubut, Germain, fils-son Fred ..	P. 119-1,.....	Sud. R.	Fox	8.60	14.20	22.80
Côté, Arthur	P. 304.....	1-O....	"	4.00	11.83	15.83
Côté, Mme-Mrs Roger.....	51-7.....	Sud R..	"	11.50	28.89	40.39
Samuel, Howard.....	119-10.....	Sud R..	"	5.35	11.63	16.98

Municipalité de Grande Vallée — Municipality of Grande-Vallée

Minville, Léonidas	64.....	O. Riv.	Grde-Vallée	15.00	.....	15.00
Minville, Augustin	54.....	"	"	5.19	.....	5.19
Mercier, Paul-Aimé	D.....	R.G.V.	"	7.50	87.75	95.25
Robinson, Adhémar	18-S.....	"	"	21.13	75.17	96.30
Coulombe, Paul.....	13, P. 7.....	O. Riv.	" ...	50.50	240.50	291.00
Francoeur, Frank	2.....	"	"	.....	114.70	114.70
Minville, Lionel.....	E.....	R.G.V.	"	.....	76.75	76.75
Richard, Ephrem	1-12.....	O. Riv.	"	.....	55.50	55.50

Donné à Percé ce septième jour de janvier 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J. E. LEBOUTILLIER.

46937-4-2-o

Given at Percé, this seventh day of January, 1958.

J. E. LEBOUTILLIER,
Secretary-treasurer.

46937-4-2-o

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MASKINONGÉ

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Chevalier, notaire, secrétaire-trésorier du Conseil Municipal du comté de Maskinongé, que les immeubles ci-après mentionnées seront vendus à l'enchère publique, dans la Salle du Palais de Justice, en la ville de Louiseville, lieu où le Conseil de Comté tient ses sessions, JEUDI, le TREIZIÈME jour du mois de MARS prochain (13 mars 1958), à DIX heures (10) de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et frais dus aux municipalités dont il sera ci-après fait mention, sur les différents lots et parties de lots ci-après décrits, le jour fixé pour la vente, savoir:

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-ANTOINE DE LA RIVIÈRE-DU-LOUP

Propriétaire: Lagacé, Robert-Paul.— Lot N° P. 891, cadastre de la paroisse de St-Antoine de la Rivière-du-Loup. Taxes scolaires: $754.25; taxes municipales: $324.40.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-ALEXIS-DES-MONTS

Propriétaire: Lafrenière, Marcel.— Un terrain à St-Alexis-des-Monts, désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent cinquante-quatre (P. 354) au cadastre officiel pour le canton Hunterstown;— mesurant 78 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise;— borné en front par la rue du Milieu, en profondeur et du côté Sud par une autre partie dudit lot numéro 354, appartenant à M. Paul Goudreau ou représentants, et du côté nord par une autre partie du même lot numéro 354, appartenant à M. Régent Fortin, ou représentants; avec la maison et autres constructions, circonstances et dépendances. Taxes scolaires: $32.98.

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MASKINONGÉ

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Chevalier, notary, secretary-treasurer of the Municipal council of the county of Maskinongé, that the immoveables hereinafter mentioned shall be sold at public auction, in the court-room of the Court House, in the town of Louiseville, where the county council holds its sittings, THURSDAY, the THIRTEENTH day of the month of MARCH next (March 13, 1958) at TEN (10) o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes plus costs owing to the municipalities mentioned hereinunder, and on the different lots and parts thereof hereinafter described, unless said taxes and costs incurred shall have been paid prior to the day fixed for the sale, to wit:

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-ANTOINE DE LA RIVIÈRE-DU-LOUP

Owner: Lagacé, Robert-Paul.— Lot No. Pt. 891 cadaster for the parish of St-Antoine de la Rivière-du-Loup. School taxes: $754.25; municipal taxes: $324.40.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-ALEXIS-DES-MONTS

Owner: Lafrenière, Marcel.— A plot of land at St-Alexis-des-Monts, designated as forming part of lot number three hundred and fifty-four (Pt. 354) on the official cadaster for the township of Hunterstown;— measuring 78 feet in width by 100 feet in depth, English measure;— bounded in front by du Milieu Street, in depth and on the south side, by another part of the said lot number 354, belonging to Mr. Paul Goudreau or representatives, and on the north side by another part of the same lot number 354, belonging to Mr. Regent Fortin, or representatives: with the house and other constructions, circumstances and dependencies. School taxes: $32.98.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANGÈLE DE PRÉMONT

Propriétaire: Beaulieu, Madame Vve Léandre. — Une maison érigée sur un terrain faisant partie du lot numéro cent quinze (P. 115) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Ursule, lequel terrain mesure 40 pieds par 50 pieds plus ou moins;— et est borné des côtés sud, ouest et nord par le résidu dudit lot numéro 115, propriété de M. Joseph Lacoursière, et du côté est par le chemin public. Taxes scolaires: $36.42; taxes municipales: $18.89.

Propriétaire: Bergeron, Antonin.— Un lot de terre désigné comme étant le numéro trois B (3 B) du Gore sud-ouest du Hunterstown, au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Ursule; circonstances et dépendances. Taxes scolaires: $15.06; taxes municipales: $41.20.

Donné sous mon seing en la ville de Louiseville, ce quatorze janvier, mil neuf cent cinquante-huit.

Le Secrétaire-trésorier
du Conseil Municipal
du Comté de Maskinongé,
JEAN-PAUL CHEVALIER.

46939-4-2-o

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINTE-ANGÈLE DE PRÉMONT

Owner: Beaulieu, Mrs. widow Léandre.— A house erected on a lot of land forming part of lot number one hundred and fifteen (Pt. 115) on the official cadaster for the parish of Ste-Ursule, which lot of land meaures 40 feet by 50 feet, more or less;— and is bounded on the south, west and north sides by the residue of the said lot number 115, property of Mr. Joseph Lacoursière, and on the east side by the Public Road. School taxes: $36.42; municipal taxes: $18.89.

Owner: Bergeron, Antonin.— A lot of land designated as being number three B (3 B) of the southwest Gore of Hunterstown, on the official cadaster for the parish of Ste-Ursule; circumstances and dependencies. School taxes: $15.06; municipal taxes: $41.20.

Given under my seal in the town of Louiseville, this fourteenth day of January, one thousand nine hundred and fifty-eight.

JEAN-PAUL CHEVALIER,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Council
of the County of Maskinongé.

46939-4-2

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ TÉMISCAMINGUE

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 11 et 25 janvier 1958, aux municipalités suivantes:

ST-BRUNO DE GUIGUES, au nom de Racette, Philippe et Joseph, veuillez lire: "P.E. 61-62-62 (Sauf les droits miniers et le chemin de 30′ de largeur sur le lot 63)".

GUÉRIN, au nom de Corp. scolaire, veuillez lire "Lot 33. (Terrain seulement) Le lot 14, aucune restriction).

ST-ÉDOUARD DE FABRE, au nom de Plante, Paul, veuillez lire: "Total de taxes dues pour les lots 41 et 42 P.O., $802.40" au lieu de: $802.40 pour le lot 41 et $802.40 pour le lot 42 P.O.

46821-o-X

ERRATUM

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TÉMISCAMINGUE

In the notice of sales for taxes published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th and 25th of January, 1958, for the following municipalities:

ST-BRUNO DE GUIGUES; under the name of Racette, Philippe and Joseph, kindly read: "P.E. 61-62-62 (Save the mining rights and the road of 30′ in width on lot 63)".

GUÉRIN, under the name of School Corp., kindly read: "Lot 33. (Land only) lot 14, No restriction whatsoever).

ST-ÉDOUARD DE FABRE, under the name of Plante, Paul, kindly read: "Total taxes due on lots 41 and 42 P.W., $802.40" instead of: $802.40 for lot 41 and $802.40 for lot 42 Pt. W.

46821-o-X

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 429,174. { DAME YVETTE FAUCHER, épouse séparée de biens de Raoul Dorion, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse vs DONAT THIBODEAU, défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Mackayville, comté de Chambly, district de Montréal, et connu comme le lot portant les numéros trois cent soixante-neuf (369) et trois cent soixante-dix (370) de la subdivision du lot originaire portant le numéro deux cent sept (207) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 429,174. { DAME YVETTE FAUCHER, wife separate as to property of Raoul Dorion, and the latter to authorize his wife for the purposes herein, plaintiff vs DONAT THIBODEAU, defendant.

An emplacement situated in the Town of Mackayville, county of Chambly, District of Montreal, and known as lot bearing numbers three hundred and sixty-nine (369) and three hundred and seventy (370) of the subdivision of original lot bearing number two hundred and seven (207) of the official plan and book of

Antoine de Longueuil, avec maisons et autres bâtisses dessus construites, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal actuellement en la possession de Donat Thibodeau, de la ville de Mackayville, comté de Chambly, district de Montréal, comme lui appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueil, le QUATORZIÈME jour de FÉVFIER 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 8 janvier 1958. 46839-2-2-o

Fieri Facias de Terris
C. S. — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 286,345. { SAMUEL SHEINER, JACK SHEINER et ALBERT SHEINER,

tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, exerçant leur commerce en société, sous les nom et raison sociale de Home Mortgage & Acceptance Co. Red'g., demandeurs vs THÉODORE GAUTHIER, défendeur.

Le lot portant le numéro cinq cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-deux (142-539) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil avec bâtisse dessus érigée, située à 1846 rue Cartier, Ville Jacques-Cartier.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TREIZIÈME jour de FÉVRIER 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 8 janvier 1958. 46840-2-2

---

reference of the Parish of Saint-Antoine de Longueuil, with houses and other buildings thereon erected, of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, actually held by Donat Thibodeau, of the Town of Mackeyville, County of Chambly, District of Montreal, as belonging to him.

To be sold at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 8th, 1958. 46839-2-2

Fieri Facias de Terris
S. C. — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 286,345. { SAMUEL SHEINER, JACK SHEINER and ALBERT SHEINER,

all of the city of Outremont, district of Montreal, carrying on business in partnership under the firm name and style of Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd. plaintiff vs THÉODORE GAUTHIER, defendant.

The lot bearing number five hundred and thirty-nine of the official subdivision of lot number one hundred and forty-two (142-539) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, with building thereon erected, situated at 1846 Cartier Street, ville Jacques-Cartier.

To be sold, at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the THIRTEENTH day of FEBRUARY 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 8th, 1958. 46840-2-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 2,210. { M. J. A. MAURICE SAVOIE, commerçant, domicilié et faisant affaires à

Manseau, demandeur; vs M. OMER TURGEON, de Manseau, défendeur.

1° Un emplacement avec maison dessus construite dans le village de Manseau, de la contenance de soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné sous le numéro quinze-cent quatre-vingt-quinze (15-195) du huitième rang, au plan et livre du renvoi officiels du comté de Nicolet, (div. N° un) pour le canton de Blandford, dans la partie subdivisée du lot quinze, et borné en front au nord-ouest, par l'avenue des peupliers, à la marque de l'ancienne clôture, en profondeur au sud-est par le terrain de Joseph Labonté, d'un côté au sud-ouest par celui de Mademoiselle Alice Labonté, d'un et de l'autre côté au nord-est par celui de Maurice Savoie, avec droit de sortie sur l'avenue des Peupliers jusqu'à la route de Ste-Sophie.

2° Un emplacement situé dans le village de Manseau, de la contenance de soixante-quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur mesure anglaise, connu et désigné sous le lot numéro quinze-cent quatre-vingt-seize (15-196) du huitième rang, au plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet (div. N° un) pour le canton de Blandford dans la partie subdivisée du lot quinze, et borné en front au nord-ouest,

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2,210. { MR. J. A. MAURICE SAVOIE, dealer, domiciled and carrying on business at Manseau, plaintiff; vs Mr. OMER TURGEON, of Manseau, defendant.

1: An emplacement with house erected thereon, located in the village of Manseau, containing seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, known and designated under number fifteen-one hundred and ninety-five (15-195) range eight, on the official plan of book of reference of the county of Nicolet (Div. No. one) for the township of Blandford, in the subdivided part of lot fifteen, and bounded in front, northwesterly, by des Peupliers Avenue, at the mark of the former fence, in depth, southeasterly, by the land of Joseph Labonté, on one side to the southwest, by that of Miss Alice Labonté, on one side and the other, northeasterly, by that of Maurice Savoie, with a right-of-exit on des Peupliers Avenue as far as Ste. Sophie Road.

2. An emplacement situated in the village of Manseau, containing seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, known and designated under lot number fifteen-one hundred and ninety-six (15-196), range eighth, on the official plan and book of reference of the county of Nicolet (Div. No. one) for the township of Blandford in the subdivided part of lot fifteen, and bounded in front, northwes-

par l'avenue des Peupliers en profondeur au sud-est, par le terrain de Joseph Labonté, d'un côté au sud-ouest par celui de Gérard Croteau et de l'autre côté au nord-est par celui du présent acquéreur avec droit de sortie sur ladite avenue des Peupliers jusqu'à la route de Ste-Sophie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Manseau, le CINQUIÈME jour de MARS (1958) à ONZE heure de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 24 janvier 1958. 47002-5-2-o

terly, by des Peupliers Avenue in depth to the southeast, by the land of Joseph Labonté, on one side to the southwest, by that of Gérard Croteau and on the other side, northeasterly, by that of present purchaser with right-of-exit on said des Peupliers Avenue as far as the Ste. Sophie Road.

To be sold at the door of the Parochial Church of Manseau, the FIFTH day of MARCH (1958) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, January 24, 1958. 47002-5-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 13,900. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé

ayant son siège social et sa principal place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs ALPHONSE GAGNÉ, rentier, de Sayabec, défendeur, et dame vve ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ et Dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, défenderesses en reprise d'instance.

Un terrain situé dans la ville de Rimouski, portant le numéro quatre-vingt-seize-deux (96-2), de figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 95 et 96-1, au nord-est par le lot 62-26 (ave Lepage), au sud-est par les lots 97-1 et 100, au sud-ouest par les lots 99, et 95, mesurant environ quatre-vingt-onze (91) pieds au nord-ouest, soixante-sept (67) pieds et cinq dixièmes (5/10) au nord-est, cent quarante-trois (143) pieds au sud-est, trente-cinq (35) pieds et six dixièmes (6/10) au sud-ouest, cinquante-deux (52) pieds au nord-ouest, trente-huit (38) au sud-ouest, contenant environ en superficie sept mille sept cent soixante-dix-neuf pieds carrés, à charge d'une rente foncière par l'acquéreur de $20.00 par année, avec bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances.

Pour être vendu, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, en la ville de Rimouski, le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1958 à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, January 4, 1958. 46838-2-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 13,900. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate

having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs ALPHONSE GAGNÉ, annuitant, of Sayabec, defendant, and dame ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ, widow and dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, defendants, in continuance of suit.

A piece of land situated in the town of Rimouski, bearing number ninety-six-two (96-2), of irregular shape, bounded nothwesterly by lots 95 and 96-1, northeasterly by lot 62-26 (Lepage Avenue), southeasterly by lots 97-1 and 100, southwesterly by lots 99 and 95, measuring some ninety-one (91) feet to the northwest, sixty-seven (67) feet and five tenths (5/10) to the northeast, one hundred and forty-three (143) feet to the southeast, thirty-five (35) feet and six tenths (6/10) to the southwest, fifty-two (52) feet to the northwest, thirty-eight (38) to the southwest, containing an area of some seven thousand seven hundred and seventy-nine square feet, with a ground-rent of $20.00 per year attached thereto, to be paid by purchaser, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, in the town of Rimouski, the TWELFTH day of FEBRUARY 1958 at ELEVEN o'clock in the forenoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, January 4, 1958. 46838-2-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 16,529. { TRADERS FINANCE CORPORATION LTD. compagnie légalement constituée

ayant une place d'affaires dans la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse vs ROMUALD HAREL, de Ste-Marguerite-Marie, district de Rimouski, défendeur.

1° Une terre, avec bâtisses dessus érigées, tel que le tout est actuellement, contenant environ cinquante-huit acres en superficie, connue sous le lot cadastral N° vingt-quatre (24), dans le rang est du Chemin Kempt, du canton Casupscull.

2° Une autre terre avec améliorations dessus existantes, tel que le tout est actuellement, contenant environ soixante-deux acres en superficie, connue sous le lot cadastral N° vingt-cinq (25) dans le rang Est du Chemin Kempt, du canton Casupscull, distraction faite de l'emplacement

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 16,529. { TRADERS FINANCE CORPORATION LTD. a company legally incorporated

having a business place in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff vs ROMUALD HAREL, of Ste-Marguerite-Marie, District of Rimouski, defendant.

1. A farm, with buildings thereon erected, as the whole is presently, containing about fifty-eight acres in area, known under cadastral lot No. twenty-four (24), in range East of the Kempt Road, of the townhip of Casupscull.

2. Another farm with existing improvements, as the whole is presently, containing about sixty-two acres in area, known under cadastral lot No. twenty-five (25) in the East range of the Kempt Road, of the Casupscull township, withdrawal made of the following emplacement: A

suivant: Une partie du terrain avec bâtisses dessus érigées, tel que le tout est actuellement, contenant environ deux acres en superficie, ayant pratiquement la forme triangulaire dont la base aurait une longue de deux cent soixante et treize pieds sur le chemin public au sud, à partir de la ligne de division des lots vingt-six et vingt-cinq, et un côté d'une longueur de deux cent cinquante-quatre pieds, à l'est, sur la partie touchant au reste du lot N° vingt-cinq (25) suivant une ligne partant du chemin public et allant atteindre la ligne de division des lots susmentionnés, et un autre côté d'une longueur de trois cent soixante pieds, à l'ouest, sur sa partie touchant au lot N° vingt-six (26) occupé par A. St-Louis, suivant et dans le sens de ladite ligne de division susmentionnée.

3° Un emplacement avec bâtisses dessus érigées, tel que le tout est actuellement, à distraire du lot cadastral, N° vingt-cinq (25) dans le rang Est du Chemin Kempt du canton Casupscull, contenant environ deux acres en superficie, ayant la forme triangulaire dont la base à une longueur de deux cent soixante-treize pieds sur le chemin public, au sud à partir de la ligne de division du lot N° vingt-six (26), et un côté à l'est d'une longueur de deux cent cinquante-quatre pieds touchant au reste de ce lot déjà occupé par le vendeur suivant une ligne partant du chemin public pour atteindre la ligne de division du lot N° vingt-six (26) et un autre côté à l'ouest d'une longueur de trois cent soixante pieds touchant au lot N° vingt-six (26), et allant dans les sens et direction de la ligne de division susmentionnée.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie, le CINQUIÈME jour de MARS 1958, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 27 janvier 1958. 47003-5-2-o

part of land with buildings thereon erected, as the whole is presently, containing about two acres in area, having practically the triangular form the base of which would have a length of two hundred and seventy-three feet on the public road on the South, starting from the dividing line of lots twenty-six and twenty-five, and on one side a length of two hundred and fifty-four feet, on the East, on the part touching the remainder of lot No. twenty-five (25) following a line starting from the public road and going as far as the dividing line of the above mentioned lots, and another side of a length of three hundred and sixty feet, on the West, on that part touching lot No. twenty-six (26) occupied by A. St-Louis, following and in the direction of the dividing line above mentioned.

3. An emplacement with buildings thereon erected, as the whole now stands, to withdraw from the cadastral lot No. twenty-five (25) in the east range of the Kempt Road of the Casupscull township, containing about two acres in area, having the triangular form the base of which has a length of two hundred and seventy-three feet on the public road, on the south, starting from the dividing line of lot No. twenty-six (26), and one side on the East of a length of two hundred and fifty-four feet touching the remainder of this lot already occupied by the vendor following a line starting from the public road, to reach along division lot No. twenty-six (26) and on the other side on the west, for a length of three hundred and sixty feet touching lot No. twenty-six (26) and going in the way and direction of the line of the above mentioned division.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Marguerite-Marie, on the FIFTH day of MARCH, 1958, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, January 27, 1958. 47003-5-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 9,129. { ARMAND, BOUCHARD, journalier, Ste-Agnès, demandeur vs ADRIEN DUCHESNE, bûcheron, Ste-Agnès, défendeur.

Avis public est par le présent donné que les terre et héritage sousmentionnés ont été saisis, savoir:

"Une terre située en la paroisse de Ste-Agnès, en la concession St-Louis, pouvant mesurer trois arpents et deux perches de front sur quarante arpents et sept perches de profondeur, étant et composant une partie des lots quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-dix (P. 89 et P. 90) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès, bornée comme suit, savoir: en front, au nord-est, au trait carré du rang St-Jean; à la profondeur, au sud-ouest, au trait carré du rang Ste-Christine; tenant d'un côté, au sud-est, à la propriété d'Adrien Duchesne; tant d'autre côté, au nord-ouest, à la propriété d'Uldéric Tremblay; tel qu'il appert d'un acte de rétrocession de Gérard Dufour à Adrien Duchesne, en date du 26 janvier, 1955, passé devant le notaire Benoît Warren, de La Malbaie, sous le numéro 2,154 de ses minutes."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agnès, LUNDI le DIX-HUI-

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 9,129. { ARMAND BOUCHARD, laborer, Ste-Agnès, plaintiff, vs ADRIEN DUCHESNE, wood-chopper, Ste-Agnès, Defendant.

Public notice is hereby given that the land and Tenement mentioned below, have been seized, to wit:

"A farm situated in the parish of Ste-Agnès, in the concession of St-Louis, which may measure three arpents and two rods in front by forty arpents and seven rods in depth, being and composing part of lots eighty-nine and ninety (Pt. 89 and Pt. 90) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Agnès, bounded as follows, to wit: in front, on the northeast, at the "trait-carré of range St-Jean; in the depth, on the southwest, at the "trait-carré of range Ste-Christine; touching on one side, by the southeast, by the property of Adrien Duchesne; as much on the other side, by the northwest, by the property of Uldéric Tremblay; as it appears according to a deed of retrocession of Gérard Dufour to Adrien Duchesne, dated January 26, 1955, passed before Notary Benoît Warren, of La Malbaie, under number 2,154, in his "Minutes".

To be sold at the church door of the parish of Ste-Agnès, MONDAY, the EIGHTEENTH day

TIÈME jour de MARS, mil neuf cent cinquante-huit, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.
La Malbaie, 27 janvier 1958. 47016-5-2-o

of the month of MARCH, one thousand nine hundred and fifty-eight, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, January 27, 1958. 47016-5-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 10,440. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social et en les cité et district de Québec, demandeur; vs MARCEL LACROIX, autrefois cultivateur de la paroisse de Saint-Jude, district de Saint-Hyacinthe, et maintenant des cité et district de Saint-Hyacinthe, défendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Jude, sur le rang Sud-Salvail, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant les lots de terre huit cent deux, huit cent trois et huit cent quatre (Nos 802, 803 et 804), mesurant trois arpents en largeur plus ou moins, sur la longueur de la concession, voisine de MM. D. Larivière et E. Gaudette;

Avec la maison et toutes constructions y éritées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jude, comté de Saint-Hyacinthe, le SIX MARS 1958, à DIX heures et TRENTE minutes a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 28 janvier 1958. 47022-5-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 10,440. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec, plaintiff. vs MARCEL LACROIX, heretofore farmer of the parish of Saint-Jude, district of Saint-Hyacinthe, and presently of the city and district of Saint-Hyacinthe, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

A farm situated in the parish of Saint-Jude, on range South-Salvail, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as being lots of land eight hundred and two, eight hundred and three and eight hundred and four (802, 803 and 804), measuring the three arpents in width, more or less, on the length of the concession, in the neighborhood of Messrs. D. Larivière and E. Gaudette;

With the house and all buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jude, county of Saint-Hyacinthe, on MARCH SIXTH, 1958, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Hyacinthe, January 28, 1958. 47022-5-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 10,332. LÉOPOLD DESOURDY, bourgeois, de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU ZOLTAN SIMON, en son vivant cultivateur de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, défendeurs.

Saisies comme appartenant audits défendeurs:

1° Une terre située sur le rang Saint-Édouard, en la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance de quatre arpents de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro cent soixante du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire; avec bâtisses y érigées.

A distraire dudit lot:

a) la partie dudit lot vendue à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Liboire, pour élargissement de la route, par contrat de vente reçu devant Mtre L.-A. Brunelle, notaire, le 29 mai 1921, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Bagot sous le N° 56181; telle partie ayant une largeur de dix pieds sur la profondeur de la concession;

b) la partie du même lot vendue à Sa Majesté le Roi pour le Gouvernement de la province de Québec, Ministère de la Voirie, pour élargissement de chemin, par contrat reçu devant Mtre André Dumont, notaire, le 18 avril 1949, enregistré au bureau d'enregistrement de Bagot sous le N° 86840, telle partie ayant une superficie de cinq mille trois cents pieds carrés, mesure anglaise, ou cent quarante-quatre millième d'arpent carré.

Le vendeur réserve les droits de The Bell Telephone Co. of Canada sur ledit lot, pour cons-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 10,332. LÉOPOLD DESOURDY, gentleman, of Saint-Liboire, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff vs THE HEIRS OF THE LATE ZOLTAN SIMON, in his lifetime a farmer of Saint-Liboire, district of Saint-Hyacinthe, defendants.

Seized as belonging to said defendants:

1. A farm situated in range Saint-Édouard, in the parish of Saint-Liboire, containing four arpents in width by twenty-one parents in depth, more or less, being lot number one hundred and sixty of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire; with buildings thereon erected.

To be excluded from said lot:

a) that part of said lot sold to the municipal corporation of the parish of Saint-Liboire, for the widening of the road, by deed of sale passed before Mtre L.-A. Brunelle, notary, on May 29, 1921, registered in the Registry Office of the division of Bagot under No. 56181; said part measuring ten feet wide by the depth of the concession;

b) that part of the same lot sold to His Majesty the King for the Government of the Province of Quebec, Department of Roads, for the widening of the road, by contract passed before Mtre André Dumont, notary, April 18, 1949, registered at the Registry Office of Bagot under number 86840, said part having an area of five thousand three hundred square feet, English measure, or one hundred and forty-four thousandths of a square arpent.

The vendor reserves all the rights of The Bell Telephone Co. of Canada on said lot, for

truction et entretien de lignes de téléphone, suivant actes à cette fin enregistrés à Bagot sous les numéros 56153 et 70760.

2° Un terrain situé sur le rang Saint-Patrick, en la paroisse de Saint-Liboire, faisant partie du lot trois cent dix (P. 310) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, d'un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front dudit rang jusqu'au chemin de fer du Canadien National, moins une lisière de terre d'environ quarante pieds de largeur le long du chemin de fer, tel terrain borné en front au chemin dudit rang, en profondeur par le terrain du Canadien National, d'un côté aux terrains de Raoul Chabot et Louis Plante, et de l'autre côté au terrain d'Albéric Beauregard; avec bâtisses y érigées.

3° Un terrain situé sur le rang Saint-Patrick, en la paroisse de Saint-Liboire, faisant partie du lot numéro trois cent onze (P. 311) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, d'un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front dudit rang jusqu'au chemin de fer du Canadien National, borné d'un côté par le terrain d'Albéric Beauregard, et de l'autre côté par le terrain d'Adrien Dion; avec bâtisses y érigées.

Le vendeur réserve, en faveur de qui il appartiendra, la servitude de chemin à la profondeur du terrain faisant partie du lot N° 311, le long du chemin de fer, chemin de quarante pieds de largeur, pour l'utilité du public, dans le cas où tel chemin serait ouvert jusqu'au chemin du rang Saint-Édouard;

Le vendeur déclare que lesdits terrains P. 310 et P. 311 sont affectés d'une servitude en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd pour construction et entretien d'une ligne de transmission électrique, suivant acte à cet effet enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Bagot sous le numéro 84653.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, le CINQUIÈME jour de MARS 1958, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe,
le 25 janvier 1958. 47021-5-2-o

---

the building and maintenance of telephone lines, according to deeds, for said purpose, registered at Bagot under numbers 56153 and 70760.

2. A piece of land situated in range Saint-Patrick, in the parish of Saint-Liboire, forming part of lot three hundred and ten (P. 310) of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire, one arpent in width by the depth that exists as from the front road of said range as far as the Canadian National Railroad, save a strip of land of some forty feet in width along the railroad, which land is bounded in front by the road of said range, in depth by the land of the Canadian National Railway, on one side by the land of Raoul Chabot and Louis Plante, and on the other side by the land of Albéric Beauregard; with buildings thereon erected.

3. A piece of land situated in range Saint-Patrick, in the parish of Saint-Liboire, forming part of lot number three hundred and eleven (P. 311) of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire, of one arpent in width by the depth which exists as from the front road of said range as far as the Canadian National Railway, bounded on one side by the land of Albéric Beauregard, and on the other side by the land of Adrien Dion, with buildings thereon erected.

The vendor reserves, in favour of whoever the owner may be, the road servitude at the depth of the land forming part of lot No. 311, along the railroad, a road of forty feet wide, for public purposes, in which case said road would be opened as far as the road of range Saint-Édouard;

The vendor declares that the said pieces of land P. 310 and P. 311 are burdened with a servitude in favour of Southern Canada Power Co. Ltd for the building and maintenance of an electric transmission line, according to a deed to this effect registered at the Registry Office of the division of Bagot under number 84653.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Liboire, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, the FIFTH day of MARCH 1958, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe,
January 25, 1958. 47021-5-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, N° 1064. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant, vs FLORIAL BÉGIN, de Fabre station, comté de Témiscamingue, district de Témiscamingue, intimé.

"Une ferme à St-Édouard de Fabre, dans le comté de Témiscamingue, connue et désignée sous le numéro quatre dans le septième rang Sud aux plan et livre de renvois officiels du canton Fabre (N° 4, rang 7, T.S., Fabre) contenant cinq acres en superficie, plus ou moins avec maison et autres bâtiments dessus construits, appartenances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Ainsi que le tout se trouve actuellement et sans opposition ni réserve de la part de l'emprunteur."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Édouard de Fabre le SIXIÈME

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Temiscamingue

Superior Court, No. 1064. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, petitioner vs FLORIAL BÉGIN, of Fabre Station, county of Témiscamingue, district of Témiscamingue, respondent.

"A farm at St. Édouard de Fabre, in the county of Témiscamingue, known and designated as number four in south range seven on the official plan and book of reference of the township of Fabre (No. 4 S. Range 7, Fabre) containing one hundred and five acres in area, more or less, with house and other buildings erected thereon, appurtenances and dependencies and the servitudes that may be attached thereto."

All of which as it actually stands and without opposition nor reserve on the part of the Borrower."

To be sold at the door of the church of the parish of St. Édouard de Fabre the SIXTEENTH

jour de MARS 1958 JEUDI à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie 27 janvier 1958. 47015-5-2-o

day of MARCH 1958 THURSDAY at TEN o'clock in the afternoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville Marie, January 27, 1958. 47015-5-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18,962. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs ADÉLARD PICHETTE, de Ste-Angèle de Prémont, district des Trois-Rivières, défendeur.

a) Une terre située en la paroisse de Ste-Angèle de Prémont, connue et désignée sous le numéro quatre A (4A) du deuxième rang du Gore d'Hunterstown, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Ursule, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

b) Une terre située en la paroisse de Ste-Angèle de Prémont, connue et désignée sous le numéro quatre B (4B) du deuxième rang du Gore d'Hunterstown, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Ursule, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

c) Une terre située en la paroisse de Ste-Angèle de Prémont, connue et désignée sous le numéro quatre C (4C) du deuxième rang du Gore d'Hunterstown, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Ursule, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occules, attachées auxdits immeubles. Lesdites terres numéros quatre A et quatre C contiennent chacune environ deux arpents de largeur sur environ vingt arpents de profondeur."

Pour être vendu en bloc comme formant un seul immeuble, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Angèle-de-Prémont, JEUDI le SIXIÈME jour du mois de MARS 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 27 janvier 1958. 47004-5-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18,962. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs ADÉLARD PICHETTE, of Ste. Angèle de Prémont, district of Trois-Rivières, defendant.

a) A farm situated in the parish of Ste. Angèle de Prémont, known and designated under number four A (4A) range two, Gore of Hunterstown, on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Ursule, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

b) A farm situated in the parish of Ste. Angèle de Prémont, known and designated under number four B (4B) of range two, Gore of Hunterstown, on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Ursule, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

c) A farm situated in the parish of Ste. Angèle de Prémont, known and designated under number four C (4C) range two, Gore of Hunterstown, on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Ursule, with building thereon erected, circumstances and dependencies.

All of which as it actually stands, with all servitudes both active and passive, apparent or unapparent, attaching to said immoveables. The said farms number four A and four C contain some two arpents in width and some twenty arpents in depth each."

To be sold "en bloc" as forming one and an only immoveable, at the door of the Parochial Church of Ste. Angèle-de-Prémont, THURSDAY the SIXTH day of the month of MARCH 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, January 27, 1958. 47004-5-2

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, N° 86,350. { BEST AUTO SERVICE INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Donnacona, comté de Portneuf, P.Q. demanderesse; vs ANTOINE alias ANTONIO GIROUARD, de Ste-Anne-de-la-Pérade et DAME ANTOINE alias ANTONIO GIROUARD, de Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain, défendeurs.

"Un emplacement à distraire du lot numéro trois cent quarante-cinq (P. 345) du cadastre de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pérade, contenant cinquante pieds de large par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front à une rue publique, laquelle devra être laissée de trente pieds français, en profondeur et des autres côtés à Dame Anna-Marie Larue ou représentants, ledit emplacement devant se trouver à une distance de cent trente pieds anglais de l'emplacement vendu à monsieur Léo-Édouard Abel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 86,350. { BEST AUTO SERVICE INC., a corporation legally incorporated having its place of business at Donnacona, county of Portneuf, P.Q., plaintiff; vs ANTOINE alias ANTONIO GIROUARD, of Ste-Anne-de-la-Pérade and DAME ANTOINE alias ANTONIO GIROUARD, of Ste-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain, defendants.

"An emplacement to be withdrawn from lot number three hundred and forty-five (P. 345) of the cadaster of the parish of Ste-Anne-de-la-Pérade, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front by a public street, thirty French feet of which is to be left in the depth and on the other sides to Dame Anna-Marie Larue or representatives, the said emplacement to be found at a distance of one hundred and thirty English feet from the emplacement sold to Mr. Léo-Édouard Abel, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-de-la-Pérade, MERCREDI le CINQUIÈME jour du mois de MARS 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 27 janvier 1958. 47005-5-2-o

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne-de-la-Pérade, WEDNESDAY the FIFTH day of the month of MARCH, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, January 27, 1958. 47005-5-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 5

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Angle vs Levin 534
Beaulieu vs Galarneau 534
Busque vs Boucher 534
Normandin vs Perno 534

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

70-A — Employés de Garage, district électoral de Drummond 537
70-B — Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction, région de Québec 543
70-C — Fourrure, section de détail, région de Montréal 539
70-D — Employés de garage, Ile de Montréal 534
90 — Concernant la soustraction au jalonnement de certains terrains dans les districts électoraux de Beauce et de Frontenac 541

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 501

AVIS DIVERS:

Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville (Correction) .. 546
Canadian Rock Company Limited (Directeurs) 545
Danville, ville (Erection) 548
Electrical Industries Inc. (Directeurs) 548
Gardner Steel Limited (Directeurs) 550
La Caisse Populaire de Laurier Station (Fondation) 549
La Caisse Populaire Sacré-Coeur, Cité de Jacques-Cartier (Fondation) 547
Lakeshore Evangelical Church (Constitution) 545
L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de La Tuque et District (existence terminée) 546
L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Montmagny et District (Formation) 547
L'Association des Propriétaires de Taxis du Cap-de-la-Madeleine (Existence terminée) 546
Laurentides Insurance Adjustment Co. Ltd. (Directeurs) 547
Madame Jean Incorporée (Directeurs) . 550
Metal Treatments Inc. (Directeurs) 549
Noralda Corporation (Directeurs) 549
Sainte-Marie, village (Erection) 544
Trans-World Industrial Services Corporation Ltd. (Directeurs) 548

CHARTES — ABANDON DE:

Bégin & Frères Inc. 551
Easy Sales Inc. 551

Index of the Quebec Official Gazette, No. 5

ACTIONS FOR SEPARATION AS TP PROPERTY:

Angle vs Levin 534
Beaulieu vs Galarneau 534
Busque vs Boucher 534
Normandin vs Perno 534

ORDERS IN COUNCIL:

70-A — Garage employees, electoral district of Drummond 537
70-B — Hardware, paint and building materials, region of Quebec 543
70-C — Fur, retail trade, region of Montreal 539
70-D — Garage employees, Island of Montreal 534
90 — Concerning the withdrawal from staking of certain lands in the electoral districts of Beauce and Frontenac 541

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 501

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Constructeurs St-Hyacinthe-Bagot-Rouville (Correction) .. 546
Canadian Rock Company Limited (Directors) 545
Danville, town (Erection) 548
Electrical Industries Inc. (Directors) ... 548
Gardner Steel Limited (Directors) 550
La Caisse Populaire de Laurier Station (Foundation) 549
La Caisse Populaire Sacré-Cœur, Cité de Jacques-Cartier (Foundation) 547
Lakeshore Evangelical Church (Constitution) 545
L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de La Tuque et District (Existence terminated) ... 546
L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Montmagny et District (Formation) 547
L'Association des Propriétaires de Taxis du Cap-de-la-Madeleine (Existence terminated) 546
Laurentides Insurance Adjustment Co. Ltd. (Directors) 547
Madame Jean Incorporée (Directors) .. 550
Metal Treatments Inc. (Directors) 549
Noralda Corporation (Directors) 549
Sainte-Marie, village (erection) 544
Trans-World Industrial Services Corporation Ltd. (Directors) 548

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bégin & Frères Inc. 551
Easy Sales Inc. 551

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Côte St-Luc, ville 551
Petite Rivière, ville 551
Templeton-Ouest, munic. 551

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Côte St-Luc, town 551
Petite Rivière, town 551
Templeton-West, munic. 551

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Deauville 552
Labelle 551
Les Écores 551
Ste-Anne-de-Bellevue (Cath.) 551
St-Isidore d'Auckland 552
Shawinigan-Falls 551
Verchères, village 552

EDUCATION:
School Municipality of:

Deauville 552
Labelle 551
Les Écores 551
Ste-Anne-de-Bellevue (Cath.) 551
St-Isidore d'Auckland 552
Shawinigan-Falls 551
Verchères, village 552

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Merchants Fire Insurance Company ... 554

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Merchants Fire Insurance Company ... 554

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ile Coffin 552
McKenzie, canton 552
Pontchartrin, canton 553
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, paroisse 553
St-Césaire, paroisse 553
Ste-Famille de Boucherville, paroisse ... 553
St-Germain-de-Rimouski, ville 553
St-Vincent-de-Paul, paroisse 553

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ile Coffin 552
McKenzie, township 552
Pontchartrin, township 553
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, parish 553
St-Césaire, parish 553
Ste-Famille de Boucherville, parish 553
St-Germain-de-Rimouski, town 553
St-Vincent-de-Paul, parish 553

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement) 525
Barbiers et coiffeuses de Victoriaville (Prélèvement) 524
Construction, Province (Modification) 533
Imprimerie, région de Montréal (Modification) 527
Mineurs de Red Mill (Modification) 532
Verre, région de Québec (Modification) 522

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and men's hairdressers, of Montreal (Levy) 525
Barbers and hairdressers of Victoriaville (Levy) 524
Construction, Province (Amendment) 533
Printing, region of Montreal (Amendment) 527
Miners of Red Mill (Amendment) 532
Glass, region of Quebec (Amendment) 522

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude 540

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study 540

LETTRES PATENTES:

Alfred Roy Inc. 502
Alice Investments Inc. 503
Allard 5-10-15c Ltée 503
Anodor Inc. 503
Bijouterie Gauthier Inc. 504
B & M Construction Ltd. 504
Burtmar Clothes Ltd. 504
Buywell Car Market Inc. 504
Champs Restaurant Incorporated 505
City Development Corp. 505
Colonia Construction Company 505
Come-in Service Centre Inc. 506
Congress Investment Corp. 506
Dulson Frank & Co. Ltd. 506
Fashion Award Shops Ltd. 507
Ficus Investment Corporation 507
Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation 507
Freeman Corporation 508
G. M. Plumbing & Heating Inc.—G. M. Plomberie & Chauffage Inc. 508
Godbec Limited 509

LETTERS PATENT:

Alfred Roy Inc. 502
Alice Investments Inc. 503
Allard 5-10-15c Ltée 503
Anodor Inc. 503
Bijouterie Gauthier Inc. 504
B & M Construction Ltd. 504
Burtmar Clothes Ltd. 504
Buywell Car Market Inc. 504
Champs Restaurant Incorporated 505
City Development Corp. 505
Colonia Construction Company 505
Come-in Service Centre Inc. 506
Congress Investment Corp. 506
Dulson Frank & Co. Ltd. 506
Fashion Award Shops Ltd. 507
Ficus Investment Corporation 507
Fluorescent Lamp Revitalizer Corporation 507
Freeman Corporation 508
G. M. Plumbing & Heating Inc.—G. M. Plomberie & Chauffage Inc. 508
Godbec Limited 509

Guy Perrault & Cie Ltée — Guy Perrault & Co. Ltd. 509
Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée 509
Industries Saint-Jovite Ltée 510
J. A. Vincent & Fils Incorporée 510
J.-E. Carpentier, Inc. 510
Joliette Pants Contractors Inc. 511
Jos. Couturier et Fils Ltée 511
Kolomeir Realty Corp. 511
Larch River Iron Mines (Quebec) Limited 512
Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons 512
Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel 512
Lee Holland Manufacturing Ltd. 513
Les Immeubles Couturier Ltée 513
Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc. 513
Les Entreprises Sillery Québec Inc. 514
Litner Inc. 514
L. Villemure Ltée 514
Mansonville Lumber Ltd. 515
Marcel Plouffe Incorporée 515
Mercury Electronics Inc. 515
Mibo Inc. 516
Park Row Investment Corp. 516
Persillier Homes Inc. 517
Plara Inc. 517
Quebec Import Terminal Ltd. 517
Regent Antenna Inc. 517
Ronar Realty Corp. 518
Sewing Club of Quebec — Club de Couture de Québec 518
St. Therese Development Corp. 519
The Howard Corp. 519
The Surrey Corp. 519
Tishray Investment Corp. 520
Universal Publications (Quebec) Limited 520
William Hunter Realty Corporation 520

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:
Avis de mise en vigueur de plan conjoint et constitution d'office des producteurs:

Le plan conjoint des producteurs de lait à la Laiterie Magog Inc. 554

SIÈGES SOCIAUX:

A. Lozeau & Fils Inc. 557
Bédard Transport & Co. Ltée 558
Corporation d'Expansion Financière 558
Dallaire Inc. 558
Shickshocks Mining and Exploration Incorporated 558
Universal Publications (Quebec) Limited 558

SOUMISSIONS:

Chapais, Comm. scol. 565
Duvernay, munic. 562
Gatineau, munic. scol. 564
Matapédia, munic. scol. prot. 560
Normandin, village 559
St-Léonard-de-Port-Maurice, ville 567
Shawville, village 561

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company 568

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Comeau, Noël 568
Quesnel, Rodrigue 570

Guy Perrault & Cie Ltée — Guy Perrault & Co. Ltd. 509
Hôtel Belmont (Ste-Agathe) Ltée 509
Industries Saint-Jovite Ltée 510
J. A. Vincent & Fils Incorporée 510
J.-E. Carpentier, Inc. 510
Joliette Pants Contractors Inc. 511
Jos. Couturier et Fils Ltée 511
Kolomeir Realty Corp. 511
Larch River Iron Mines (Quebec) Limited 512
Le Centre Paroissial de Saint-Jean Deschaillons 512
Le Club de Hockey Les Royaux Junior de Sorel 512
Lee Holland Manufacturing Ltd. 513
Les Immeubles Couturier Ltée 513
Les Entreprises Funéraires de La Malbaie, Inc. 513
Les Entreprises Sillery Québec Inc. 514
Litner Inc. 514
L. Villemure Ltée 514
Mansonville Lumber Ltd. 515
Marcel Plouffe Incorporée 515
Mercury Electronics Inc. 515
Mibo Inc. 516
Park Row Investment Corp. 516
Persillier Homes Inc. 517
Plara Inc. 517
Quebec Import Terminal Ltd. 517
Regent Antenna Inc. 517
Ronar Realty Corp. 518
Sewing Club of Quebec — Club de Couture de Québec 518
St. Therese Development Corp. 519
The Howard Corp. 519
The Surrey Corp. 519
Tishray Investment Corp. 520
Universal Publications (Quebec) Limited 520
William Hunter Realty Corporation 520

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:
Notice of coming into force of marketing plan and constitution of producers' board:

The Magog Dairy Inc. Milk Producers Plan 554

HEAD OFFICES:

A. Lozeau & Fils Inc. 557
Bédard Transport & Co. Ltée 558
Corporation d'Expansion Financière 558
Dallaire Inc. 558
Shickshocks Mining and Exploration Incorporated 558
Universal Publications (Quebec) Limited 558

TENDERS:

Chapais, School comm. 565
Duvernay, munic. 562
Gatineau, School comm. 564
Matapédia, School comm. prot. 560
Normandin, village 559
St-Léonard-de-Port-Maurice, town 567
Shawville, village 561

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company 568

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Comeau, Noël 568
Quesnel, Rodrigue 570

VENTES POUR TAXES:

Charlevoix-Est, comté de..... 572
Gaspé-Est, comté de..... 574
Maskinongé, comté de..... 576
Saguenay, comté de..... 571
Témiscamingue, comté (Erratum)..... 577

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTRÉAL:

Faucher *et vir* vs Thibodeau..... 577
Sheiner *et al* vs Gauthier..... 578

NICOLET:

Savoie vs Turgeon..... 578

RIMOUSKI:

Banque Provinciale du Canada vs Gagné 579
Traders Finance Corporation Ltd vs Harel..... 579

SAGUENAY:

Bouchard vs Duchesne..... 580

SAINT-HYACINTHE:

Desourdy vs Héritiers de Zoltan Simon. 581
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lacroix..... 581

TÉMISCAMINGUE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bégin..... 582

TROIS-RIVIÈRES:

Best Auto Service Inc. vs Girouard..... 583
La Banque Provinciale du Canada vs Pichette..... 583

SALE FOR TAXES:

Charlevoix-East, county of..... 572
Gaspé-East, county of..... 574
Maskinongé, county of..... 576
Saguenay, county of..... 571
Témiscamingue, county (Erratum)..... 577

SHERIFF'S SALES:

MONTREAL:

Faucher *et vir* vs Thibodeau..... 577
Sheiner *et al* vs Gauthier..... 578

NICOLET:

Savoie vs Turgeon..... 578

RIMOUSKI:

Provincial Bank of Canada vs Gagné... 579
Traders Finance Corporation Ltd vs Harel..... 579

SAGUENAY:

Bouchard vs Duchesne..... 580

SAINT-HYACINTHE:

Desourdy vs Heirs of Zoltan Simon.... 581
Quebec Farm Credit Bureau vs Lacroix. 581

TÉMISCAMINGUE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Bégin.. 582

TROIS-RIVIÈRES:

Best Auto Service Inc. vs Girouard..... 583
The Provincial Bank of Canada vs Pichette..... 583

QUÉBEC:— Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.